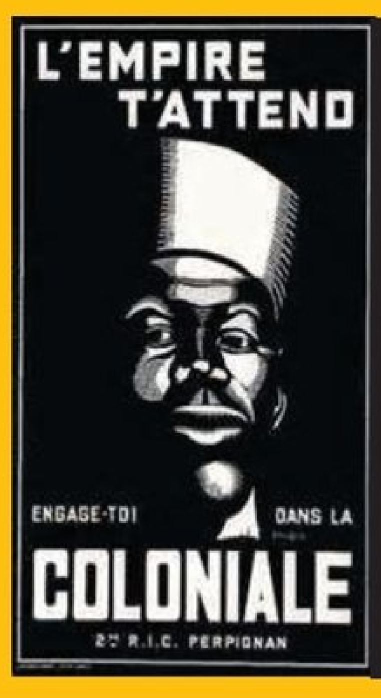
ENOH MEYOMESSE





Le Massacre de Messa en 1955

Roman

EdkBOOKS

Le Massacre de Messa en 1955

ENOH MEYOMESSE

Le Massacre de Messa en 1955

Roman

LES EDITIONS DU KAMERUN
leseditionsdukamerun@gmail.com
Tel : 237.691.692.089

Yaoundé - Juillet 2015
ISBN 978-9956-10-044-7

Chapitre I

Après avoir dit au revoir à Justine, son épouse, Akamba enfourcha sa bicyclette. Il grimpa, sur la chaussée, et se mit à pédaler debout, de toute la force de ses jambes, pour gravir la côte quelque peu abrupte du Plateau Atemengue. En s'éloignant de sa masure, il fut saisi d'une singulière impression. C'était comme s'il n'allait plus jamais revoir sa bien-aimée. Il se retourna, et s'aperçut que celle-ci se tenait encore au seuil de la porte de la maison. Il lui adressa un sourire. Elle lui répondit par un geste de la main.

– Ne tarde pas trop ! dit-elle.

– Ne t'inquiète pas. Je rentrerai aussitôt la réunion achevée.

– C'est toujours ce que tu dis...

– Non, non, tu peux me croire.

Akamba continua à pédaler. Il se retrouva, rapidement, au sommet de la côte. Il s'assit enfin sur la selle de sa bicyclette, et souffla quelque peu. « Bonsoir monsieur !», lui lança un de ses élèves qu'il venait de croiser. « Bonsoir !», lui répondit-il machinalement, en hochant la tête.

Akamba était un enseignant. Formé à l'*Ecole Normale de Fulassi*, dans le Sud du pays, il

avait été recruté dans l'administration coloniale, en qualité de « *moniteur indigène* », une fois son diplôme obtenu, et avait été affecté à l'*Ecole Régionale d'Etibli*. Celle-ci était située au Plateau Atemengue. C'est pourquoi, il avait choisi une maison d'habitation non loin de là. Il n'avait pas ainsi un long trajet à effectuer, pour se rendre à son travail.

Il croisa un second élève qui lui adressa également un bonsoir. Il lui répondit tout aussi machinalement qu'il l'avait fait au premier. Après s'être éloigné de ce dernier, et alors qu'il entamait la descente de l'autre versant de la côte, sur la route qui menait au quartier indigène de Mokolo, la singulière impression de ne plus jamais revoir Justine l'assaillit de nouveau. Il en prit cette fois-ci peur. Il cessa aussitôt de pédaler, et se mit en roue libre. L'idée de ne plus revoir sa bien-aimée lui donnait le tournis. Il songea à rebrousser chemin. Il hésita un moment, puis, finalement, pensa que s'il ne venait pas à assister à la réunion à laquelle il était convié, cela n'allait pas être convenable. Comment un patriote, tel qu'il l'était, pourrait-il s'absenter à un moment si important ? Cela n'était pas acceptable. « Advienne que pourra ! », se dit-il, intérieurement, après avoir haussé les épaules. Il recommença à pédaler. Malgré tout, il était en proie à quelque inquiétude. Du coup, l'objet de la rencontre à laquelle il se rendait, lui revint en mémoire, tout comme les arguments qu'il allait y déve-

lopper. Un boy, du nom de Pango, avait été assassiné, la veille, par son patron, un Blanc. Ce crime venait se rajouter à la longue liste de ceux des colonialistes français, à travers le territoire kamerunais, depuis qu'ils y avaient implanté leur administration, en 1916, après y avoir chassé les colonialistes allemands qui l'avaient conquis, militairement, trois décennies auparavant, en 1884. Le corps de Pango avait été jeté, sans ménagement, à l'Hôpital Central et y gisait, à même le sol, dans un coin d'une salle attenante à celle des urgences. Après lui avoir injecté du formol, afin qu'il ne se décompose pas rapidement, les infirmiers indigènes de l'hôpital, l'avaient recouvert d'un pagne qui traînait fortuitement par là. Ce furent ceux-ci qui avaient pris soin d'informer le public de la présence de ce colis macabre déposé, en ces lieux, par Valudier, l'ex-patron de Pango, un colon bien connu de la ville d'Etibli, pour son mépris caractérisé des Noirs.

Valudier, grossier personnage s'il en existât, ne s'adressait à ceux-ci qu'à coups d'injures. Les circonstances du décès de Pango n'étaient pas élucidées. Toutefois, il avait le crâne fracassé, conséquence, à n'en pas douter, d'un coup de gourdin. Valudier l'avait-il rossé, ainsi qu'il avait l'habitude de le faire avec tous ses domestiques ? Comment savoir ? Dès lors que Pango était l'unique qu'il utilisait à tout faire, avant le décès de ce dernier, il était, à la fois, son blanchisseur, son cuisinier, son jardinier,

son veilleur de nuit, s'occupait de son ménage et logeait dans un baraquement en guise de dépendance réservé au boy, situé au fond du jardin, il n'y avait que Valudier, son épouse et ses enfants, qui étaient en mesure de témoigner de ce qui s'était passé. Mais, au nom de quoi l'auraient-ils fait ? Par ailleurs, quel commissaire de police blanc était-il en mesure de se préoccuper des circonstances du décès d'un indigène survenu au domicile d'un colon ? N'était-ce pas, tout bonnement, un fait divers du reste sans véritable importance ? Pis encore, pour son malheur, Pango était sans famille à Etibli. Qui aurait donc pu entreprendre quelque démarche pour savoir la vérité ?

Cette nouvelle, parvenue aux oreilles des populations indigènes, avait, à travers la ville, suscité une grande indignation, un fort sentiment de révolte. Les gens estimaient que le destin de Pango était également le leur. Chacun d'eux était un Pango qui pouvait être abattu, comme lui, à tout moment. La rencontre de ce soir était ainsi destinée à envisager la riposte des Noirs d'Etibli, face à ce nouveau meurtre odieux des colons.

A la vue de la porte cochère de la brigade de gendarmerie devant laquelle il était en train de passer, Akamba sortit de ses pensées. Il n'aimait pas cet endroit. Il avait été enfermé, dans une cellule, au sous-sol de la bâtisse qui s'y trouve, pendant plusieurs jours, pour avoir entrepris d'enseigner le « *Chant de ralliement* » à

ses élèves. Ce dernier était un chant patriotique interdit par les colons. En pensant à cette arrestation, il les maudit une fois de plus, au fond du cœur. « De toute façon, tôt ou tard, vous finirez par quitter notre terre natale », se consola-t-il.

Il emprunta une ruelle à gauche, une fois en face du lac municipal, dépassa le service d'hygiène mobile et de prophylaxie, puis le « camp des fonctionnaires », un ensemble de baraques en terre battue où logeaient des employés indigènes de l'administration coloniale. Enfin, il parvint à Mokolo, autrement appelé « *cartons-ville* », par la population, à cause des nombreux taudis en cartons de récupération qui s'y trouvaient, et dans lesquels vivaient des gens.

Chapitre II

La foule était bigarrée et nombreuse dans la rue. Elle encombrait tellement celle-ci qu'Akamba dut descendre de sa bicyclette et se faufiler entre les gens, pour passer. Qu'y avait-il ? Plusieurs taudis de « cartons-ville » avaient pris feu, et étaient entièrement consumés. Les personnes qui y vivaient étaient en proie à un immense désarroi, et s'étaient attroupées sur la chaussée, la coupant littéralement. Il y avait des dames, leurs nourrissons attachés au dos, qui pleuraient, certaines assises à même le sol, d'autres, plus courageuses, debout, levant les bras au ciel, comme pour implorer le secours de quelque divinité. Les commentaires que faisaient les badauds étaient nombreux. A en croire certains, l'incendie de cette partie de « cartons-ville », était d'origine criminelle. Pour d'autres, il n'en était rien. Un fumeur aurait plutôt jeté, par mégarde, un mégot de cigarette sur ces taudis, et ceux-ci auraient immédiatement pris feu. Pour d'autres encore, des rivalités entre populations autochtones et populations allogènes seraient la véritable cause de l'incendie. Ce serait un autochtone, venu d'un village avoisinant, qui aurait mis le feu à ces baraques. Les discussions entre les gens étaient de ce fait orageuses. Elles se transfor-

maient, rapidement, en rixes que l'on séparait aussitôt. Des gens promettaient la mort à d'autres, ou, en tout cas, une vengeance à la hauteur du crime dont ils les accusaient.

Akamba regarda un moment, fort désolé, ces gens exprimer, de cette manière si brutale, leur désarroi, et se résolut à poursuivre sa route. Il n'y avait plus rien à faire. Seuls des restes de fumée s'élevaient encore, timidement, des nombreux tas de cendre de ce qui était, il n'y avait que quelques temps encore, des maisons d'habitation. Une fois l'attroupement des gens franchi, il enfourcha de nouveau sa bicyclette, et recommença à pédaler, en songeant aux discriminations qui constituaient la caractéristique principale du régime colonial. Les Blancs avaient tout juste construit de belles et luxueuses maisons d'habitation, pour eux-mêmes, tout autour du lac municipal, et sur les hauteurs de la vallée de la gare. Ils en avaient également construit au quartier situé non loin de l'hippodrome. Pour les employés nègres de l'administration, en revanche, ils avaient construit le fameux « camp des fonctionnaires ». En vérité, malgré la grandiloquence de l'appellation, ce dernier n'était constitué que de maisonnettes en terre battue, aux toits en nattes de raphia et semblables, sur le plan architectural, à celles qu'avaient l'habitude de construire les Noirs eux-mêmes dans leurs villages. Le seul confort dont bénéficiaient les personnes logées dans ce fameux camp, était, d'une part l'élec-

tricité, et d'autre part, l'eau d'une borne fontaine. Quant au reste de la population, l'administration coloniale ne se souciait guère de ses conditions d'habitation. En conséquence, faute de revenus suffisants, et ajouté, à cela, le phénomène de l'exode rural, des quartiers tels que « *cartons-ville* » avaient pu voir le jour un peu partout à travers le territoire. Ceci procura à Akamba, un sujet de réflexion à développer dans *La Voix du Kamerun*, le journal nationaliste à la parution duquel il contribuait par ses articles : « *Palaces pour Blancs, bicoques pour Nègres, sous le drapeau Bleu-Blanc-Rouge* ». Il décrirait, dans l'article, la ségrégation raciale dans l'habitat. Il y présenterait la séparation entre, d'une part les quartiers pour Blancs, aux belles résidences plus que confortables interdits aux Noirs passé 18 heures, sauf si ces derniers étaient des boys logés dans la concession d'un Blanc et, pour cela, ils devaient être munis du document l'attestant dénommé « *laisser passer indigène* », en cours de validité, naturellement, et, d'autre part, les quartiers pour Noirs, ces derniers étant insalubres, surpeuplés et constitués uniquement de bicoques. Il conclurait l'article par cette interrogation fondamentale : « *liberté, égalité, fraternité, quelle liberté, quelle fraternité les colons peuvent-ils se targuer d'avoir apportée aux Noirs, au Kamerun, dès lors qu'ils se tiennent à distance de ceux-ci, vivent dans des quartiers séparés des leurs, les briment, les humilient, les maltraitent quotidiennement ?* ».

Il ressentit, par avance, une immense joie à l'idée que cet article serait lu par d'innombrables personnes. A n'en pas douter, le numéro dans lequel il sera publié sera immédiatement saisi par les autorités coloniales. Qu' importe. Cela n'empêchera nullement celui-ci d'être lu par la population. Bien au contraire, cette saisie en fera sa publicité.

Au détour d'une ruelle, il porta son regard sur sa montre-bracelet, pour en lire l'heure. Il était 18 heures. « Je suis à l'heure », songea-t-il. Aussitôt, il se gara devant une case aux fenêtres et à la porte ouvertes, et descendit de sa bicyclette. Il se mit à siffloter fortement pendant un moment, un air en vogue à Etibli, puis cessa. Il attendit quelque temps. N'ayant pas reçu de réponse à son sifflotement, il fronça les sourcils. « Curieux ! », s'exclama-t-il. Il demeura quelques instants sans savoir quoi faire. Il consulta de nouveau sa montre. Il était bien 18 heures. Le sifflotement était le mot de passe pour la réunion. A celui-ci, devrait être répondu un autre sifflotement. Comment cela se faisait-il qu'il n'entendait rien ? Il décida d'entreprendre une seconde tentative. Celle-ci, également, s'avéra infructueuse. Il en prit véritablement peur. « Il faut décamper, à toute vitesse », songea-t-il, conformément aux consignes de sécurité de son parti. Il sauta, immédiatement, sur son vélo, et se mit à pédaler de toute la force de ses jambes, afin de s'éloigner, le plus rapidement possible, de la maison

de Kédi, lieu de la réunion. Il emprunta le chemin inverse par lequel il venait d'arriver. Il pédala, pédala, pédala, et tomba, de nouveau, sur la foule qui occupait la chaussée. Il freina, descendit de son vélo, et se mit à se faufiler entre les gens. Au moment où il les eut dépassés, et qu'il voulut remonter sur son vélo, il reconnut une voix familière qui l'appelait. C'était celle de Kédi. Il se tourna en sa direction. Kédi et son épouse se trouvaient sur le trottoir d'en face. Il les rejoignit.

—Mais, pourquoi n'êtes-vous pas à votre domicile, alors que la porte et toutes les fenêtres de celui-ci sont grandement ouvertes ?

— La police, lui répondit Kédi.

— La police ! Je m'en suis bien douté.

— Oui, la police. Elle a effectué une descente chez moi, autour de 14 heures. Elle est venue avec le « sans payer ». J'ai été menotté et transporté au Commissariat central. En ces lieux, après une interminable attente, j'ai subi un long interrogatoire de la part du Commissaire central, en personne, Jacques Boujean, assisté de plusieurs policiers noirs, ces chiens de garde du colonialisme dans notre pays. Akamba fronça les sourcils.

— Que voulaient-ils ? s'enquit-il.

— Les Blancs se doutent que nous n'allons pas manquer de réagir, suite au décès, dans des circonstances troublantes, de Pango. Ils m'ont interpellé, à titre préventif, en ma qualité de responsable politique important de notre parti,

le *Mouvement pour l'Emancipation du Kamerun*, le M.E.K., ici, dans le quartier de Mokolo.

Akamba regarda furtivement tout autour de lui, puis dit à Kédi :

— Quittons cet endroit, installons-nous ailleurs pour causer de ce genre de choses.

Aussitôt, tous les trois s'engouffrèrent dans un bar qui se trouvait non loin de là : « *La Côte d'Azur* ». Ce dernier, en dépit de l'appellation, était tenu par un Noir, et n'était fréquenté que par les Noirs uniquement, d'autant qu'il était situé en plein quartier indigène, et surtout, à proximité de « *cartons-ville* », un des endroits les plus insalubres de tout Etibli. Quel Blanc pouvait-il s'y aventurer pour une bière ?

Ils s'attablèrent à un coin du bar et commandèrent de la boisson. Il leur fut servi une bière qui venait d'être introduite dans le pays, et qui s'appelait « *Beaufort* ». Toute la population en raffolait. Kédi reprit la parole.

— Il ne nous est plus possible de tenir quelle que réunion que ce soit à mon domicile. Le commissaire Jacques Boujean a été particulièrement menaçant. Or, nous le connaissons. A n'en pas douter, il a dû poster quelques mouchards aux alentours de ma masure, pour l'informer de tout regroupement de personnes. Cela fait partie de ses méthodes. Il est passé maître, il y a longtemps, dans l'art de traquer les Noirs. Il le fait avec un zèle inégalé.

Akamba soupira.

— Après que j'eus siffloté deux fois de suite sans réponse, il ne me restait plus qu'à m'éloigner, à toute vitesse, conformément aux consignes du parti, de cet endroit. C'est au cours de cette fuite que nous venons de nous rencontrer. Etant donné cette menace d'arrestation qui plane sur nous désormais, que pouvons-nous faire ? Il faudrait absolument que nous nous concertions afin de mener une action commune face à l'assassinat odieux de ce malheureux Pango par Valudier.

— Plus rien n'est désormais possible, aujourd'hui. Jacques Boujean et ses chiens de garde indigènes du colonialisme, sont aux aguets. Femme, retourne à la maison, pendant qu' Akamba et moi allons élaborer un nouveau plan de bataille. Je rentrerai probablement tard dans la nuit.

Chapitre III

Kédi et Akamba avaient fait connaissance en s'initiant, l'un l'autre, au syndicalisme, à travers les cours que dispensait Gaston Donnat, un instituteur français, enseignant à *l'Ecole Régionale* à Etibli. C'était en 1945. La seconde guerre mondiale venait de s'achever. Ce conflit avait ébranlé le prestige de la France et des Français, aux yeux des Africains, au point où les nouveaux dirigeants français avaient compris l'impérieuse nécessité de changer, radicalement, leurs méthodes de domination des Noirs en Afrique, faute de quoi, leur empire colonial, dans cette partie du monde, allait connaitre, à très court terme, une implosion. Les Africains revenant de guerre, n'avaient plus aucune considération pour les Blancs. Ils les avaient vus trembler de peur, à leurs côtés, sur les champs de bataille, fuir le combat, d'innombrables fois, mourir comme des mouches, sous les balles ennemies. A de nombreuses occasions, eux, les tirailleurs africains, avaient posé des actes infiniment plus héroïques que n'avaient pu le faire, dans les mêmes circonstances, d'innombrables Français, soldats comme eux. Une fois de retour dans leurs pays respectifs, en conséquence, les anciens combattants s'étaient transformés en

pires ennemis du colonialisme français en Afrique, ne manquaient pas une occasion pour inciter la population à ne plus courber l'échine devant un Blanc, la poussaient à la révolte contre la tyrannie de l'administration coloniale.

Face à cette situation, le gouvernement français avait, coup sur coup, aboli le *Code de l'indigénat*, à savoir, l'ensemble de règles, iniques, qui avaient été édictées, au 19ème siècle, pour asservir les Noirs sur le sol natal, aboli le travail forcé, c'est-à-dire la réquisition de force d'individus, pour travailler, sans rémunération dans les plantations des Blancs ou dans les travaux publics, introduit le droit syndical en Afrique Noire, et, enfin, accordé la citoyenneté française aux « indigènes », tels qu'étaient dédaigneusement qualifiés les Noirs dans les colonies. Gaston Donnat, qui était arrivé au Kamerun en 1943, appartenait à la « *Confédération Générale du Travail* », CGT, en France. Ce syndicat, à la différence des autres, présentait la caractéristique d'être affilié au *Parti Communiste Français*, unique parti politique, en France, opposé au colonialisme.

Fort de cet esprit anticolonialiste, Gaston Donnat s'était mis à exploiter la nouvelle législation qui s'appliquait désormais aux habitants du Kamerun, pour les former sur le plan syndical et politique, afin de les amener à réclamer l'indépendance de leur pays. Il s'était empressé de créer un cercle d'études qui se

réunissait deux à trois fois par semaine, et à la faveur duquel il donnait des notions d'économie, de droit, de science politique, et, naturellement, de luttes syndicales, aux adhérents. Akamba étant enseignant comme lui à *l'Ecole Régionale*, il avait été parmi les premières personnes à adhérer à ce cercle intellectuel. Plus tard, Kédi y avait également adhéré, et c'est ainsi qu'ils avaient tous les deux fait connaissance. Le cercle d'études de Gaston Donnat ne regroupait pas que des enseignants. Tout le monde pouvait bénéficier de ses enseignements. Kédi, pour sa part, était postier de formation. Mais, il était depuis quelque temps, sans emploi. Il avait été licencié à la suite d'une grève qu'il avait entrepris d'organiser, afin d'obtenir une amélioration des conditions de travail de ses collègues « indigènes ». En 1945, Gaston Donnat, repéré par l'administration coloniale, avait finalement été expulsé du Kamerun, à la demande du Haut-commissaire de la République française, pour « *comportement de nature à nuire à la présence française sur le territoire du Kamerun* ».

Malgré cela, la graine qu'il avait semée, avait déjà germé. La majorité des personnes qui animaient le débat politique au Kamerun en cette année 1955, avaient suivi les cours qu'il dispensait le soir après le travail, soit à son domicile, soit dans l'une des salles de classe de *l'Ecole Régionale*.

Akamba et Kédi, pour leur part, étaient les grands animateurs à Etibli du *Mouvement pour l'Emancipation du Kamerun*, M.E.K., la formation politique qu'abominait l'administration coloniale française, parce qu'elle réclamait l'indépendance du pays.

*

*   *

Les chiens se mirent à aboyer rageusement S'ils n'étaient retenus par de grosses chaînes ils se seraient jetés sur Akamba et Kédi et les auraient pratiquement déchiquetés. La porte de la maison s'ouvrit. Une personne vint se tenir sur la véranda.

— Qui est-ce ? s'enquit-elle.

Akamba et Kédi la connaissaient bien. Il s'agissait de René Lacagne, un Noir originaire des Antillaises françaises, qui sympathisait avec le mouvement indépendantiste de Kamerun. Il dirigeait un cabinet d'avocat, dans le centre-ville, et ne ménageait pas ses efforts pour encourager les Noirs du Kamerun, à se lancer dans des revendications tous azimuts, afin d'obtenir l'amélioration de leurs conditions de vie, et, pourquoi pas, leur indépendance.

— C'est nous, Akamba et Kédi.

— Oh ! Mes amis, vous serez toujours les bienvenus chez moi. Attendez une minute, que je calme les chiens.

*

* *

— Je suis effectivement au courant de l'assassinat de ce boy par Valudier, le plus raciste des Blancs de tout Etibli, et probablement de tout le Kamerun, répondit René Lacagne, à Akamba et Kédi, qui venaient de lui révéler la raison de leur visite nocturne à son domicile.

Tous trois étaient assis dans son salon, pendant que son épouse s'attelait à leur apporter des boissons. Cette dernière était également Antillaise, et travaillait pour sa part au secrétariat général de *l'Assemblée Territoriale du Kamerun*. Elle sympathisait, tout comme son époux, avec les militants du M.E.K. Pour le couple, c'était une question de solidarité raciale. Il répétait à l'envie qu'il était temps que la race noire, à travers le monde, se lève, brise les chaînes de la servitude, et prenne en charge elle-même son destin.

— Je suis d'avis avec vous, qu'il faille protester, vigoureusement, face à ce meurtre odieux. Ce n'est pas un simple boy que l'on a assassiné, c'est votre fierté, en tant que natifs du Kamerun, que l'on a piétinée. C'est notre fierté, à nous tous, en tant que Noirs, à travers le monde, qui a été piétinée. Car, lorsqu'un seul Noir est brimé quelque part sur cette terre, ce sont tous les Noirs de l'humanité qui le sont, en même temps que lui. Si vous ne réagissez pas, il s'en produira d'autres meurtres, du même type, quotidiennement, et notre

race continuera d'être humiliée ici au Kamerun.

Après avoir servi des boissons, l'épouse de René Lacagne vint se joindre à eux.

— L'administration entière est sur les dents, suite à ce meurtre. Les Blancs redoutent une réaction violente de la part de la population. Ils sont d'autant plus fondés à s'attendre à celleci que, depuis quelque temps, on a comme l'impression que la population est plus que jamais déterminée à en découdre avec les Blancs, dit-elle.

— C'est exact, enchaîna son mari. Mpodol, le président de votre parti, le M.E.K., est rentré de New York au mois de mars, où il avait pris la parole aux Nations Unies pour réclamer une fois de plus, l'indépendance du Kamerun. Il ne s'est pas contenté de cela. Aussitôt de retour, il a procédé à l'inauguration de l'Ecole des cadres du M.E.K., autrement dit, une école qui va se charger de centupler le nombre actuel de militants pour l'indépendance. Une idée géniale pour les patriotes, mais terrifiante pour les colons. Le 22 avril, les organisations patriotiques ont enchaîné en publiant la fameuse « *Proclamation Commune* », qui n'était rien d'autre qu'une proclamation unilatérale de l'indépendance en bonne et due forme. Vous imaginez aisément l'émoi que ce document a suscité au sein de la communauté blanche ici à Etibli, tout comme sur l'ensemble du territoire. Et, comble de malheur pour les

colons, hier, 22 mai, les patriotes ont inauguré, au siège du M.E.R., un drapeau qu'ils ne se sont pas privés de dénommer « *drapeau national du Kamerun* », alors que celui de la France existe, et flotte partout. Je suppose que, tous les deux, vous n'avez pas manqué d'assister à cette manifestation plus que courageuse.

— C'est exact, acquiescèrent Akamba et Kédi.

— Et voici que survient l'assassinat de ce pauvre boy, et que des rumeurs se font jour sur une action hardie de la population. Vous comprenez, ce mois de mai 1955 est un mois à haut risque.

— Vous vous doutez bien que les Blancs, enchaîna Madame Lacagne, ne vont pas manquer d'adopter des mesures répressives, face à cet affront qu'a constitué pour eux l'inauguration de ce fameux drapeau, alors que celui de la France est supposé être celui des populations du Kamerun. Ce n'est qu'une question de jours.

— En d'autres termes, reprit René Lacagne, par cet acte ô combien héroïque, vous avez, tout bonnement, craché sur le drapeau français. Aïe ! Vous avez atteint les Français de ce pays au plus profond de leur âme. Vous êtes loin d'imaginer la profondeur de la blessure que vous leur avez infligée. Le drapeau de la race supérieure est piétiné par des « indigènes », des « sous-hommes ». Croyez-moi, les Français le ressentent très mal. En clair, vous leur demandez ouvertement de partir de ce

pays, ce qu'ils n'ont en aucun jour envisagé de faire. C'est terrible, ce que vous leur avez fait. Ils en souffrent profondément.

— Je suis désolé, il était clairement établi, dans les accords de tutelle signés, aux Nations Unies, le 13 décembre 1946, que le Kamerun finirait par obtenir son indépendance. Notre pays n'est pas une colonie française, comme le sont les autres d'Afrique. Nous sommes un territoire sous tutelle des Nations Unies, à l'administration confiée à la France. C'est tout. En conséquence, les Français sont on ne peut plus mal inspirés, aujourd'hui, de s'offusquer du fait que nous exigions leur départ, répliqua Kédi.

— Tout cela est exact. Mais, cela ne change rien à leur frustration.

— Par ailleurs, en réalité, le drapeau français ne devrait pas flotter, ici, au Kamerun, comme si nous étions au Moyen Congo, en Oubangui-Chari, ou au Soudan français. C'est plutôt celui des Nations Unies qui devrait être hissé sur les bâtiments administratifs, et sur les édifices publics. Tout au plus, les deux pourraient flotter ensemble. Les Français sont dans l'erreur, poursuivit Akamba.

— C'est exact, mais eux ne l'entendent pas de cette oreille. Le Kamerun est un territoire qu'ils ont conquis, voilà tout.

— Dites-moi, mes chers amis, de quelle manière envisagez-vous d'organiser votre protestation ?

Akamba, après un moment de réflexion, lui répondit.
— Il s'offre à nous plusieurs possibilités. Nous pouvons organiser un défilé à travers la ville, avec des pancartes sur lesquelles nous aurons inscrit des slogans. Nous pouvons également organiser une marche en direction du Haut-commissariat de la France et y déposer une lettre de protestation à l'attention du Haut-commissaire de la République française au Kamerun. Nous pouvons aussi organiser une grève générale de plusieurs jours, en fermant toutes les boutiques, en refusant d'aller au travail, etc.

René Lacagne et son épouse acquiescèrent.
— Cela me semble ce qu'il faut faire. Tous les modes d'action que vous avez énumérés sont de grande portée. Vous avez aussi la possibilité d'organiser une marche de protestation en direction de l'Assemblée Territoriale du Kamerun, et y porter une lettre à l'attention du Président de l'Assemblée. Vous avez omis cette éventualité, dit René Lacagne.

Son épouse renchérit.
— Mais, de grâce, évitez toute action violente, car cela pourrait se solder par un bain de sang. Les colons sont sans pitié. Souvenez-vous du massacre de l'Ile de Madagascar, cent mille morts, en 1947. Souvenez-vous de cet autre massacre qui s'est produit à Abidjan, en 1950, soixante morts, trois mille arrestations au mois

de septembre 1945. Je vous le répète, les colons sont féroces.

— Mon épouse a raison. Je connais l'état d'esprit des officiers français nouvellement affectés au Kamerun. Ils proviennent, pour la plupart, d'Indochine, où l'armée coloniale française vient de subir une cuisante défaite, face aux « indigènes » conduits par le redoutable Ho Chi Minh. Ils ont subi, dans ce pays, une humiliation qu'ils ne sont pas prêts d'oùblier. Par ailleurs, depuis le 1er novembre 1954 les Algériens à leur tour leur ont déclaré la guerre. Et, de sources concordantes, l'armée française serait en train d'y broyer du noir. Alors, si les « Nègres », aussi, la lie de l'humanité, entreprennent de les défier, vous imaginez bien qu'ils ne feront pas de quartier, ils vous massacreront, sans aucun état d'âme, ainsi qu'ils l'avaient déjà fait en 1945.

A ces paroles, tout le monde se tut. Le silence régna pendant quelque temps. Puis, Akamba reprit la parole.

— Maître René Lacagne, le sang est une chose bien trop précieuse pour le faire couler inutilement. Mais, ma conviction profonde est qu' au regard de l'entêtement des colonialistes français à s'opposer, de toutes les manières qu'ils peuvent, à l'indépendance de leurs colonies, y compris à celle d'un pays tel que le nôtre qui n'en est pas, sur la plan strictement juridique, une, et compte tenu de la servitude dans la quelle ils maintiennent les « indigè-

nes », ainsi qu'ils nous appellent dédaigneusement, et que nous ne pouvons plus supporter, les massacres auxquels madame votre épouse fait allusion, me semblent déjà programmés dans la tête des colons, ici, au Kamerun. Pour notre part, nous ne faiblirons pas dans notre revendication d'un Kamerun débarrassé de leur joug. Alors, ils nous massacreront. C'est tout ce qui leur restera à faire, ainsi qu'ils l'ont fait avec les Malgaches, en 1947, les Ivoiriens, en 1950, nos propres concitoyens en 1945, les Indochinois, pendant la guerre qu'ils ont livrée à ce vaillant peuple, et le font en ce moment avec les Algériens, depuis l'an dernier. Mais, le massacre des Indochinois a abouti à l'indépendance de ceux-ci. Celui des Algériens, également, aboutira inéluctablement à leur indépendance. S'ils décident de nous tuer, qu'ils sachent que le sang d'un patriote versé, et répandu sur le sol, n'est rien d'autre qu'une semence de patriotisme, qui donnera naissance à d'innombrables autres patriotes.

Chapitre IV

Akamba et Kédi, au sortir du domicile du couple Lacagne, avaient décidé de se séparer. A Kédi revenait la charge de contacter de nouveau les militants du M.E.K., la rencontre prévue ce jour ayant avorté. Quant à Akamba, il lui revenait de se rendre aux domiciles de Balé, Conseiller Territorial, autrement dit, élu du peuple, et de Likeng, un ancien combattant réputé, à Etibli, pour son anticolonialisme. Ils devaient, par la suite, se retrouver à « *La Côte d'Azur* », autant que possible avant la fermeture de ce bar, autrement dit, avant 23 heures. Ils s'étaient quittés à 20 heures passées.

*

* *

Etibli était un exemple typique de ville coloniale, avec un quartier administratif désert, le soir, qui plus est, un dimanche comme ce jour, un quartier pour Blancs sans animation aucune où, la nuit, régnait un silence de cimetière, rompu uniquement par les aboiements terrifiants des gros chiens des Blancs, mieux nourris que les « indigènes », et un quartier

pour Noirs grouillant de monde et bruyant de jour comme de nuit, tel un marché. A la lisière du quartier pour Blancs, se trouvaient quelques maisons pour Noirs « évolués », autrement dit, ceux que les Blancs considèrent comme étant déjà quelque peu « civilisés », qui avaient, à leur côté, perdu un peu de la barbarie qui, selon eux, caractérisait la race noire. La famille Lacagne logeait dans ces environs, tout comme Balé, l'élu « indigène ». Au sein de l'assemblé locale du Kamerun, appelée, en abrégé, ATCAM, se pratiquait la ségrégation raciale. Il y cohabitait deux types d'élus, dénommés « Conseillers Territoriaux ». D'une part, il y avait les élus blancs, représentant la communauté blanche du Kamerun, qui composaient le premier collège, et d'autre part, les élus noirs, représentant la communauté noire, c'est-à-dire les « indigènes », qui composaient le second collège. Bien que les Blancs fussent infiniment moins nombreux – ils ne constituaient qu'à peine 2% de la population de Kamerun et les Noirs 98% - leur nombre de conseillers était égal à celui des Noirs. Cette injustice monumentale était un objet de frustration considérable pour la population. La ségrégation raciale qui régnait à l'ATCAM, était telle que, au sein de l'hémicycle, les Conseillers territoriaux étaient assis séparément. Les Blancs, d'un côté, les Noirs, de l'autre. Malgré le fait que les élus « indigènes » étaient soigneusement sélectionnés par l'adminis-

tration coloniale tout au long du processus électoral – ne devenait pas Conseiller territorial quiconque était identifié comme anti-français – les affrontements entre élus blancs et élus « indigènes » étaient permanents. Ceux-ci tournaient même régulièrement à l'invective. Au cours de l'un d'eux, Balé avait été expulsé de l'hémicycle, pour avoir traité de « cochon gratté », un élu blanc qui, dans son intervention, avait exigé que l'on ouvrît grandement les fenêtres de la salle, à cause des « mauvaises odeurs ». Il insinuait, par là, que les élus « indigènes » puaient. Cette réplique courageuse de Balé, avait fait sa réputation à Etibli. C'est pourquoi Akamba avait choisi de le rencontrer.

*

*   *

— Quel natif du Kamerun peut manquer de se solidariser de vous ? demanda Balé à Akamba. Je ne suis pas sympathisant du M.E.K. J'ai été élu à l'Assemble Territoriale sous une autre bannière. Mais, la mort d'un kamerunais, des suites d'un assassinat par un Blanc, qui plus est, cette canaille de Valudier, ne peut que me toucher au plus haut point. Nous tous, les élus kamerunais de l'ATCAM, sommes attristés plus que tout par ce meurtre. En conséquence, vous pouvez compter sur notre soutien total.

— Je ne peux que vous en remercier de tout cœur, Monsieur le Conseiller Territorial. Le peuple kamerunais vous le revaudra. Toutefois, Monsieur le Conseiller, vous serait-il possible d'évoquer la question de l'assassinat de ce boy par un Blanc à l'Assemblée Territoriale, au cours de l'une de vos séances de débats ?

Balé semblait désemparé par cette question d'Akamba, et se perdit aussitôt dans ses pensées. Au bout d'un moment, il en sortit, poussa un soupir, et s'éclaircit la voix.

— Mon cher Akamba, oui, je suis un élu du peuple, je suis un conseiller territorial. Mais, ne vous a-t-on jamais expliqué ce que c'est que l'Assemblée Territoriale de Rio dos Camaroes, communément appelée ATCAM ? Ne vous a-t-on jamais dit ce que nous étions, nous les élus « indigènes » ? Non. Nul ne l'a jamais fait. Eh bien, mon cher Akamba, je m'en vais le faire pour vous, à présent, afin que vous ne vous fassiez plus la moindre illusion sur nos possibilités réelles, dans cette fameuse « Union Française ».

L'ATCAM n'est pas l'Assemblée Nationale à Paris. Non. L'ATCAM est une assemblée « indigène », pour parler comme les colons, c'est-à-dire, contrôlée par la France, par les colons, par les Blancs. L'ATCAM, de ce fait, ne vote aucune loi, ne contrôle aucun gouvernement, ne dispose d'aucun pouvoir sur quiconque, ni sur les chefs de subdivisions, ni sur

les chefs de régions, ni sur les commissaires de police, ni sur les commandants de brigade, ni sur rien du tout. L'ATCAM est la fille de l'ARCAM, *Assemblée Représentative du Kamerun*, née, au lendemain de la guerre, telle une sorte de faveur accordée, par la France civilisatrice, aux « indigènes », pour leur rôle déterminant dans la libération du joug de l'Allemagne. Sa raison d'être était ainsi, uniquement, d'accorder la parole aux « indigènes », pour recueillir leur avis sur les questions sociales et budgétaires, et rien d'autre, du territoire sur lequel ceux-ci vivent. Je dis bien, recueillir leur avis, tout simplement, je n'ai point dit, pour en tenir compte. Non. Mieux encore, recueillir l'avis des « indigènes », éventuellement, c'est-à-dire, lorsque le cœur en dit au Haut-commissaire de la République française au Kamerun. En d'autres termes, rien n'oblige ce dernier à solliciter cet avis, car il est la personne qui décide, en toute souveraineté, des questions à débattre au sein de l'ARCAM. Celle-ci n'a été, ainsi, qu'une assemblée consultative, entendez bien, une chambre que l'on consulte, lorsqu'on le désire, et rien de plus. L'ATCAM a hérité de ce statut. Elle n'est également au même titre que l'ARCAM l'était, qu'une assemblée consultative, uniquement, c'est-à-dire une assemblée qui ne décide de rien. Malgré sa création, le pouvoir au Kamerun, repose, encore, entièrement, comme depuis le départ, entre les mains des Blancs.

Ce n'est pas tout, la France, en décidant d'octroyer la parole aux « indigènes », s'est bien gardée de les faire parler de n'importe quoi, ça, je viens de vous le montrer, mais aussi, n'importe comment. Elle les a, en quelque sorte, en même temps, muselés. Elle a noyé leurs voix dans celles des Blancs, en introduisant, à un nombre égal, des élus blancs au sein de cette assemblée de la parole. Sur soixante-dix élus, il se trouve, ainsi, trente-cinq Blancs et trente-cinq Noirs. Les décisions se prenant à la majorité des voix, vous comprenez que nous ne pouvons rien adopter, comme résolution, sans l'accord des Blancs. Voici un véritable problème que vous venez de m'exposer, à savoir, introduire, dans les débats de l'ATCAM, la question de la maltraitance des Blancs envers les Noirs, et, plus précisément, la question du meurtre d'un boy par son patron. Mais, il m'est totalement impossible d'évoquer ce sujet au sein de l'ATCAM, car les Blancs y ont tout verrouillé. Il faudra bien qu'un jour ou l'autre, on abolisse cette ATCAM, elle ne sert à rien aux Noirs que nous sommes. Nous, les conseillers territoriaux noirs, nous n'y sommes que des figurants, et rien d'autre. Les Blancs ont créé leur chose, et ils s'en servent à leur guise. Nous ne sommes là que pour colorer, par nos peaux noires, une assemblée de Blancs, au service des intérêts coloniaux. Voilà la vérité sur l'ATCAM.

Après qu'il se soit tu, Akamba poussa un soupir, et compris que Balé n'allait leur être d'aucune utilité. Il regretta, du coup, d'avoir perdu son temps à venir le rencontrer. Lorsqu'il voulut se lever, pour s'en aller, Balé le retint.

— Mon cher Akamba, je mesure aisément la profondeur de ton dépit. Quoi qu'il en soit, tenez-moi au courant de ce que vous allez décider de faire. Je me joindrai à vous.

Chapitre V

Les épaules des joueurs de Balafon se secouaient si fortement qu'on aurait dit qu'elles allaient s'arracher de leurs torses. Leurs têtes tournaient telles des toupies, emportés qu'ils l'étaient par la musique qu'ils produisaient. Les mains des batteurs de tambours s'abattaient avec une rage telle sur ceux-ci que l'on pouvait penser qu'elles désiraient en fendre la peau. Tous les musiciens chantaient en même temps, et parvenaient à couvrir de leurs voix le vacarme que produisaient leurs instruments.

Akamba s'était arrêté un moment, et était descendu de son vélo pour les écouter chanter, pendant que dansaient devant eux, en soulevant la poussière avec leurs pieds nus, plusieurs couples. Plus d'une fois, il eut envie d'entrer lui aussi dans la danse, et de se trémousser, pendant quelque temps, au rythme endiablé de ce groupe bien connu d'Etibli, dénommé « Balafons Jazz ».

Les Blancs sont les Blancs
Les Noirs sont les Noirs
Pourquoi vivre ensemble
O Dieu créateur du ciel et de la terre
Pourquoi vivre ensemble

Refrain :

Je ne sais pas
Je ne sais pas
Pourquoi nous sommes ensemble
Je ne sais pas
Je ne sais pas

Les Blancs sont les Blancs
Les Noirs sont les Noirs
Pourquoi vivre ensemble
O Dieu créateur du ciel et de la terre
Pourquoi vivre ensemble

Refrain :

Je ne sais pas
Je ne sais pas
Pourquoi nous sommes ensemble
Je ne sais pas
Je ne sais pas

Ils m'ont arraché mon père
Ils l'ont emmené à Ndjock
Tout là-bas pour construire le chemin
de fer
Il travaillait du soleil levant au soleil
Couchant
Il en est mort

Refrain :

Je ne sais pas
Je ne sais pas
Pourquoi nous sommes ensemble

Je ne sais pas
Je ne sais pas

Ils m'ont arraché ma mère
La seule que j'avais sur terre
Ils l'ont emmenée tout loin là-bas
Si loin que je ne sais où
Elle n'est toujours pas revenue

Refrain :
Je ne sais pas
Je ne sais pas
Pourquoi nous sommes ensemble
Je ne sais pas
Je ne sais pas

Un jour je poignarderai un Blanc
Et je verrai si son sang n'est point rouge
Et je verrai s'il ne criera point
Et je verrai s'il ne gémira point
Et je verrai s'il ne mourra point

Refrain :
Je ne sais pas
Je ne sais pas
Pourquoi nous sommes ensemble
Je ne sais pas
Je ne sais pas

J'irai en prison
Mais n'y suis-je pas déjà
Suis-je un homme libre

Un coup de pied aux fesses
Voilà le merci du Blanc pour moi
Quand je suis boy dans sa maison

Refrain :
Je ne sais pas
Je ne sais pas
Pourquoi nous sommes ensemble
Je ne sais pas
Je ne sais pas

Mais Dieu tout-puissant les châtiera
Il les terrassera
Il me vengera
Un jour prochain
Un jour merveilleux

Refrain :
Je ne sais pas
Je ne sais pas
Pourquoi nous sommes ensemble
Je ne sais pas
Je ne sais pas

Les Blancs sont les Blancs
Les Noirs sont les Noirs
Pourquoi vivre ensemble
O Dieu créateur du ciel et de la terre
Pourquoi vivre ensemble

Refrain :

Je ne sais pas
Je ne sais pas
Pourquoi nous sommes ensemble
Je ne sais pas
Je ne sais pas

Telles étaient les paroles, en langue locale, de la chanson que chantaient en chœur les musiciens de « Balafons Jazz ». Akamba l'écouta encore un moment, puis décida de poursuivre sa route. Il enfourcha de nouveau sa bicyclette, et s'en alla, non sans regret. Il avait bien voulu rester un peu plus longtemps, mais, en même temps, il ne désirait pas arriver beaucoup trop tard au domicile de Likeng. Ce dernier était un couche-tôt.

En s'éloignant dans la fraîcheur de la nuit, les paroles de la chanson de « Balafons Jazz » continuaient à résonner dans sa tête. Elles lui firent penser aussitôt aux travaux forcés, cette calamité qui s'était abattue sur sa race, et qu'avaient apportée les Blancs. Des contrées entières avaient été décimées. Les Blancs arrivaient dans un village, parfois de nuit, sans crier gare, avec leurs soldats indigènes armés de mousquetons. Ils attrapaient, de force, tous les hommes valides, les enchaînaient, et les emmenaient avec eux, à Ndjock, travailler tels des esclaves, c'est-à-dire, sans être payés, là où ils construisaient le chemin de fer. Akamba se souvint d'un tel cortège qu'il avait rencontré,

étant gosse, sur la piste de son village. Il était en compagnie de son père. Celui-ci avait perçu au loin des voix, s'était arrêté de marcher, et avait tendu l'oreille. Puis, subitement, il avait crié, « vite ! cachons-nous ! ». Il avait aussitôt porté Akamba, s'était jeté avec lui dans un fourré, et, tous les deux, y étaient demeurés sans plus bouger, ni parler. Peu de temps après, le terrifiant cortège d'« indigènes » enchaînés, certains avec leurs cous immobilisés par un carcan, d'autres les yeux bandés, avait fait son apparition. Il était conduit par un soldat noir armé d'un long fusil attaché à son dos, et tenant dans ses mains un immense fouet enroulé qui devait dépasser les deux mètres de long. Les malheureux captifs étaient une cinquantaine. Il y avait parmi eux de jeunes gens et des personnes adultes. Ils avançaient en file indienne, résignés tels des bœufs en direction de l'abattoir. Ils étaient passés en marchant nonchalamment, tout près d'eux, sans les apercevoir. Plusieurs soldats fermaient la file. Ces derniers causaient, gaiement, entre eux, dans une langue que ni Akamba, ni son père, ne comprenaient. Après qu'ils furent passés, Akamba et son père étaient demeurés encore un bon moment immobiles, dans leur cachette, transis de peur. Puis, ils avaient fini par prendre leur courage à deux mains, et avaient rejoint au pas de course, tout en étant aux aguets, leur village.

Par bonheur, personne dans celui-ci n'avait été capturé.

Après les travaux forcés, Akamba se mit à penser à la torture que représentait pour les Noirs le transport du courrier à l'époque où il n'existait pratiquement pas de route au Kamerun, et, par conséquent, d'automobiles. Entre les différents postes administratifs qu'ils avaient créés, les Blancs avaient déterminé le nombre de jours que devait mettre une lettre, pour aller de l'un à l'autre. Si, d'aventure, celui-ci était dépassé, cela se traduisait, peu de temps après, par des souffrances inouïes pour les populations des villages par lesquels le pli devait transiter. Pis encore, si l'un d'eux était égaré, c'était la catastrophe. Le chef du village où cela s'était produit, pouvait en être pendu. Les Noirs, en conséquence, évitaient coûte que coûte de laisser passer la nuit dans leurs villages à ces plis qu'ils avaient baptisés du nom de « colis du *badlock* », pis encore, les égarer. Ainsi, quelle que fut l'heure à laquelle l'un d'eux était déposé sur le pas de porte d'une personne, celle-ci, même si elle était endormie, se levait immédiatement et partait au pas de course, en direction du village voisin où elle le déposait à son tour sur le pas de porte d'une autre personne, en hurlant : « le voici que je te laisse, le colis du *badlock* ! » Elle terminait son propos en répétant, à haute et intelligible voix, la destination qui lui avait été communiquée pour le pli. Les choses, du côté

des populations, ne se passaient pas toujours sans encombre. Il arrivait fréquemment que, soit le malheureux à qui venait d'être confié le pli se mette à abreuver d'injures la personne qui le lui avait apporté, car il estimait que c'était un acte inamical de sa part, soit se mette carrément à la poursuivre avec une machette ou une lance. Souvent, cela aboutissait à des morts d'hommes et, ainsi, à d'interminables guerres entre villages voisins.

Chapitre VI

Akamba gara sa bicyclette dans le noir, devant la maison de Likeng. Il frappa aussitôt à la porte. Une voix forte répondit de l'intérieur.

— Qui est-ce ?

— C'est moi, Akamba.

Peu de temps après, une clé fut tournée dans la serrure de la porte, et celle-ci s'ouvrit, sortant Akamba de l'obscurité.

— Entre, mon cher Akamba, lui dit Likeng en lui serrant vigoureusement et chaleureusement la main, et en refermant la porte derrière lui, après qu'il se fut trouvé à l'intérieur de la maison.

Likeng habitait une masure en terre battue, au toit recouvert de nattes de raphias, sans plafond. Sa salle de séjour était modestement meublée. Il s'y trouvait tout juste une table basse et quatre fauteuils, le tout en bois. Au milieu de la salle, était placée une lampe tempête qui éclairait, tant bien que mal, la salle. Sur l'un des murs de celle-ci, pendait une natte sur laquelle étaient affichées, de haut en bas, des photos, probablement, celles de membres de la famille de Likeng et d'amis. En plus de la porte d'entrée, trois autres donnaient sur la

salle de séjour. L'une d'elle devait probablement conduire dehors, du côté arrière de la maison. Les fenêtres n'étaient pas ornées de rideau. Seules les portes en possédaient. Ceux-ci étaient des bouts d'étoffes aux couleurs devenues incertaines, tellement elles étaient crasseuses et usées. De l'intérieur de la masure de Likeng, on entendait le chant des grillons et autres insectes nocturnes, en provenance de la cour arrière. Il y avait après celle-ci de la broussaille. Le sol de la salle de séjour n'était pas cimenté, tout comme, à n'en pas douter, celui de toutes les chambres à coucher. Les murs n'étaient pas crépis, et des lianes retenaient les blocs de terre qui les constituaient, et qui n'étaient plus collés les uns aux autres. Sur un guéridon collé au mur, à côte de la table basse, était placé un poste radio à batterie. On pouvait apercevoir celle-ci posée en dessous du guéridon. De la radio émanaient de la musique française. Une voix féminine chantait, accompagnée d'un orchestre de violons. L'émission radio qu'écoutait Likeng, était bien connue des habitants d'Etibli, et était dénommée « *Le mélomane du dimanche soir* ». Elle était animée par une vedette de Radio Etibli, du nom de Jean Crevot, un personnage à l'accent particulier. Il prononçait toutes les syllabes des mots. Par exemple, il disait, « mareseilleu », « la poreteu », « chèreu zauditeureux », « pareuceuqueu ». Cette émission clôturait les programmes du dimanche soir, et était ainsi dif-

fusée de 21 heures à 21 h 30, heure de fermeture de l'antenne.

Likeng était en train de deviser dans la salle de séjour, en compagnie de son épouse, lorsqu'Akamba était arrivé. Il diminua le volume de sa radio, au moment où Akamba se fut assis sur le fauteuil qu'il lui offrit, et après que lui-même se fut également assis.

— Alors, Monsieur le Moniteur d'école, quel bon vent t'amène ?

Akamba s'éclaircit la voix.

— L'assassinat de ce malheureux Pango, boy de Valudier.

Likeng opina longuement de la tête. Son épouse enchaîna.

— Nous en sommes au courant. Toute la ville en est au courant. C'est odieux. La nouvelle s'est répandue dans tout Etibli telle une traînée de poudre. Le pauvre.

Likeng était un ancien combattant démobilisé au mois de septembre 1944, au lendemain de la libération de Paris. Mais, il n'avait été rapatrié, au Kamerun, qu'au mois d'octobre 1944. Il avait combattu dans les *Forces Françaises Libres*, FFL, en Afrique du Nord. Il était revenu de guerre avec de nombreuses décorations et des histoires croustillantes. Il aimait raconter, par exemple, comment il avait échappé à la mort à Colomb-béchar, quelque part en Algérie. L'unité dans laquelle il combattait, devait conquérir un poste occupé par

l'ennemi. Ce poste, situé sur le flan d'une petite colline, était doté d'une puissante mitraillette qui avait déjà tué un grand nombre de ses camarades, et était sur le point de les décimer tous. Il décida tout seul, après en avoir eu l'idée, de contourner la colline et d'attaquer l'ennemi de dos. Il se mit aussitôt à ramper en direction de celle-ci, sans qu'aucun de ses camarades ne le vit. Cela lui prit un certain temps. Une fois à son sommet, il vit que le poste ennemi n'était tenu que par trois malheureux soldats. Il se mit alors à progresser en leur direction. A une trentaine de mètres de ceux-ci, il dégoupilla une grenade, se leva et cria : « le fils de Makanda et de Ngo Matip vous envoie son bonjour, bande de connards ! » Il lança aussitôt de toute la force de son bras, la grenade en direction des trois soldats situés en contrebas, par rapport à lui, et se plaqua au sol, pour ne pas avoir à recevoir quelque éclat de l'explosion. Il attendit que cette dernière se produise. Il attendit, attendit, attendit. Rien. Il n'eut pas d'explosion. En revanche, l'ennemi se retourna et se mit à arroser de balles l'endroit où il se trouvait. Celles-ci étaient si nombreuses qu'il les entendait siffler, à ses oreilles, telle une nuée de moustiques. Il conclut que son heure avait sonné, et n'attendit plus que sa mort. Au bout d'un moment, cependant, le tir de l'ennemi cessa. Sans doute celui-ci avait-il estimé qu'il était déjà mort. Il demeura longtemps encore

plaqué au sol, transit de peur, et transpirant à grosses gouttes. Il se mit à regretter profondément et à se reprocher d'avoir eu cette idée folle de contourner l'ennemi pour le prendre à revers. Au bout d'un moment, il releva prudemment la tête, et il s'aperçut que les trois soldats lui tournaient de nouveau le dos. Il dégoupilla prestement la seconde grenade qu'il avait en sa possession, la lança de nouveau en leur direction, en priant le ciel que cette dernière explosât, à la différence de la première. Il n'eut pas le temps de se plaquer au sol, qu'il entendit, « BOUM ! » Son cœur en fut rempli d'une joie indescriptible. Les trois soldats furent tués sur le champ. Il se redressa entièrement, et entonna, à haute voix, l'hymne français : « Allons enfants de la patriiieee le jour de gloooooirrre est arrriiivéééé ... » Ceux de ses compagnons qui étaient restés en vie se levèrent tous, et vinrent, au pas de course, l'étreindre, chaleureusement, dans leurs bras, des larmes perlant à leurs yeux, et en répétant : « *Négro ! tu nous as sauvés ! Négro ! tu nous as sauvés ! Négro ! tu nous as sauvés ! t'es un bon Négro ! un vrai Négro !* ». Il achevait, toujours, son récit en disant : « *regardez, mes frères, je sauve ces abrutis d'une mort certaine, et ils se mettent à m'insulter, t'es un bon Négro, plutôt que de me remercier. J'eus envie, en cet instant, de leur distribuer des coups de poings, mais, mon éducation chrétienne m'en avait finalement empêché...* »

Il aimait également raconter comment il avait été enrôlé dans l'armée. Il s'était rendu au culte, un dimanche matin, au mois de septembre 1940, pour adorer le Seigneur. Au beau milieu du prêche du pasteur, voilà qu'un camion militaire s'était mis à manœuvrer dans la rue, et était venu en marche arrière se coller à la porte de sortie du temple. Tout le monde avait immédiatement été pris de panique à l'intérieur de celui-ci. Le pasteur en avait perdu son latin, et avait aussitôt bouclé le culte. Lorsque les soldats s'étaient aperçus que ce dernier avait pris fin, le Blanc qui les commandait avait fait irruption dans le temple, en leur compagnie, et s'était mis à désigner, du doigt, tous les fidèles de sexe masculin, à l'exception des gosses, en ces termes : « *toi, tu peux être un bon soldat* », « *toi, tu peux être un bon soldat* », « *toi, tu peux être un bon soldat* ». Le doigt du Blanc s'était porté sur lui. Aussitôt, une main vigoureuse s'était saisie de lui, celle d'un soldat noir comme de l'ébène, très grand de taille, et au visage balafré. Il avait aussitôt été conduit dans le camion, tout comme tous les autres infortunés sur qui le doigt du Blanc s'était porté. Puis, le camion avait démarré, sous le regard terrifié des ouailles, et les avait conduits au camp militaire, où, une fois à destination, leurs crânes avaient été tondus. Ils étaient devenus en un dimanche des soldats français. D'autres personnes avaient été arrêtées au sortir de débits de boissons, et enrôlées

également dans l'armée. Il y en avait aussi qui provenaient tout droit des campagnes, et qui parlaient à peine le Français. La « *troupe indigène* » avait été constituée, en grande partie, de cette façon, répétait, à l'envie, Likeng. « *Que les Blancs ne vous mentent pas, nous ne sommes pas allés à la guerre volontairement* », aimait-il dire.

De retour de guerre, une fois démobilisé, Likeng était devenu un personnage embarrassant pour les Blancs d'Etibli. Il n'avait aucune considération pour eux, les provoquait en duel à la moindre engueulade. Du mois d'octobre 1944, date de son retour au Kamerun, au mois de décembre, il avait été placé en garde à vue une dizaine de fois, pour s'être bagarré avec des Blancs.

Au mois de février 1946, il avait été finalement condamné à six mois de prison ferme, pour coups et blessures. Il s'était rendu à la « *Boulangerie française* », à Etibli, pour acheter du pain, comme s'il était un Blanc. Les Noirs n'y achetaient pas leur pain. Ils le faisaient auprès des échoppes tenues par d'autres Noirs. En faisant la queue, au moment où il s'était retrouvé face à la vendeuse, cette dernière lui avait déclaré qu'il ne restait plus que trois pains. Or, il y avait trois Blancs qui faisaient la queue derrière lui. Elle ne pouvait de ce fait pas le servir. Par ailleurs, pourquoi avait-il laissé les échoppes de « *cartons-ville* », par exemple, pour venir acheter du pain, plutôt, à la « *Boulangerie française* » ? A ces mots, le sang

de Likeng n'avait fait qu'un tour. Il avait bondi sur la vendeuse, tel un fauve, lui avait asséné un coup de tête à renverser un bœuf. Celle-ci, sous la violence du coup, était tombée dans les pommes. Les autres Blancs s'étaient alors rués sur lui. Mal leur en a pris. Il s'était mis à les rosser copieusement. Un des Blancs avait même sorti un revolver qu'il portait sur lui. Likeng le lui avait aussitôt arraché des mains. Sur ces entrefaites, étaient arrivés des policiers. Eux seuls avaient pu le maîtriser. Présenté au juge, le verdict avait été sans appel : six mois de prison ferme.

Likeng était, ainsi, un grand militant du *Mouvement pour l'Emancipation du Kamerun*, M.E.K., le parti politique qui réclamait l'indépendance du pays. Lui-même était coiffeur de son état, et son épouse vendait des vivres au marché central d'Etibli.

— Je propose que l'on incendie la maison de cette fripouille de Valudier. Inutile de caqueter comme des poules. Nous formons un petit commando, trois à quatre personnes. Demain à minuit, nous effectuons une descente chez lui et nous brûlons sa maison, déclara Likeng.

Akamba eut le souffle coupé par ce qu'il venait d'entendre. Likeng s'en aperçut.

— Quoi ! Tu as peur ? Tu as peur ? Alors, qu'es-tu donc venu faire chez moi ?

— Non, non, non, protesta Akamba. Retrouvons-nous plutôt demain soir, avec les autres

patriotes, et décidons ensemble de la riposte à apporter aux Blancs d'Etibli.
– Où ?
– Euh ... euh ... je ne sais pas encore. Tu en seras informé dans la journée.
– Sûr ?
– Sûr.

Chapitre VII

La musique était tonitruante à l'intérieur de « La Côte d'Azur », le bar dans lequel Akamba et Kédi avaient convenu de se retrouver. Akamba n'eut pas de peine à reconnaître son compagnon attablé dans un coin de la salle, derrière la piste de danse où se trémoussaient de nombreux couples, et malgré le faible éclairage des lieux.

— Assieds-toi donc, camarade, lui dit Kédi en l'accueillant, et en tirant une chaise à ses côtés.

— Merci.

— Alors, qu'est-ce que cela a-t-il donné ? S'enquit Kédi.

— Balé, mitigé. En revanche, Likeng est, comme à son habitude, dès lors qu'il s'agit d'affronter les Blancs, tous feux tous flammes. Il n'a pas hésité un seul instant à suggérer que nous partions mettre le feu à la maison de Valudier.

— Grand Dieu ! s'exclama Kédi, surpris.

— Oui, il l'a préconisé.

Kédi se mit à hocher la tête d'étonnement.

— Et de ton côté, lui demanda Akamba ?

— Eh bien, positif partout. L'assassinat de ce pauvre Pango a révolté nos militants. Ils sont tous d'accord pour une action forte contre les Blancs. Trop c'est trop. Etant donné que le rendez-vous de ce jour a été connu par l'ad-

ministration coloniale, j'ai suggéré que nous nous retrouvions demain soir à partir de 19 heures, au domicile du camarade trésorier du parti, au quartier Madagascar, au-delà de « *cartons-ville* ». Il faudrait communiquer le lieu et l'heure de ce nouveau rendez-vous à tout le monde, en évitant autant que possible que la police n'en soit cette fois-ci informée.

*

* *

Depuis qu'ils s'étaient rencontrés chez Gaston Donnat, Akamba et Kédi étaient devenus de grands amis. Ils étaient très liés par leur passion commune, à savoir, la lutte pour l'accession du Kamerun à l'indépendance. Ils menaient ce combat, au même titre que d'innombrables autres Kamerunais épris de liberté. Mais, en même temps, ils subissaient les foudres de l'administration coloniale. Celle-ci était, en ces années cinquante, impitoyable envers quiconque osait simplement prononcer le terrible mot : indépendance. Pour avoir entrepris d'enseigner le « *Chant de ralliement* » à ses élèves, Akamba s'était retrouvé en garde à vue, dans les locaux de la gendarmerie, enfermé dans une cellule, au sous-sol, pendant plusieurs jours. Que disait le « *Chant de ralliement* » ? Rien d'extraordinaire. Il ne faisait que

parler du Kamerun. Son premier couplet se présentait ainsi :

O Cameroun
Berceau de nos ancêtres
Autrefois tu vécus dans la barbarie
Comme un soleil tu commences à paraître
Peu à peu tu sors de ta sauvagerie
Que tous tes enfants du Nord au Sud
De l'Est à l'Ouest soient tout amour
Te servir que ce soit leur seul but
Pour remplir leur devoir pour toujours
Chère patrie terre chérie
Tu es notre seul et vrai bonheur
Notre joie et notre vie
A toi l'amour et le grand honneur

Les colons français avaient fait interdire ce chant sur toute l'étendue du territoire kamerunais. Ils le considéraient comme un chant séditieux, hostile à la seule véritable mère-patrie qui existait, la France. Les strophes les plus incriminées étaient celles qui disaient :

Que tous tes enfants du Nord au Sud
Te servir que ce soit leur seul but

Chère patrie terre chérie
Tu es notre seul et vrai bonheur
A toi l'amour et le grand honneur

Lorsqu'Akamba avait été interrogé sur procès-verbal dans les locaux de la gendarmerie, le commandant de brigade, un Français nommé Pélegrin, lui avait révélé pourquoi, eux, les Français, avaient décidé d'interdire ce chant. Il avait dit, « *que tous tes enfants du Nord au Sud, te servir soit leur seul but* », était une manière d'inciter les Kamerunais à détester la France. Cela était inacceptable. De même, « *chère patrie, terre chérie, tu es notre seul et vrai bonheur* », étaient des paroles d'ingratitude envers la France dont les bienfaits, au Kamerun, ne se comptaient pas. Cela également était inacceptable. Enfin, « *à toi l'amour et le grand honneur* », signifie que les Kamerunais ne devaient pas aimer la France qui leur a pourtant tant donné. Ils ne devaient aimer que le Kamerun, et rien d'autre. Or, ce que l'auteur de ce chant, Jam Afane René, feignait de ne point savoir, selon Pèlegrin, c'est que le Kamerun était un territoire français. C'est pourquoi il appartenait au grand ensemble politique et géographique créé au lendemain de la guerre, l'Union Française, et qui s'étendait de la France à l'île de Madagascar, dans l'Océan Indien. Par ailleurs, depuis 1946, les habitants du territoire français du Kamerun, avaient acquis la nationalité française. La France était leur pays, ils n'en avaient pas d'autre. Pour toutes ces raisons, le prétendu « *Chant de ralliement* », n'était rien de plus qu'un chant hostile à la France, un chant sécessionniste. Il tombait, en conséquence,

sous le coup de la loi française relative à la sécurité du territoire et à son intégrité. C'est pourquoi il avait été interdit.

Akamba avait été remis en liberté, contre un engagement écrit de sa part et selon lequel, il renonçait à ne plus jamais évoquer, nulle part, ce fameux chant.

Cette arrestation avait révolté Akamba au plus haut point, et renforcé son désir de bouter, hors du Kamerun, les colons, quel qu'en fut le prix. Depuis, il était devenu un militant intrépide du M.E.K.

Kédi, pour sa part, avait été licencié du service des Postes et Télécommunications, à la suite d'un mot d'ordre de grève qu'il avait lancé, et qui visait à obtenir une augmentation du salaire des personnels « indigènes ». C'était en 1949. Depuis lors, il s'était reconverti dans le commerce, et vendait de la friperie au marché de « *cartons-ville* ». Il avait adhéré beaucoup plus tôt qu'Akamba, au M.E.K. Il avait ainsi participé à la plupart des batailles qu'avait menées le parti, de sa création, en 1948, à l'année en cours, 1955. Par exemple, il s'était considérablement investi dans la collecte des fonds en vue du financement du tout premier voyage, à New York, au siège des Nations Unies, de Mpodol, qui s'y était rendu pour poser, pour la première fois de l'histoire du Kamerun, la question de l'indépendance devant la communauté internationale. Il avait multiplié les réunions de sensibilisation des

populations sur l'importance, pour l'avenir du pays, de ce voyage. C'est également lui, par ses relations dans le service des postes, qui avait fait parvenir, au secrétariat général des Nations Unies à New York, la demande d'audition du M.E.K., conformément aux accords de tutelle du 13 décembre 1946. Il avait fait placer la correspondance du M.E.K. directement dans le sac des lettres en partance pour la France. Ainsi, les agents de la police coloniale n'avaient pu l'intercepter. De même, ses amis, aux aguets, s'étaient mis à surveiller, dans le but de l'intercepter, l'arrivée de la réponse du secrétaire général des Nations Unies. Ils fouillaient ainsi systématiquement tous les sacs de lettres en provenance de la France, bien avant que ceux-ci ne tombent entre les mains de la police coloniale. Un jour, en fouillant un des sacs qui venaient d'arriver par le vol d'Air France, ils avaient identifié une enveloppe, portant le sigle des Nations Unes, et sur laquelle était dactylographié le nom du secrétaire général du M.E.K., Mpodol. Ils l'avaient aussitôt subtilisée, et remise directement à ce dernier. L'administration coloniale n'y avait vu que du feu. Lorsque Mpodol avait introduit, auprès des services de police, une demande de visa de sortie du territoire avec, à l'appui, l'invitation du Secrétaire Général de l'ONU, les colons tombaient des nues. « *Comment a-t-il fait* », se demandaient-ils tous ? Après mille tergiversations, ils avaient fini, à

contrecœur, par autoriser Mpodol à se rendre à New York, à la plus grande joie de Kédi. Celui-ci, attendu au début du mois de novembre 1952, n'y était finalement arrivé que le 12 décembre 1952, et avait ainsi pris la parole, aux Nations Unies, le 17 décembre 1952. Au cours de son intervention, il avait clairement déclaré que les Kamerunais n'avaient jamais voulu être des Français. La nationalité française qui leur avait été octroyée en 1946, ne correspondait aucunement à leur désir. Ce qu'ils voulaient, c'était l'indépendance, et rien d'autre.

Comme conséquence de son engagement dans la lutte pour la fin du colonialisme au Kamerun, la police coloniale le tenait à l'œil, surveillait ses moindres faits et gestes. Lui n'en avait cure, et rétorquait que, si Charles de Gaulle ne s'était pas rebellé, la France ne serait certainement pas sortie du joug allemand. Il était du devoir de tout Kamerunais de lutter pour l'indépendance du pays, même si cela devrait lui coûter sa vie.

Chapitre VIII

Justine attendait le retour d'Akamba, assise au salon. Lorsqu'elle entendit le bruit métallique de sa bicyclette sur la véranda, elle ouvrit aussitôt la porte, avant que celui-ci n'y eut frappé.

— J'étais inquiète, lui dit-elle, en l'accueillant.

— Pourquoi donc, ma chérie ?

— Je ne sais pas, mais, j'ai un mauvais pressentiment, par rapport à cette affaire de l'assassinat du pauvre Pango.

Akamba rangea sa bicyclette dans un coin du salon, pendant que son épouse en fermait la porte.

— Tout s'est-il bien passé ? s'enquit-elle.

— Oui, grosso modo.

— C'est-à-dire ?

— La police a eu vent de notre réunion et a interpellé Kédi. Aussi, lorsque je suis arrivé à son domicile, il n'y avait personne. J'ai siffloté par deux fois de suite la chanson mot de passe, sans réponse. J'ai aussitôt compris qu'il y avait danger. Je n'ai plus demandé mon reste. J'ai quitté cet endroit à toute vitesse. Par bonheur, Kédi et moi nous sommes rencontrés alors que je m'éloignais de son domicile. Il venait d'être relaxé par la police. Alors, nous nous sommes installés dans « *La Côte d'Azur* ». De là, nous

avons décidé de contacter toute personne qui pourrait nous assister dans la préparation de la réponse des Noirs d'Etibli, au meurtre odieux de ce boy.

Justine poussa un soupir. Tous les deux s'assirent dans les fauteuils du salon.

— J'ai peur. J'ai peur. J'ai le cœur qui bat. Cette histoire ne se terminera pas bien. Je le pressens.

A ces mots, Akamba se souvint qu'en quittant son domicile en fin d'après-midi, lui aussi était habité par un curieux pressentiment. C'était comme s'il n'allait plus jamais revoir son épouse. Toutefois, il ne lui dit rien à ce sujet.

— Alors, faudrait-il que j'abandonne ce que je suis en train de faire ? se contenta-t-il de demander.

— Oh non ! Pas du tout. Qui a parlé d'abandonner ? Aujourd'hui, un boy, Pango. Demain, ce sera une pauvre ménagère comme moi, ou un moniteur d'école comme toi. Nous les Noirs, à Etibli, avons-nous d'autre choix que de lutter ? Sais-tu que l'autre jour, il s'est également produit un incident au Marché Central ?

— Ah bon !

— Oui. Le règlement veut que, de l'heure de l'ouverture des comptoirs, le matin, jusqu'à 11 heures, aucune Noire ne fasse le marché. Seules les femmes blanches ont le droit d'en faire, ou alors leurs bonnes en leur compagnie.

Les femmes noires, quant à elles, ne sont autorisées à acheter de la nourriture qu'après que toutes les Blanches soient parties. Au moment où j'arrivais, il n'y avait plus une seule Blanche en vue. De nombreuses Noires étaient déjà en train de faire leurs courses. Mais, voilà qu'avait surgi Madame Bideault, épouse du Procureur de la République. Quelle n'a pas été alors sa colère, de découvrir que des « négresses » étaient déjà, tout bonnement, en train d'acheter des vivres, alors qu'elle ne l'avait pas encore fait. Elle a aussitôt demandé aux deux policiers qui surveillent habituellement le marché, de disperser les « négresses ». Ceux-ci se sont jetés sur nous, avec une rare violence, cognant, tapant, bousculant les pauvres femmes que nous étions. Personnellement, je n'ai pas reçu de coup de ceinture, ni de brodequin. Mais, d'autres femmes noires ont été copieusement battues. La scène était horrible à voir. Le marché s'est vidé en l'espace d'une minute, au vu de la rage des policiers. Ceux-ci s'étaient déchaînés sur les femmes comme s'ils leur en voulaient particulièrement. Alors, tu comprends, l'une de nous pouvait très bien y perdre sa vie.

Akamba regarda sa montre bracelet pour en lire l'heure. Il était 23 heures passé.

— Il se fait tard, dit-il.

Son épouse se leva, et vint lui servir le repas qu'elle avait préparé.

— Mange tout. Les enfants et moi avons déjà mangé notre part. Ils sont déjà au lit.

Akamba avait faim. En un tour de main, il avala toute la nourriture contenue dans les assiettes que Justine avait apportées. Pendant qu'il le faisait, celle-ci lui relata le prêche de Monseigneur Grafin, archevêque de la ville d'Etibli. Elle avait été à la messe après que Akamba fut parti à sa réunion.

— Cet homme ne sert pas Dieu. Il sert plutôt ses frères, les Blancs, conclut-elle.

Akamba enchaîna.

— Tous les prêtres blancs sont des racistes. Je n'en connais pas un seul, je dis bien un seul, qui aime sincèrement les Noirs. Ils prennent fait et cause pour les colons. D'abord, ce sont tous d'anciens soldats. Monseigneur Grafin, l'archevêque, était, pour sa part, colonel de l'armée française. Certains repartent même souvent en France pour effectuer leur service militaire, et reviennent, en Afrique, par la suite. Sous le couvert de Dieu, ils servent d'abord leur pays, la France. C'est pourquoi ils se plaisent toujours à dire, « *remettez à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu* ». Traduction, acceptez docilement la tyrannie coloniale, les brimades des Blancs, leur injustice, car telle est la volonté de Dieu. Toutes les fois où nous avons essayé d'aborder la question de l'indépendance avec les prêtres blancs, leur réponse a toujours été catégorique : « *ne vous laissez pas influencer par le communisme qui est une idéologie*

athée ; un chrétien ne devrait pas prêter oreille à un tel discours... » Il nous a même été rapporté que certains prêtres blancs avaient excommunié des Kamerunais qui, lors de leurs confessions, leur avaient révélé qu'ils étaient membres du M.E.K. L'église est tout bonnement complice du régime colonial. Au mois de septembre 1945, lors de la grande grève des cheminots qui s'était produite à Madiba, les prêtres blancs de la cathédrale, au nombre desquels Monseigneur Bonneau, avaient sorti leurs carabines et s'étaient mis à tirer sur les grévistes noirs qui, pourchassés par l'armée coloniale, avaient cru bien faire en partant se réfugier dans la maison de Dieu. Les prêtres en avaient blessé plus d'une dizaine, avec leurs fusils.

— J'ai une amie dont un proche parent est un prêtre, enchaîna Justine. Elle raconte que, sur la colline de Mvolyé, là où se trouve la mission catholique, les prêtres blancs et leurs homologues noirs vivent séparément, bien qu'ils parlent tous de Dieu, prêchent tous la bonne nouvelle, l'amour du prochain. Par exemple, les prêtres blancs ont leurs chambres à l'étage du bâtiment, c'est-à-dire, au-dessus des prêtres noirs qui, eux, habitent le rez-de-chaussée, et ont pour interdiction formelle de ne pas mettre les pieds à l'étage. De même, au réfectoire, ils mangent séparément. Les Blancs disposent de leurs tables, les Noirs des leurs. Chacun de son côté. Les prêtres blancs utilisent même presque leurs homologues noirs comme leurs boys.

C'est révoltant. Dieu seul sait ce que le Noir lui a fait, pour lui réserver un tel sort. Même les Juifs qui ont tué son fils unique, Jésus Christ, ne sont pas maltraités de cette façon. Les Noirs sont une race que Dieu n'aime pas.

— Il revient aux Noirs de se lever et de briser les chaînes de la servitude que les Blancs ont placées autour d'eux. Notre combat pour l'indépendance dépasse, très largement, le cadre du Kamerun, pour s'étendre à toute la race noire. Nous devons lutter pour que les Blancs cessent de nous maltraiter. Assez des coups de pieds aux fesses. Assez des coups de trique, pour un oui, pour un non. Assez des humiliations que nous subissons, à longueur de journée, dans notre propre pays. Si les Noirs sont parvenus à libérer les Français du joug allemand, pendant la deuxième guerre mondiale, ils peuvent également se libérer, eux-mêmes, du joug colonial français.

Justine étouffa un bâillement. Akamba s'arrêta aussitôt de parler. Il regarda de nouveau sa montre-bracelet. Il était presque minuit.

— Il est temps d'aller au lit, dit-il. Demain, c'est lundi, jour de travail.

Chapitre IX

La foule était nombreuse. Elle s'était amassée devant la cathédrale d'Etibli, et de part et d'autre du magasin pour Blancs, « *Printania* ». Devant celui-ci, se dressait une tribune en matériaux provisoires, et au fronton orné d'un drapeau tricolore, bleu, blanc, rouge, les couleurs officielles de la France. A l'intérieur de la tribune, plusieurs rangées de chaises étaient occupées par des Blancs, les hommes en tenues kaki, casques coloniaux à la main ou posés sur leurs genoux, et les dames en robes de différentes couleurs, avec des coiffures les unes plus extravagantes que les autres. Une fanfare, dirigée par un Blanc, et constituée d'« indigènes » vêtus de pantalons noirs, de chemises blanches, de longues capes rouges traînant au sol, de chéchias rouges à la tête et de souliers blancs aux pieds, jouait de la musique militaire à côté de la tribune, pendant que le public mimait les chansons qu'elle exécutait.

La victoire en chantant nous ouvre la barrière.
La liberté guide nos pas,
Et du Nord au Midi la trompette guerrière.

A sonné l'heure des combats.
Tremblez, ennemies de la France!
Rois ivres de sang et d'orgueil!
Le peuple souverain s'avance.
Tyrans, descendez au cercueil!

Refrain:

> *La République nous appelle,*
> *Sachons vaincre ou sachons périr:*
> *Un Français doit vivre pour elle,*
> *Pour elle un Français doit mourir!*

La mère d'une famille:
De nos yeux maternels ne craignez pas les larmes;
Loin de nous de lâches douleurs!
Nous devons triompher quand vous prenez les armes.
C'est aux rois à verser des pleurs.
Nous vous avons donné la vie,
Guerriers! Elle n'est plus à vous;
Tous vos jours sont à la patrie:
Elle est votre mère avant nous!

Refrain:

> *La République nous appelle,*
> *Sachons vaincre ou sachons périr:*

Un Français doit vivre pour elle,
Pour elle un Français doit
mourir!

Deux vieux hommes
Que le fer paternel arme la main des
braves!
Songez à nous, au champ de Mars
Consacrez dans le sang des rois et des
esclaves
Le fer béni pas vos vieillards
Et rapportant sous la chaumière
Des blessures et des vertus
Venez fermez notre paupière
Quand les tyrans ne seront plus

Refrain:

La République nous appelle,
Sachons vaincre ou sachons
périr:
Un Français doit vivre pour elle,
Pour elle un Français doit
mourir!

Des tirailleurs noirs, chicottes à la main, contenaient la foule. C'était le 14 juillet, jour de la fête nationale. Akamba se tenait face à la tribune, et pouvait voir tout ce qui s'y passait

Le soleil était chaud, l'air quelque peu humide. Les gens transpiraient, de ce fait, abondamment, bien qu'il ne fut que 9 heures du

matin. Les commentaires les plus divers, en langues locales, fusaient de la foule. Chaque fois qu'un couple de Blancs descendait de voiture pour venir s'installer dans la tribune, sa démarche, ses vêtements, son allure générale, étaient commentés par la *négraille* en face. Lorsque le commissaire de police, Jacques Boujean, fit son apparition en compagnie de son épouse, les commentaires les plus haineux se firent entendre dans la foule. Il en fut de même lorsque le commandant de brigade de la gendarmerie, l'adjudant Pellegrin, apparut en compagnie, également, de son épouse. En revanche, lorsque le Dr Roussillon vint à s'installer sur une chaise au fond de la tribune des paroles aimables l'accueillirent.

Au bout d'un moment, tous les Blancs installés dans la tribune se levèrent, et se mirent à regarder d'un côté de la rue. La foule, également, se mit à regarder de ce côté-là. Une limousine noire, escortée de chevaux montés par des « *indigènes* » vêtus comme ceux de la fanfare, apparut au bout de la rue. Elle se mit à avancer, tout lentement, majestueusement, puis, à bonne distance de la tribune, s'arrêta. Un Blanc, tout vêtu de kaki blanc immaculé, accourut et ouvrit la portière arrière de l'automobile. Un autre Blanc, tout vêtu de kaki blanc, également, casque colonial à la tête, en sortit. Akamba le reconnut. C'était le Haut-commissaire de la République Française au Kamerun, André Soucadaux. Il était un hom-

me de taille moyenne, aux épaules bas-ses, à la démarche assurée et au regard rusé. Il se mit à avancer dans l'allée que formaient les « *indigènes* », en direction de la tribune. Finalement, il vint s'immobiliser, face à un drapeau tricolore, bleu, blanc, rouge, que portait un tirailleur noir, devant la fanfare. Aussitôt, celle-ci se mit à exécuter l'hymne national, *La Marseillaise*.

Lorsque la fanfare commença à jouer cette musique, tous les Blancs de la tribune se levèrent, et les Noirs, en face et tout autour, devinrent muets comme des carpes.

Allons enfants de la patrie
Le jour de gloire est arrivé
Contre nous de la tyrannie
L'étendard sanglant est levé ! (Bis)
Entendez-vous dans les campagnes
Mugir ces féroces soldats ?
Ils viennent jusque dans vos bras
Égorger vos fils, vos compagnes.
Aux armes, citoyens !
Formez vos bataillons !
Marchons, marchons !
Qu'un sang impur...
Abreuve nos sillons !

Que veut cette horde d'esclaves,
De traîtres, de rois conjurés ?
Pour qui ces ignobles entraves,
Ces fers dès longtemps préparés ? (Bis)

Français ! Pour nous, ah !
Quel outrage !
Quels transports il doit exciter ;
C'est nous qu'on ose méditer
De rendre à l'antique esclavage !

Aux armes, citoyens !
Formez vos bataillons !
Marchons, marchons !
Qu'un sang impur...
Abreuve nos sillons !

Lorsque la fanfare eut fini, André Soucadaux s'inclina longuement devant le drapeau, puis tourna les talons et alla s'installer à la tribune, sur un fauteuil qui, jusqu'alors, était inoccupé, et placé un peu en avant par rapport à tous les autres. Tous les Blancs s'assirent après lui. Puis, la fanfare quitta l'endroit où elle se trouvait et s'engagea, en musique, dans la rue, en sens opposé à l'arrivée du Haut-commissaire. Après avoir parcouru une centaine de mètres, elle rebroussa chemin, et revint se placer là où elle se trouvait, au départ. Peu de temps après, des jeeps et des camions militaires se mirent à passer devant la tribune, de hauts gradés blancs debout, à l'avant, et des tirailleurs noirs sagement assis à l'arrière. Ils furent suivis de vieux tanks et chars pétaradant et dégageant une énorme fumée blanchâtre, des reliques de la guerre qui avaient servi dans le désert en Afrique du Nord. Cha-

cun de ces engins portait, sur son capot, un nom. On pouvait ainsi lire, « Tombouctou », « Fachoda », « Fort Lamy », « Fort Foureau », « Bir Hakeim », « « Tamanrasset », « Agadir », « Colomb Bechar », « Oran », « Constantine », etc. Ces engins passaient en produisant un bruit assourdissant. Ils furent suivis de tirailleurs marchant au pas, au rythme de la musique que produisait la fanfare. Après les tirailleurs, ce fut au tour des anciens combattants de passer. Il y avait, parmi eux, de nombreux estropiés et manchots, aux poitrines garnies de médailles. A leur vue, tous les Blancs de la tribune s'étaient mis à applaudir et ne s'étaient arrêtés de le faire qu'après qu'ils furent tous passés. Les Noirs, de leur côté, les avaient également applaudis, tout en faisant sur eux de nombreux commentaires. Puis ce fut au tour des écoliers de passer. De jeunes garçons et filles noirs, vêtus de chemisettes et de culottes kaki, pour les garçons, et de robes kaki pour les filles, mais tous pieds nus, étaient visiblement ravis de défiler devant les Blancs installés dans la tribune. Ils marquaient ainsi le pas, et balançaient les bras avec application. Sur leurs visages candides se lisait une grande détermination, celle de servir, demain, la mère-patrie, la France. Le chant qu'ils chantaient était, à ce sujet, sans équivoque :

Nous sommes les enfants
De la France de demain
Nous sommes les enfants
De la France éternelle
Celle qui s'étend
De la Normandie
A Madagascar
Celle qui s'étend
De Brest à Nouméa

La France est un grand pays
Nous sommes ses enfants
Nous en sommes fiers
Nous sommes les enfants
De la France de demain
Nous sommes les enfants
De la France éternelle
Celle qui s'étend
De la Normandie
A Madagascar
Celle qui s'étend
De Brest à Nouméa

Après le passage des écoliers, il eut un temps mort. Puis, le véhicule du Haut-commissaire de la République française fut avancé, et vint stationner en face de la tribune. André Soucadaux se leva majestueusement. Tous les autres Blancs en firent autant. Il descendit les marches de la tribune, pendant que le Blanc qui lui avait ouvert la portière à son arrivée, l'avait de nouveau ouverte. Il s'installa dans la

limousine noire. Les chevaux de son escorte, refirent leur apparition. Après qu'ils eurent entouré le véhicule, le cortège s'ébranla, sous les applaudissements nourris des « *indigènes* ».

Le Haut-commissaire parti, la tribune progressivement se vida de ses Blancs. Tous se déportèrent ensuite dans les jardins de sa résidence, où était prévue une garden-party. Les « indigènes » aussi s'y déportèrent, pour contempler les Blancs en train de festoyer. Plusieurs tables avaient été installées dans le jardin. Sur chacune d'elles, trônaient des bouteilles de différents vins. Les Noirs, agglutinés sur la clôture de la résidence, les contemplaient en salivant. Au bout d'un moment, le Haut-commissaire fit son apparition sur le perron de sa résidence. Le calme se fit dans l'assistance. Il lut une brève allocution, et acheva son propos en souhaitant une bonne fête du 14 juillet aux Françaises et aux Français du Kamerun. Tous les Blancs qui se trouvaient dans le jardin, se mirent à crier « *Vive la France* », « *Vive la France* », « *Vive la France* ».

Subitement, les images devinrent floues, et les bruits inaudibles. Akamba ouvrit les yeux, et se retrouva dans le noir, couché dans son lit. « Zut ! Je viens de me retrouver, en rêve, en pleine fête du 14 juillet », s'exclama-t-il. Il se demanda quelle heure il était. Il claqua une bûchette d'allumettes, se saisit de sa montre-bracelet posée au chevet du lit. « 3 h 30 mn ». Il la reposa et se glissa de nouveau sous sa

couverture, après avoir soufflé sur la bûchette d'allumettes. « Je vais dormir pendant quelque temps encore, jusqu'à 5 heures », se dit-il.

Chapitre X

La salle était bondée de monde, en ce début d'année 1953, soit plusieurs mois après la campagne électorale de l'année d'avant, qui avait mobilisé d'immenses foules. Les gens causaient, bruyamment, comme des élèves dans une salle de classe, en l'absence de l'instituteur. Au bout d'un moment, une personne monta sur l'estrade et claqua des mains. Aussitôt, le silence s'installa dans l'assistance.

— Camarades, dit la personne, j'ai le grand plaisir et l'immense honneur de vous présenter l'homme que nous tous nous appelons « Mpodol », à savoir, Ruben Um Nyobè.

Tout le monde se leva. Aussitôt après, un personnage de taille moyenne, cheveux foncés, la peau foncée également, le pas assuré, le regard vif, vêtu d'un pantalon en tergal noir, d'une chemise blanche et des chaussures à lacets noires aux pieds, effectua son entrée dans la salle, en compagnie de deux autres personnes.

— Asseyez-vous, mes frères, dit-il, pendant que ses accompagnateurs et lui prenaient place derrière une table placée sur l'estrade. Tout le monde s'assit. Plus personne ne parlait dans la salle. On entendait presque le bourdonnement

des mouches qui volaient à l'in-térieur de celle-ci.
— Mes frères et mes sœurs, avant tout, je vous invite à rendre hommage à notre pays, le Kamerun, dit Ruben Um Nyobè. Aussitôt, il se leva et entonna le « *Chant de rallie-ment* ». L'assistance se leva également, et se mit à chanter avec lui.

O Kamerun berceau de nos ancêtres
Autrefois tu vécus dans la barbarie
Comme un soleil tu commences à paraître
Peu à peu tu sors de ta sauvagerie
Que tous tes enfants du Nord au Sud
De l'Est à l'Ouest soient tout amour
Te servir que ce soit leur seul but
Pour remplir leur devoir à jamais

Refrain
Chère patrie terre chérie
Tu es notre seul et vrai bonheur
Notre joie et notre vie
A toi l'amour et le grand honneur

Tu es la tombe où dorment nos pères,
Le jardin que nos aïeux ont cultivé.
Nous travaillons pour te rendre prospère.
Un beau jour enfin nous serons arrivés
De l'Afrique sois fidèle enfant,
Et progresse toujours en paix,
Espérant que tes jeunes enfants,
T'aimeront sans bornes à jamais.

Refrain

Chère patrie terre chérie
Tu es notre seul et vrai bonheur
Notre joie et notre vie
A toi l'amour et le grand honneur

— Asseyez-vous. (*Tout le monde s'assit. Seul Um Nyobè demeura debout*). Mes frères et mes sœurs, si je vous ai demandé de rendre hommage, avant tout, à notre pays, en en-tonnant le « *Chant de ralliement* » et non « *La marseillaise* », c'est parce que la France n'est pas notre pays. C'est plutôt le Kamerun qui l'est. C'est lui que nous devons glorifier, c'est lui que nous devrons vénérer, et non pas la France. En conséquence, un jour, j'en suis convaincu, lorsque les patriotes kamerunais seront venus à bout du colonialisme, et que nous aurons obtenu, enfin, notre indépendance, après que nous ayons d'abord réalisé notre réunification, le « *Chant de ralliement* » deviendra notre hymne national. (*Toute l'assistance se mit à applaudir longuement, et à approuver ses paroles*). Mes frères et mes sœurs, après avoir quitté Etibli, contre le gré de ces Blancs qui nous maltraitent, ici, au Kamerun, j'ai été accueilli, à ma descente d'avion, à Paris, par les amis de notre cause, des Français et des Africains qui combattent à nos côtés, afin que notre pays soit indépendant, et que nous sortions, enfin, de la tyrannie qu'est le régime colonial. Au nombre de ces

amis, se trouvait, tout naturellement, Gaston Donnat, l'homme qui, le premier, nous a fait prendre conscience de notre statut particulier, au sein de l'empire colonial français. Il y avait aussi Gabriel d'Arbousier, un métis soudano-fran-çais, administrateur des colonies de son état, et principal promoteur de l'idée de création du *Rassemblement Démocratique Africain*, RDA, à Bamako, en 1946, le parti politique fédéral qui mène, depuis lors, le combat pour la liberté en Afrique Noire. Il y avait également Alioune Diop, un grand patriote africain, qui a créé et dirige, à Paris, la librairie *Présence Africaine,* Il y avait, enfin, des amis du *Parti Communiste Français,* car c'est la seule formation politique, en France, qui soit opposée au colonialisme. Ces amis ont su si bien faire les choses qu'ils m'ont offert, dès ma descente d'avion, des vêtements chauds, afin que je n'attrape pas froid, pendant mon séjour, tant en France, qu'aux Etats Unis d'Amérique, où je me rendais.

Alioune Diop m'a prié d'accepter de loger à son domicile, pendant les quelques jours que j'avais à passer à Paris, car il n'était pas exclu que les services secrets français ne tentent de m'assassiner, dans une chambre d'hôtel, la nuit, au cas où j'en aurais pris une. C'est donc chez lui que j'ai vécu, en France. (*L'assistance écoutait religieusement, et dans un silence de cimetière, Ruben Um Nyobè*).

Mes frères et mes sœurs, obtenir mon visa d'entrée aux Etats Unis d'Amérique, a été un véritable parcours du combattant. Dès le lendemain de mon arrivée, je me suis rendu, en compagnie de mes amis, au consulat américain, à Paris. Le visa m'a été catégoriquement refusé, au motif que, des informations en provenance du Haut-commissaire de la République Française à Etibli, via le gouvernement français à Paris, prétendaient que j'étais un dangereux communiste. Il ne fallait, en conséquence, pas m'offrir la possibilité d'aller diffuser ma propagande communiste à New York. Inutile de vous dire, mes frères et mes sœurs, que je m'en suis retourné au domicile d'Alioune Diop, effondré. (*Il eut des murmures dans la salle*). Mes amis m'ont alors amené, avec eux, à la rencontre de personnalités de gauche, d'une manière générale, et plus particulièrement, des parlementaires africains. A chaque rendez-vous qui m'était accordé, j'ai plaidé ma cause, présenté le problème national du Kamerun, l'importance de mon déplacement à New York. Au bout du compte, grâce à l'action de D'Arboussier et Alioune Diop, des parlementaires français de gauche ont adressé une lettre de protestation au consul des Etats Unis. Ils lui ont notamment rappelé le contenu des accords de siège des Nations Unies en Amérique. Conformément à ceux-ci, un visa d'entrée devrait être délivré, de manière automatique, à toute personne, indistinc-

tement de ses convictions politiques, désireuse de se rendre aux Nations Unies. Une fois en possession de cette correspondance, le Consul des Etats Unis a demandé à me rencontrer. A l'issue de notre entretien, il a finalement consenti à m'octroyer un visa d'entrée dans son pays. Nous étions le 11 décembre. Je me suis envolé pour New York le lendemain matin, et y suis arrivé en début d'après-midi. J'avais été accueilli, à ma descente d'avion, par des amis de D'Arboussier et Alioune Diop. L'un d'eux s'est également offert de m'héberger à son domicile. Le 17 décembre au matin, je me suis, enfin, présenté aux Nations Unies, où j'ai pris la parole devant la 4ème commission, celle chargée des tutelles. (*A ces mots, toute l'assistance explosa de joie et se mit à applaudir longuement, tout en commentant, avec verve, l'exploit qu'avait réalisé Ruben Um Nyobè*).

Mes frères et mes sœurs, reprit Ruben Um Nyobè, qu'ai-je dit aux Nations Unies ? (*Le silence revint dans la salle*). Que j'étais porteur des deux revendications principales du peuple kamerunais à ce jour. La première de celles-ci, est la réunification de notre pays, divisé, arbitrairement, par les colonialistes franco-anglais, en 1916. Il fallait, à tout prix, et avant toute chose, reconstituer notre pays, le rétablir dans ses frontières héritées du protectorat allemand. La seconde, est le respect de l'esprit des accords de tutelle signés entre les Nations Unies, la France et la Grande-Bretagne, le 13 décem-

bre 1946, et selon lequel nous devons, à la différence des colonies françaises, accéder à l'indépendance. La France doit nous conduire à la souveraineté internationale, et non pas chercher à nous intégrer, de quelle que manière que ce soit, dans son empire colonial. (*Martelant les mots*). Les traités de Versailles consacrant la fin de la première guerre mondiale, sont sans équivoque à ce sujet. Ils ont fait du Kamerun, un territoire sous mandat de la Société des Nations, SDN, à l'administration confiée à la France, et non pas une colonie française. (*Une salve d'applaudissements suivit les paroles de Ruben Um Nyobè*).

En conséquence, l'ARCAM, Assemblée Représentative du Kamerun, instituée en 1946, puis l'ATCAM, Assemblée territoriale du Kamerun, instituée l'année passée, en 1952, en remplacement de l'ARCAM, sont des subterfuges qu'utilisent les colonialistes français pour ne pas nous accorder cette indépendance à laquelle ils ont pourtant souscrit, en signant les accords de tutelle, le 13 décembre 1946. De même, l'intégration du Kamerun dans l'ensemble politique qu'est l'Union Française, est une décision contraire aux accords de tutelle, tout comme l'est le décret faisant de nous des citoyens français, au même titre que les Français de France, en 1946. La citoyenneté dont nous avons besoin et que nous réclamons, à ce jour, est celle du Kamerun, et non celle d'un quelconque autre pays, fut-il la France.

manière que ne pouvaient être élus, et ne l'ont été, que les individus identifiés comme n'étant pas hostiles au régime colonial dans notre pays. Et voici, l'ARCAM s'est retrouvée remplie de tout ce que le Kamerun comporte, à ce jour, comme « *évolués* » pro-français, c'est-à-dire des individus, pour qui, la question de l'indépendance n'est, ni plus ni moins, qu'une chimère, une aberration, une hérésie. Je me souviens de l'un d'eux. Il m'avait déclaré, en 1949, que je devais certainement être mentalement perturbé pour penser, qu'un jour, les colons quitteront notre pays. (*Ricanements de l'assistance*). Ensuite, Louis-Paul Aujoulat déclara que les vrais Kamerunais, c'est-à-dire, pas les petits aigris manipulés par le *Parti Communiste Français*, ainsi que je l'étais, ne désiraient qu'une seule et unique chose, devenir des Français. Tel était leur rêve profond. C'est pourquoi la France, dans sa magnanimité, avait décidé, en 1946, d'accorder sa citoyenneté aux Kamerunais. Elle répondait ainsi à une attente profonde de ceux-ci. D'ailleurs, ce n'étaient pas seulement les Kamerunais qui désiraient ardemment être Français, mais tous les « *indigènes* », où qu'ils se trouvaient, tous les sujets de l'empire colonial français d'Afrique Noire. Puis, Louis-Paul Aujoulat s'était mis à énumérer les réalisations françaises au Kamerun, qu'il a qualifiées, non sans rire, d'œuvre coloniale : des dispensaires créés, des routes, des écoles, la maladie du

sommeil vaincue, et j'en passe. Quant à Chales Okala, il est intervenu pour confirmer, en sa qualité de Kamerunais, les dires de son maître, Louis-Paul Aujoulat.

Mes frères et mes sœurs, mon discours a-t-il porté, me demanderez-vous, légitimement ? La réponse est oui. Mon discours a été plus que favorablement accueilli par mes interlocuteurs. (*Applaudissements nourris de l'assistance*).

Akamba se retourna dans son lit et se réveilla. Une fois de plus, il venait de faire un rêve. Il en était considérablement ému. Ruben Um Nyobè, en ce mois de mai 1955, était, depuis deux mois, entré dans la clandestinité. La police coloniale était à ses trousses. Il se murmurait même qu'elle cherchait à l'assassiner. Il venait de le revoir en rêve, au cours de l'une des réunions d'explications qu'il avait entrepris d'organiser, à travers le Rio dos Camaroes, en 1952, de retour des Nations Unies à New York, et à laquelle il avait assisté. Il se mit à penser longuement à Ruben Um Nyobè, l'homme le plus détesté des colons au Kamerun. Pourtant, il ne désirait que le bien de son peuple, tout comme Charles de Gaulle, également, désirait celui du peuple français, en 1940. Il ne faisait rien de mal. Absolument rien de tel. D'ailleurs, en sa qualité d'ancien de l'église protestante, quel mal pouvait-il vouloir à un homme, son prochain ? Mais, les colons, pour leur part, ne l'entendaient pas de cette oreille. Akamba poussa un soupir. Il se redres-

sa dans son lit, se demanda quelle heure il était. Il ramassa la boite d'allumettes qu'il avait posée au chevet du lit, en claqua une bûchette, et lut l'heure sur sa montre-bracelet posée, également, au chevet du lit. « 5 heures ». Il était temps, pour lui, de se lever.

Chapitre XI

Akamba claqua une nouvelle bûchette d'allumettes et alluma la lampe tempête posée sur la table de la chambre à coucher. Cette dernière sortit de l'obscurité. Il s'habilla. Il prit ses livres et ses cahiers rangés dans une armoire de la chambre, et sortit sans faire de bruit, pour ne pas réveiller son épouse. Il tira une chaise de la table du salon, s'y installa et éparpilla ses livres sur celle-ci. Il lui fallait préparer ses leçons de la journée, ainsi qu'il le faisait tous les matins. Il plaça son emploi du temps bien en vue devant lui et se mit à le parcourir. Lundi : chant, morale, lecture, grammaire, géographie, histoire, hygiène, calcul. « Quels chants vais-je faire chanter à mes élèves ce matin », se demanda-t-il ? Il réfléchit un moment, et se décida. « *Les feuilles d'automne emportées par le vent* ». Il se mit à mimer le chant.

Les feuilles d'automne
Emportées par le vent
En rondes monotones
Tombent en tournillant

« *En passant par la Lorraine* ». Il se mit également à mimer le chant.

En passant par la Lorraine avec mes sabots (bis)
Rencontrai trois capitaines
Avec mes sabots dondaine, oh ! oh ! oh !
Avec mes sabots.

Rencontrai trois capitaines avec mes sabots (bis)
Ils m'ont appelé vilaine
Avec mes sabots dondaine oh ! oh ! oh !
Avec mes sabots

Ils m'ont appelé vilaine, avec mes sabots (bis)
Je ne suis pas si vilaine,
Avec mes sabots dondaine, oh ! oh ! oh !
Avec mes sabots.

Je ne suis pas si vilaine avec mes sabots (bis)
Puisque le fils du roi m'aime
Avec mes sabots dondaine oh ! oh ! oh !
Avec mes sabots.

Puisque le fils du roi m'aime avec mes sabots (bis)
Il m'a donné pour étrennes
Avec mes sabots dondaine oh ! oh ! oh !
Avec mes sabots.

Il m'a donné pour étrennes avec mes sabots (bis)
Un joli pied de verveine
Avec mes sabots dondaine oh ! oh ! oh !
Avec mes sabots.

Un joli pied de verveine avec mes sabots (bis)
Je l'ai planté dans la plaine
Avec mes sabots dondaine oh ! oh ! oh !
Avec mes sabots.

Je l'ai planté dans la plaine avec mes sabots (bis)
S'il fleurit je serai reine
Avec mes sabots dondaine oh ! oh ! oh !
Avec mes sabots.

S'il fleurit je serai reine avec mes sabots (bis)
Et s'il meurt je perds ma peine,
Avec mes sabots dondaine oh ! oh ! oh !
Avec mes sabots.

« *Auprès de ma blonde* ». Il se mit, aussi, à mimer le chant.

Dans les jardins d'mon père les lilas sont fleuris (bis)
Tous les oiseaux du monde vont y faire leur nid.

Refrain
Auprès de ma blonde, qu'il fait bon, fait bon,

fait fait bon, auprès de ma blonde, qu'il fait bon dormir.

Tous les oiseaux du monde vont y faire leur nid (bis)
La caill', la tourterelle et la jolie perdrix.

Refrain
Auprès de ma blonde, qu'il fait bon, fait bon, fait fait bon, auprès de ma blonde, qu'il fait bon dormir.

« *Il était une bergère* ».

Il était une bergère
Et ron et ron petit patapon
Il était une bergère
Qui gardait ses moutons
Ron, ron,
Qui gardait ses moutons .

Elle fit un fromage
Et ron et ron petit patapon
Elle fit un fromage
Du lait de ses moutons
Ron, ron,
Du lait de ses moutons.

Le chat qui la regarde
Et ron et ron petit patapon
Le chat qui la regarde
D'un petit air fripon

Ron, ron,
D'un petit air fripon.

Si tu y mets la patte
Et ron et ron petit patapon
Si tu y mets la patte
Tu auras du bâton
Ron, ron,
Tu auras du bâton.

Il n'y mit pas la patte
Et ron et ron petit patapon
Il n'y mit pas la patte
Il y mit le menton
Ron, ron,
Il y mit le menton.

La bergère en colère
Et ron et ron petit patapon
La bergère en colère
Tua son p'tit châton
Ron, ron
Tua son p'tit châton.

Elle fut à confesse
Et ron et ron petit patapon
Elle fut à confesse
Pour demander pardon
Ron, ron
Pour demander pardon.

Mon père je m'accuse
Et ron et ron petit patapon
Mon père je m'accuse
D'avoir tué mon châton
Ron, ron
D'avoir tué mon châton.

Ma fill' pour pénitence
Et ron et ron petit patapon
Ma fill' pour pénitence
Nous nous embrasserons
Ron, ron
Nous nous embrasserons.

La pénitence est douce
Et ron et ron petit patapon
La pénitence est douce
Nous recommencerons
Ron, ron
Nous recommencerons.

« Le bon roi Dagobert ».

Le bon roi Dagobert a mis sa culotte à l'envers.
Le grand saint Eloi lui dit: O mon roi !
Votre Majesté est mal culottée.
C'est vrai, lui dit le roi, je vais la remettre à l'endroit.

Le bon roi Dagobert fut mettre son bel habit vert

Le grand saint Eloi lui dit : O mon roi !
Votre habit paré au coude est percé.
C'est vrai, lui dit le roi, le tien est bon prête-le moi.

Le bon roi Dagobert faisait peu sa barbe en hiver.
Le grand saint Eloi lui dit : O mon roi !
Il faut du savon pour votre menton.
C'est vrai, lui dit le roi, as-tu deux sous ?
Donne-les moi.

Le bon roi Dagobert portait manteau court en hiver.
Le grand saint Eloi lui dit : O mon roi !
Votre Majesté est bien écourtée.
C'est vrai, lui dit le roi, fais-le rallonger de deux doigts.

Le bon roi Dagobert chassait dans la plaine d'Anvers.
Le grand saint Eloi lui dit : O mon roi !
Votre Majesté est bien essoufflée.
C'est vrai, lui dit le roi, un lapin courait après moi.

Le bon roi Dagobert avait un grand sabre de fer.
Le grand saint Eloi lui dit : O mon roi !
Votre Majesté pourrait se blesser.
C'est vrai, lui dit le roi, qu'on me donne un

sabre de bois.

Le bon roi Dagobert se battait à tort et à travers.
Le grand saint Eloi lui dit : O mon roi !
Votre Majesté se fera tuer.
C'est vrai, lui dit le roi, mets-toi bien vite devant moi.

Le bon roi Dagobert voulait conquérir l'univers

Le grand saint Eloi lui dit : O mon roi !
Voyager si loin donne du tintouin.
C'est vrai, lui dit le roi, il vaudrait mieux rester chez soi.

Le roi faisait la guerre, mais il la faisait en hiver.
Le grand saint Eloi lui dit : O mon roi !
Votre Majesté se fera geler.
C'est vrai, lui dit le roi, je m'en vais retourner chez moi.

Le bon roi Dagobert voulait s'embarquer sur la mer.
Le grand saint Eloi lui dit : O mon roi !
Votre Majesté se fera noyer.
C'est vrai, lui dit le roi, on pourra crier: le roi boit !

— Ils sont beaux, tous ces chants, mais, grand Dieu, ô combien inadaptés à mon pays. Ici, il n'y a point d'automne, ni d'hiver, ni de printemps, ni d'été, ni de bergère, ni de blonde, rien de tout cela. Alors, pourquoi apprendre de tels chants aux élèves ? Mais, si je ne le fais pas, je serai sanctionné par l'inspecteur primaire, se dit Akamba.

Il poussa un soupir de résignation, et se mit à écrire tous ces chants dans son cahier de préparations.

— Morale. Je parle de quoi ce matin ? La politesse. Ok. La politesse. Bonjour Monsieur, bonjour Madame. Il ne faut point entrer dans une maison, un bureau, une chambre à coucher, des latrines, sans, au préalable, se signaler en frappant à la porte. Ok. Il faut toujours dire merci en recevant quelque chose. En se séparant d'une personne, il faut prendre la peine de lui dire au revoir. Si c'est une dame, au revoir madame. Si c'est un monsieur, au revoir monsieur. Il faut éviter d'être grossier, d'injurier les gens, quels qu'ils soient, les aînés comme les cadets. Ok. Lecture. « *Le pantalon de Moriba* », page cinquante du livre *Mamadou et Bineta*. Ok. Grammaire. Le participe passé. Ok. Géographie. Les fleuves de la France. Le Rhône, le Rhin, la Garonne, la Somme, la Seine, la Saône, la Marne, la Loire. Quelles sont, respectivement, leurs longueurs ? Leurs affluents ? Où prennent-ils leurs sources ? Mes élèves doivent savoir tout cela par cœur, car ils

pourraient y être interrogés, à l'examen du *Certificat d'Etudes Primaires et Elémentaires,* qui se déroulera dans trois semaines. Ok. Histoire. Qui était Charlemagne ? Récit de sa vie. Qui était le bon roi St Louis ? Récit de sa vie. En quelle année a-t-il vécu ? Pourquoi l'appelait-on, « le bon roi St Louis », et pas le roi St Louis, tout court ? Qui était Pépin le Bref ? En quelle année a-t-il vécu ? Mes élèves doivent également savoir tout ceci par cœur, pour être certains d'être admis à leur examen. Ok. Calcul. A quelle vitesse se déplace une automobile partie d'Amiens à 6 heures, et qui arrive à Rouen à 9 heures, sachant qu'elle s'est arrêtée, en cours de route, à la suite d'une crevaison, pour quinze minutes, et quelle a parcouru une distance de cent cinquante kilomètres ?

Akamba posa son crayon, et releva la tête.

— Pourquoi enseigner tant de bêtises à mes élèves ? En quoi sont-ils concernés par la vie de Charlemagne ? Que représente ce personnage pour eux ? Il poussa un soupir.

Dehors, les chants de coqs se faisaient déjà nombreux. Des interstices des murs avant et arrière du salon en terre battue et non crépie, s'infiltrait déjà la lumière du jour. Au loin, des portes et des fenêtres que l'on ouvrait claquaient. Des voix de passants, en provenance des villages environnants et qui se rendaient dans le centre-ville lui parvenaient. Le jour se levait déjà. Il consulta sa montre-bracelet pour en lire l'heure. Il était 6 heures. Son épouse

sortit de la chambre conjugale, et pénétra dans celle des enfants pour les réveiller. Ceux-ci se levèrent en maugréant. Lui-même s'étira longuement, étouffa un bâillement, et se leva, après avoir rangé, dans son cartable, ses livres et ses cahiers. Il mit en marche le poste radio, pendant que son épouse ouvrait les fenêtres ainsi que les portes du salon. La fraîcheur de l'extérieur s'engouffra aussitôt dans la maison. Il jeta un coup d'œil à travers l'une des fenêtres ouvertes. Il s'aperçut que dehors, il y avait du brouillard. « La journée sera ensoleillée », dit son épouse. Il s'approcha de son poste radio. Les ampoules de celui-ci n'avaient pas encore chauffé, aussi, il n'émettait pas encore le moindre son. Il en profita pour se débarbouiller. Lorsqu'il eut fini, il revint auprès de la radio. Un voyant vert, à côté des boutons, scintillait déjà, signe que les ampoules étaient déjà chaudes, et que la radio pouvait déjà fonctionner. Il tourna le bouton du volume. L'hymne national français était en train d'être exécuté par une fanfare, prélude au démarrage des émissions de la radio. Lorsque l'exécution de l'hymne prit fin, la voix d'un speaker se fit entendre. « *Chers auditrices et chers auditeurs, bonjour ! Vous êtes à l'écoute de radio Etibli, poste du territoire français du Kamerun. Il est 6 heures 15 minutes. Notre flash d'informations* ». Aussitôt, une musique symphonique se fit entendre, pendant que le speaker égrenait des titres.

« Nouvelles de la métropole.
Le Président du Conseil, Edgar Faure, procédera, ce jour, à l'inauguration de l'usine d'automobiles *Simca* de Pontoise, dans la banlieue parisienne (*musique)*; grave accident ferroviaire, hier, sur la ligne de chemin de fer Paris-Guingamp (*musique*) ; ouverture du festival théâtral de Nice (*musique*) ; nouvelles du Kamerun, le Haut-commissaire, Roland Pré, est rentré de sa tournée dans le Nord, hier, en fin d'après-midi (*musique*); un Français nommé André Bouchu a trouvé la mort, samedi, au cours d'une partie de chasse, écrasé par un éléphant en furie (*musique*) ; c'est ce matin qu'arrive, à Etibli, par le régulier d'Air Kamerun, la vedette française de la chanson, René Capelli (*musique*) ; celui-ci se produira en concert ce soir au cinéma *Les Portiques*, dans le centre-ville (*musique*) ; enfin, la procession de la Vierge Marie débutera, ce jour, à travers les rues de la ville d'Etibli. Ici radio Etibli, c'était notre flash d'informations. A présent, notre page de publicité ».

Aussitôt, des spots publicitaires furent diffusés. Ils se présentaient, tous, sous la forme de musiques accompagnées de chansons.

Polidor et compagnie
Situé Etibli Bivindi
Faites des affaires d'or
Achetez chez Polidor et compagnie

Polidor et compagnie
Situé Etibli Bivindi
Faites des affaires d'or
Achetez chez Polidor et compagnie

Madame Paulette était belle
A la fête d'hier
Parce qu'elle était chic
En tailleur
Acheté chez Polidor et compagnie

Monsieur Rigobert était beau
A la fête d'hier
Parce qu'il était chic
En costume
Acheté chez Polidor et compagnie

Une autre publicité enchaîna.

Bastos toujours jeune
Bastos toujours jeune
Bastos toujours jeune
Bastos toujours jeune
Sportifs
Fumez Bastos
Pour conserver votre jeunesse

Une autre publicité.

Laissez l'eau aux grenouilles
Buvez Contrexeville
Contrexeville
L'eau minérale des hommes modernes

Une autre publicité.

Pour votre publicité
Buvez Y'A BON BANANIA
Faites comme Mamadou
Buvez Y'A BON BANANIA
Y'A BON BANANIA
Le petit déjeuner de la famille

Une autre publicité.

Ça alors !
Mais qu'est-ce que tu bois ?
Mais, tu le vois bien
Je bois une BEAUFORT
Fais comme moi
Bois la BEAUFORT
Pour être BEAU et FORT

Chapitre XII

Tous les élèves de l'*Ecole Régionale d'Etibli* étaient rassemblés dans la cour de l'établissement scolaire. Ils se tenaient en rang, de la plus petite classe à la plus grande. Chaque maître d'école était placé devant ses élèves et en assurait la discipline. Akamba était moniteur dans une classe du cours moyen deuxième année. Il était le seul « indigène » à enseigner à ce niveau. Il apparaissait, de ce fait, comme un privilégié. Tous les autres Kamerunais enseignaient dans des classes inférieures. L'*Ecole Régionale* était une école de garçons. Les jeunes filles s'inscrivaient ailleurs, à l'école de filles, non loin de « *Cartons-villes* ». Les élèves blancs ne fréquentaient pas l'*Ecole Régionale*. Il y avait une école qui leur était réservée et qui se situait dans le centre-ville, l'*Ecole Urbaine*. Là-bas, élèves et enseignants étaient tous blancs, contrairement à l'*Ecole Régionale* où le corps enseignant était mixte.

Le lundi latin, tous les élèves de l'*Ecole Régionale* étaient rassemblés pour chanter *La Marseillaise*, l'hymne français. C'était aussi l'occasion, pour le directeur de l'école, de passer en revue l'ensemble de ses élèves. Monsieur Albert Griffon, tel était son nom, parcourait

les rangs qu'avaient formés ceux-ci, afin de s'assurer de l'état de propreté des gamins. Il vérifiait leurs ongles, renvoyait chez eux, ceux qui n'avaient pas la chevelure coupée à raz et ornée d'une raie. Il scrutait leurs orteils, à la recherche de chiques, tâche aisée étant donné que la quasi-totalité des élèves étaient pieds-nus. Il envoyait à l'infirmerie ceux, parmi eux, qui ne paraissaient pas en bonne santé, veillait à ce qu'aucun ne possédât une plaie aux mollets ou aux pieds. Il lui arrivait de demander à un élève d'ôter sa chemisette pour s'assurer que celui-ci n'avait pas le corps couvert de gale. Lorsqu'il achevait cette inspection, il partait se tenir devant ses élèves et leur délivrait un message. Après quoi, il entonnait *La Marseillaise*, puis, un chant quelconque parmi ceux qui leur avaient été enseignés. Les élèves précédés de leurs enseignants, rejoignaient alors leurs salles de classes, par ordre de grandeur croissante, de la section d'initiation à la lecture, au cours moyen deuxième année.

Ce matin 24 mai 1955, lorsqu'il eut fini son inspection, il vint se tenir, comme à l'accoutumée, devant les élèves, et leur annonça qu'une équipe médicale allait arriver, d'un moment à l'autre, afin de procéder à leur vaccination contre la fièvre jaune. Il entonna aussitôt un chant bien connu de ceux-ci. Tous se mirent à chanter en chœur avec lui.

« *Les é-co-liers la-bo-ri-eux* ». Un ! deux ! trois ! chant !

Les écoliers laborieux
Vont avec joie à leurs ouvrages
Mais les élèves sans courage
Partent les larmes dans les yeux
Alors il faut faire silence
Les jeux sont finis
Mes petits amis
Voilà le maître qui s'avance
Sans perdre le temps
Mettons-nous en rangs

« Au pas ! », cria-t-il. Les élèves se mirent à marquer le pas sur place.

Les écoliers laborieux
Vont avec joie à leurs ouvrages
Mais les élèves sans courage
Partent les larmes dans les yeux
Alors il faut faire silence
Les jeux sont finis
Mes petits amis
Voilà le maître qui s'avance
Sans perdre le temps
Mettons-nous en rangs

« S.I.L. ! », cria-t-il. Les élèves de la section d'initiation à la lecture se détachèrent du groupe, et vinrent passer, au pas, précédés de leur

moniteur, devant M. Griffon, en direction de leur salle de classe.

Les écoliers laborieux
Vont avec joie à leurs ouvrages
Mais les élèves sans courage
Partent les larmes dans les yeux
Alors il faut faire silence
Les jeux sont finis
Mes petits amis
Voilà le maître qui s'avance
Sans perdre le temps
Mettons-nous en rangs



Sur ces entrefaites, arriva une automobile blanche, sur la portière avant de laquelle était marqué « *Santé publique* ». Akamba en déduisit que c'était l'équipe médicale dont venait de parler M. Griffon. L'automobile gara dans un coin de la cour, à bonne distance des élèves. Puis, plusieurs personnes, vêtues de blouses blanches, boites à pharmacies à la main, stéthoscopes au cou, en descendirent. Les élèves, amassés dans la cour de l'école, à leur vue, s'arrêtèrent subitement de chanter et se mirent à s'agiter, pris d'une panique soudaine. Même ceux de la S.I.L. qui étaient déjà sur le point d'entrer dans leur salle de classe, s'arrêtèrent de chanter et de marcher. L'équipe médicale, de son côté, se mit à avancer en direction des élèves, pendant que l'un des membres de celle-ci, un Blanc, s'avançait vers M. Griffon. Ces

derniers, du coup, commencèrent à rompre les rangs. M. Griffon s'en aperçut. « *En rangs !* », tonna-t-il. Peine perdue. Les élèves commencèrent à s'éparpiller dans la cour, puis, subitement, à courir dans tous les sens. « *Que se passe-t-il ? En rangs !* », tonna de nouveau M. Griffon. Rien n'y fit. Le sauve-qui-peut était déjà général. En un laps de temps, la cour de l'école devint déserte, on aurait dit qu'il ne s'y trouvait personne, quelques instants auparavant.

— Bon Dieu de bon Dieu de bon Dieu !, se mit à hurler M. Griffon. C'est pas vrai ça ! Mais, mais, mais, c'est pas vrai ça ! Bon Dieu de bon Dieu de bon Dieu ! Mais, ils ne vous veulent aucun mal. Revenez ! Revenez ! Ne partez pas ! Revenez ! Ils ne vous veulent aucun mal !

M. Griffon vociférait dans le vide. Il n'y avait plus aucun élève à l'horizon. Il ne restait plus, dans la cour, que les moniteurs, lui-même, et l'équipe médicale.

Akamba chercha des yeux ses propres enfants. Même ceux-ci avaient disparu.

— Bon Dieu de bon Dieu de bon Dieu ! Une personne pourrait-elle m'expliquer ce qui se passe? continuait à vociférer M. Griffon.

Tous les moniteurs vinrent se regrouper autour de lui. L'un d'eux prit la parole.

— Monsieur le Directeur, euh ... euh ... les Blancs ne désirent pas vacciner nos enfants. Leur but est, plutôt, de les rendre stériles, déclara-t-il.

— Quoi ! Explosa M. Griffon. Quoi ! Qu'est-ce que j'entends ! Mais, mais, mais, vous êtes fous ? Vous êtes fous ? (*Se tournant vers l'équipe médicale, tout en gesticulant*). Ecoutez-moi ça ! Ecoutez-moi ça ! Ecoutez-moi ça ! (*Se tournant vers les moniteurs*). Bande de bougres ! Bande de bougres ! (*Se tournant de nouveau vers l'équipe médicale*). Ils prétendent que vous seriez venus, non pas pour les vacciner contre la fièvre jaune, mais, plutôt, pour les rendre stériles. Vous en rendez-vous compte ? (*Se tenant la tête des deux mains*). Mais, qu'est-ce qu'ils sont cons les Nègres ! Mais qu'est-ce qu'ils sont cons ! Mais qu'est-ce qu'ils sont cons ! Il y a-t-il plus con qu'un Nègre ? Bon Dieu de bon Dieu de bon Dieu ! Il y a-t-il plus con qu'un Nègre ? (*Recommençant à gesticuler fortement*). On me l'avait dit quand je quittais la France. On me l'avait dit. Tu verras. Tu verras. Ils sont au même stade mental que les animaux. Tu verras! Mais, qu'est-ce qu'ils sont cons ! Mais, qu'est-ce qu'ils sont cons ! Ça alors ! Plus con qu'un Nègre, tu meurs. Rien à faire, tu meurs. Vite fais, tu meurs...

Chapitre XIII

M. Griffon fulminait de rage. Il avait rassemblé tous les moniteurs blancs et noirs dans une salle de classe. Il allait et venait, à grandes enjambées, devant eux, tandis que ceux-ci étaient assis sur des tables-bancs, on aurait dit des élèves. Il parlait, parlait, parlait, en brassant l'air avec ses bras, dans le silence total des moniteurs.

— Mais, vous, Akamba, Atangana, Priso, Badiang, mais, vous, vous êtes des « évolués ». Vous êtes des moniteurs de l'école indigène la plus prestigieuse de toute la région d'Etibli. Vous devez être des lanternes pour ces populations qui demeurent encore, malgré toute l'œuvre civilisatrice de la France en terre africaine depuis des décennies, prisonnières des fausses croyances, prisonnières de l'obscurantisme. Il vous revient d'éduquer la population, de prendre notre relais à nous les Français, et de la sortir des ténèbres. Vous appartenez à l'élite indigène. Si jamais ce pays venait à être indépendant, ainsi que vous le réclamez, c'est vous qui y occuperez les avant-postes. Vous êtes les dirigeants de demain. Mais, pour cela, il faudrait que, dès à présent, vous en soyez des lumières. Comment cela se peut-il que

vous n'ayez pas informé la population du bien-fondé de la vaccination ? Comment cela se peut-il ? Nous, les Européens, nous ne voulons aucun mal à ces gosses. Je dis bien aucun. Nous n'avons jamais voulu le moindre mal aux indigènes. Nous vous avons guéris de la maladie du sommeil qui, sans notre intervention, n'allait pas manquer de vous décimer. Nous vous avons apporté l'hygiène, la propreté. Nous avons quadrillé le territoire de dispensaires. Grâce à ceux-ci, nous luttons efficacement à ce jour contre les poux, la gale, les chiques, la teigne, et j'en passe. Si nous désirons vacciner ces gosses, c'est pour les prémunir contre des épidémies.

*

* *

Après avoir quitté l'*Ecole Régionale*, Akamba avait rejoint Kédi. Toute la ville était en émoi, devant ce que ses habitants indigènes qualifiaient de génocide programmé des Noirs du Kamerun. La scène de panique dont avait été le témoin Akamba à l'*Ecole Régionale*, s'était répétée à l'*Ecole de filles*. Celles-ci, également, s'étaient sauvées, à toutes jambes, à la vue des infirmiers. La directrice de l'école, Antoinette Giraudoux, tout comme M. Griffon, avait choisi de congédier les monitrices avec pour mission d'expliquer, aux parents d'élèves, le bien-fondé des vaccinations.

En arrivant chez Kédi, Akamba avait trouvé, assis dans son salon, des militants du M.E. K. surexcités, qui se proposaient d'aller mettre le feu au *Service d'hygiène Mobile et de Prophylaxie*, d'où étaient partis ces infirmiers en service commandé pour inoculer un dangereux virus destiné à rendre stérile la jeunesse du Kamerun. Akamba avait entrepris de leur faire savoir qu'il n'en était rien : peine perdue. Pis encore, il s'était aperçu que, plus il s'efforçait de le faire, plus ceux-ci se mettaient à le soupçonner d'être de connivence avec les Blancs. Il s'était alors résigné à les écouter, sans plus rien dire. Après qu'ils furent restés un moment, Kédi avait invité Akamba à se rendre, avec quelques uns des militants du M. E.K., au restaurant « *Les trois mousquetaires* ». Ce nom provenait du titre d'un film qui venait de connaître un grand succès, à Etibli, et qui avait été projeté au cinéma « *Les Portiques* », dans le centre-ville. Le restaurant était fait de planches assemblées et qui tenaient à l'aide de clous. On y servait essentiellement de la nourriture africaine. Il y avait, toutefois, quelques mets européens qui étaient proposés aux clients. Le menu était affiché sur un tableau noir accroché à l'un des murs. Lorsqu'Akamba avait fait son entrée dans « *Les trois mousquetaires* », ses yeux s'étaient portés sur ce tableau et il avait longtemps souri, à la lecture des noms des plats qui y étaient inscrits. « *Café rio* », « *Riz pommes salades* », « *Un peu de tout* »,

« *Riz haricot* », « *Os bouillon* », « *Jarrets piments* », « *Condré* », « *Njama njama* », « *Couscous pistaches* », « *Makanjo sauce d'arachide* », etc.

En prenant le petit-déjeuner, Akamba avait découvert que tous les autres clients du restaurant commentaient, avec verve, la question du vaccin qui avait ébranlé les élèves de l'*Ecole Régionale.* Il en avait déduit que toute la ville en était au courant. Un des clients avait même affirmé que les Blancs, en Oubangui-chari voisin, tout comme au Moyen Congo, avaient déjà rendu stériles la plupart des gosses. Il expliquait que c'était leur réponse à la revendication de l'indépendance par les Noirs. Il avait affirmé que les virus à inoculer aux gamins étaient arrivés par paquebots entiers, et que, si les Noirs ne réagissaient pas énergiquement, ainsi qu'étaient en train de le faire les kamerunais, toute l'Afrique Noire serait décimée. De nombreux clients des « *Trois mousquetaires* » écoutaient, passionnément, ce Monsieur. Un autre avait déclaré, pour sa part, que ce virus était la suite de la terrible grippe qui avait fait d'innombrables morts l'année d'avant, et que les populations avaient dénommée « cha-cha-cha ». Etant donné que les Noirs n'étaient pas tous morts de cette épidémie, c'est pourquoi les Blancs avaient décidé de rendre désormais leurs enfants stériles. Ainsi, le résultat serait le même.

Au bout d'un moment, Akamba avait fini par ne plus écouter ces balivernes et avait

demandé à Kédi, tout comme aux autres militants du M.E.K. de réfléchir à l'ordre du jour de la rencontre du soir, au domicile du trésorier du parti, a quartier Madagascar. Au terme d'une longue concertation, ils avaient convenu de proposer un ordre du jour en trois points. Premièrement, récit de l'assassinat de Pango. Deuxièmement, débat sur les actions à mener. Troisièmement, divers. Avant de se séparer, Akamba, Kédi et les autres militants du M.E. K. avaient dressé une liste d'associations patriotiques à convier à la réunion du soir.

Chapitre XIV

Le centre-ville d'Etibli était en ébullition. Partout, les gens commentaient l'affaire du vaccin. Celle-ci avait même quelque peu relégué au second plan l'assassinat de Pango. « *Que nous veulent les Blancs ?* », entendait-on parci par-là. Akamba longea le mur de la poste, et s'y arrêta un moment pour parcourir les colonnes de « *Radio Presse* », le journal colonial qui y était affiché. C'est par ce journal que les populations d'Etibli avaient appris, le 2 septembre 1939, l'entrée en guerre de la mère-patrie, la France. Akamba se souviendra de ce jour-là. De nombreux Kamerunais, intoxiqués par les commerçants allemands demeurés au dans le pays, malgré la fin du protectorat germanique en 1916, se réjouissaient du retour de l'administration coloniale allemande, à la faveur du déclenchement de cette guerre. Il leur avait été dit que les Français allaient être battus, comme les autres fois, par les Allemands, et le pays allait redevenir un territoire allemand. Les colons français, devant cette perspective qui ne les enchantaient guère, avaient créé, au milieu de cette année-là, alors que se faisaient de plus en plus précises les menaces d'une nouvelle guerre avec l'Allemagne, une

association qu'ils avaient dénommée, « *Jeunesse Camerounaise Française* », *Jeucafra*. Celle-ci, dirigée par des Kamerunais, avait pour mission de mener, auprès des « *indigènes* », une campagne de refus de tout retour du pays sous domination allemande. Cette association avait eu fort à faire, car les « *indigènes* », quant à eux, semblaient plutôt se réjouir de cette évolution à rebours. Bien mieux, à la fin de l'année 1939, de nombreux Kamerunais germanophones ne s'exprimaient plus qu'en Allemand dans la rue, entre eux, et poussaient l'outrecuidance de s'adresser aux colons français, dans cette langue, pour les narguer. Ces actes de bravoure et de provocation se soldaient toujours, malheureusement, par une arrestation immédiate de ces impertinents individus. Mais, ceux-ci n'en avaient cure. Akamba se souvint qu'un jour, il avait été le témoin d'une scène de ce genre. Un Kamerunais, qui était en histoires avec un Blanc, lui avait craché, sur le visage, les quelques bribes de mots qu'il connaissait de l'Allemand. Il lui avait notamment dit : « *Achtung ! Ich bin très content que je m'étais été encore Deutschland dans bientôt* ». Le sang du Blanc n'avait fait qu'un tour. Celui-ci l'avait giflé sur le champ en hurlant : « *espèce de couillon ! moi je vais te faire voir ce qu'il en coûte de me parler cette langue de barbare. Tu vas voir, espèce d'escogriffe, Ich bin très content que je m'étais été encore Deutschland dans bientôt, tu vas voir, macaque !* » Après quoi, il lui avait botté le der-

rière avec rage, et avait appelé, à la rescousse, deux policiers qui se trouvaient non loin de là. Ceux-ci avaient aussitôt passé des menottes à l'impertinent « *indigène* », et l'avaient immédiatement conduit en cellule au Commissariat central. Akamba se souvint que c'est ce jour-là qu'il avait lu, pour la première fois, le nom d'Adolf Hitler. Le prénom Adolf lui était familier, car de nombreuses personnes, dans le pays, héritage du protectorat allemand, le portaient, tout comme d'autres prénoms germaniques : Hans, Hermann, Hagmann, Rudolf, Ludwig, Otto, Fritz, Wagner, Helmut, etc. Mais, le nom Hitler, il ne l'avait jamais entendu. Il se souviendra toujours, également, du jour où il avait lu dans les colonnes de « *Radio-Presse* », que le Maréchal Pétain avait signé l'armistice avec l'Allemagne, et que la mère-patrie, la France, avait été divisée en deux parties séparées par une « ligne de démarcation ». Il ne sait pas pourquoi, mais cette nouvelle l'avait quelque peu attristé. Lui, il n'était pas d'avis que le retour du pays sous domination allemande allait se traduire par un adoucissement des mauvais traitements que les Blancs infligeaient aux Noirs. Les Blancs sont les Blancs. Qu'ils soient Allemands, Français, Grecs, Libanais, ou autres, ils sont des Blancs, ils maltraitent et méprisent les Noirs d'égale manière. En conséquence, il avait toujours refusé de joindre sa voix à celles de ces nombreuses personnes qui se réjouissaient des

ennuis que connaissait la mère-patrie, face à l'Allemagne. Il se souviendra toujours, également, de l'arrivée d'un officier français du nom de Leclerc, dans le pays. Celle-ci n'avait pas été annoncée dans les colonnes de « *Radio-Presse* », car cet officier était un dissident et avait été envoyé dans le but de lever des troupes indigènes pour le compte d'un général, également dissident, refugié à Londres, et qui n'était pas encore célèbre : Charles de Gaulle. Lui, il avait vu ce Leclerc. C'était un bonhomme maigrichon, sans grand charisme. Il était vêtu d'un uniforme kaki. Il avait débarqué sur les berges du Wouri une certaine nuit du 26 août 1940. Il avait débarqué en pleine nuit parce qu'il venait faire un coup d'Etat. Il était arrivé avec le grade de commandant. Mais, étant donné que les autres haut-gradés militaires français étaient des colonels, il ne pouvait pas leur donner des ordres. Alors, il s'était auto-proclamé colonel. Ainsi, les autres colonels français pouvaient se mettre au garde-à-vous devant lui. C'est ainsi qu'il les rallia au général de Gaulle, contre l'avis de nombreux colons d'Etibli Bivindi. Il avait la force des armes, avec lui, ceux-ci n'avaient que leurs bouches pour émettre des protestations. C'était donc un coup d'Etat qu'avait perpétré Leclerc, pour rallier le pays à Charles de Gaulle.

Akamba se remémora la déclaration de Charles de Gaulle, placardée sur tout le mur

de la poste centrale. Il l'avait tellement lue qu'il avait fini par la retenir par cœur.

« Discours du Général de Gaulle du 29 août 1940

Le 26 août 1940, le Territoire du Tchad s'est rallié aux forces françaises libres sous l'impulsion de son Gouvernement et de son commandement militaire.

Le 27 août, le Kamerun, dans un immense mouvement de foi, d'ordre et de discipline, s'est spontanément placé sous la direction de mes représentants. Ceux-ci assument directement l'administration du mandat français et du commandement des troupes.

Hier, 28 août à Brazzaville, capitale de l'AEF, mon représentant a été acclamé par toute la population, obéi par toutes les troupes, et a pris en mains les pouvoirs civils et militaires.

Ainsi, menacé par les convoitises de l'ennemi allemand et italien, placé par cet abominable armistice, dans une situation économique sans issue, tout l'ensemble des colonies de notre Afrique Equatoriale est rentré dans la guerre. Cette vaillante partie des terres françaises a décidé de se défendre, elle sera défendue sans aucun doute. D'autres parties vont prendre le même chemin, l'empire français se lève pour faire la guerre, dans cette guerre mondiale et totale où tout compte.

L'empire français est un faisceau de forces capitales, par sa nombreuse population, par les vastes ressources de ses colonies. Il reste à la France de très importants atouts dans cette

lutte. Le crime de l'armistice, c'est d'avoir capitulé comme si la France n'avait pas d'empire.

Le crime de l'armistice c'est d'avoir méconnu les forces immenses et intactes que nous gardons dans l'empire. Le crime de l'armistice, c'est d'avoir désarmé l'empire pour que l'ennemi puisse en disposer.

Eh bien ! la France libre ne veut pas de ce soit-disant armistice, et il est nul et non avenu pour elle. Il a été conclu par des chefs indignes qu'elle ne reconnaît pas. La guerre continue entre la France et ses ennemis par l'empire français, et reprendra un jour activement sur le territoire métropolitain, en attendant qu'elle passe sur le territoire de l'ennemi.

J'appelle au devoir chaque terre française pour l'honneur de la défense nationale, j'appelle aux armes l'armée, la marine, l'aviation française. Il reste de la gloire à cueillir pour nos drapeaux.

J'appelle à la guerre, à l'honneur et à la libération tous les Français où qu'ils se trouvent.

Nous ne périrons pas. Nous sortirons de là. Nous gagnerons la guerre.

FRANCE, EN AVANT ! »

Akamba parcourut les colonnes de « *Radio-Presse* », et n'y retint rien de particulier. Il poursuivit sa route. Il s'engagea dans la rue conduisant au village de Mvog-Mbi. Il passa, chemin faisant, devant le dépôt de vin rouge C.D.B. La traduction de ce sigle était, « *Caves de Bordeaux* ». Mais, les Noirs l'avaient plutôt traduit par « *Kamerun doit boire* ». C'était le tout premier vin rouge que les colons les avaient autorisés à consommer. Avant la guerre, il

était interdit aux Noirs de goûter au vin rouge. C'était une boisson réservée aux Blancs. Les Noirs, pour leur part, buvaient, soit du vin de palme, soit un dangereux tord-boyaux dénommé « *arki* », et distillé à base de maïs, soit un autre, toujours à base de maïs, dénommé « *kpwata* ».Mais, pour dire vrai, les « *évolués* » ne consommaient pas ces breuvages aux doses d'alcool extrêmes. C'étaient les authentiques « *indigènes* » qui en raffolaient. Les « *évolués* », tels que Akamba, buvaient de la bière. La fin de la guerre est venue tout changer. Elle a, en quelque sorte, « *démocratisé* » la consommation d'alcool. A la faveur de celle-ci, les Noirs pouvaient désormais boire du « *Rhum Negrita* », du «*Rhum St James* », du « *Rhum des plantations* », du « *Johnny Walker* », du « *Gin* », de la « *Vodka* », du « *Cognac* », et, naturellement, du vin rouge.

En songeant à toutes ces discriminations, Akamba poussa un soupir. « *Vivement l'indépendance* », conclut-il intérieurement.

Chapitre XV

Mvog-Mbi était un petit village situé, en hauteur, à la périphérie d'Etibli Bivindi. Il était traversé par une route qui conduisait à Vimly, dans le Sud du pays. C'était également la route de la Guinée Espagnole et de la colonie française du Gabon. A côté de Mvog-Mbi, se trouvait un autre village appelé Mvog Atanagana Mballa. Akamba y avait vécu des années durant, car sa mère en était originaire. Il éprouvait toujours un immense plaisir à y retourner. C'était l'occasion pour lui de revisiter les sentiers et les arbres fruitiers de son enfance. Lorsqu'il arrivait, tout le monde l'appelait, affectueusement, « *ndié* », un petit nom par lequel les oncles maternels appellent les neveux, et vice-versa.

Lorsqu'Akamba parvint à Mvog Atangana Mballa, les cases du village étaient désertes, tout le monde étant parti aux champs, à l'exception de l'une d'elle, celle du vieux Essono. Akamba s'y dirigea, et y pénétra après avoir frappé à la porte et s'être annoncé.

— Oh ! *Ndié* ! C'est bien toi ? s'enquit Essono.

— Oui, c'est bien moi, répondit Akamba.

— Oh ! Mais, n'es-tu pas allé au travail ce matin ?

— *Ndié*, les élèves ont déserté l'école.

— Et pourquoi donc ?
— Une forte rumeur secoue la ville, celle selon laquelle les Blancs seraient en train de vouloir, à travers un vaccin, rendre stériles nos enfants. Alors, ce matin, lorsque les infirmiers sont arrivés à l'*Ecole Régionale*, tous les élèves ont pris la fuite.

Essono éclata de rire.

— Je suppose que ce n'est pas vrai ? s'enquit-il.
— Naturellement, répondit Akamba.

Le vieux Essono avait été à l'école à l'époque allemande. Il exhibait ainsi fièrement, le diplôme qu'il avait obtenu, et qui équivalait au *Certificat d'Etudes Primaires Elémentaires* de l'école française. Il se prénommait, comme de nombreuses personnes, Hans. Il vouait un véritable culte à l'Allemagne, bien qu'il n'y avait jamais mis les pieds. Il estimait que les Allemands étaient supérieurs aux Français, et déplorait, profondément, le fait que la guerre fut remportée par la France. Il se consolait en estimant que, sans l'apport des Noirs d'Afrique, l'issue de la guerre n'aurait pas été celle-là. Lui-même n'y avait pas été. Il avait échappé, de justesse au recrutement, pour cause de maladie. Il avait passé toute l'année 1939 et 1940 au lit, atteint d'une maladie grave que les médecins n'étaient pas parvenus à identifier. Toutefois, ceux-ci lui administraient machinalement, des antibiotiques, et, finalement, il était parvenu à recouvrer sa santé. Il avait

deux frères cadets, qui avaient tous deux été recrutés, et avaient combattu en Indochine contre l'armée de Ho Chi Minh. L'un d'eux y était décédé. L'autre en était revenu estropié. Il avait sauté sur une mine, et sa jambe en avait été broyée. Il n'y avait plus rien d'autre à faire que de l'amputer.

Le vieux Hans Essono n'avait jamais pu faire le deuil de son frère. Il continuait à pleurer sa disparition survenue il y avait déjà trois ans. Celui-ci était mort dans la province du Tonkin, aimait-il répéter, tué par les Français qui le lui avaient arraché, un matin, dans ce village, alors qu'il revenait de la chasse. Il nourrissait de ce fait une très grande haine envers la France et les Français.

— *Ndié* ! l'appela Akamba, en s'asseyant à ses côtés, dans son salon.

— *Ndié* ! répondit-il.

— Ce soir, nous tenons une importante réunion, à la suite de l'assassinat du boy de Valudier, il y a quelques jours.

— Ah bon !

— Oui.

— Où donc ?

— Chez le trésorier du M.E.K., au quartier Madagascar, à partir de 19 heures. Si tu disposes d'un peu de temps, je t'y invite, ainsi que tous mes autres oncles maternels, ici, à Mvong Atangana Mballa.

— Oui, j'y serai. J'ai appris l'assassinat de ce boy. C'est révoltant. Si cela avait été un Blanc

qu'un Noir avait ainsi assassiné, les Blancs nous auraient tanné la peau. Je me souviens, il y a tout juste six ans, en 1949, au mois de septembre, une Américaine avait été assassinée chez les Bulu, à Ebolenji. Les Blancs avaient organisé une rafle gigantesque qui était arrivée jusqu'ici, dans notre hameau de Mvog Atangana Mballa. Tout Etibli avait été fouillé, de fond en comble, à la recherche de l'auteur de ce crime qui ne s'y était même pas produit. Par bonheur, le meurtrier avait été découvert. Il s'agissait d'un autre Blanc, qui tenait une scierie non loin d'Ebolenji. Mais, *ndié*, crois-moi, cela nous en a coûté d'avoir porté cette peau qui est la nôtre, pendant les deux jours au cours desquels la police avait été à la recherche du meurtrier. D'innombrables Noirs avaient été passés à tabac, torturés, dans les locaux du Commissariat central.

Akamba se souvient de cette affaire. La dame était une missionnaire. Elle s'appelait Mrs Cozzens. Elle vivait à Ebolenji avec son époux, Mr Cozzens, un grand bâtisseur. C'est ce Monsieur qui avait construit la totalité des chapelles de la *Mission Protestante Américaine du Kamerun*, Djoungolo, Metet, Elat, etc. Elle était, certes, de nationalité américaine, mais d'origine allemande. Elle était, probablement pour cette raison, opposée à la colonisation française. Dès son arrivée à Ebolenji, elle avait entrepris d'organiser les Noirs en vue de la lutte pour l'indépendance. Elle avait notam-

ment créé l'association des femmes de l'*Eglise Presbytérienne Américaine* et en avait fait un puissant instrument de conscientisation des femmes de la région d'Ebolenji. Elle avait, également, contribué à la création d'une association purement politique qu'elle avait dénommée « Efulameyong », que l'on pourrait traduire, en Français, par « *Les peuples unis* ». L'idée à l'origine de cette association était, selon elle, que tant que les peuples de la région d'Ebolenji lutteront, séparément, contre le colonialisme, ils n'en sortiront pas victorieux. En revanche, regroupés, ils y parviendront. Elle sillonnait la région d'Ebolenji à longueur d'année à diffuser ses idées progressistes, à prôner la libération des Noirs, à les encourager à réclamer leur indépendance. A la veille de la visite d'une mission des Nations Unies au pays au mois d'octobre 1949, alors qu'elle avait incité les Noirs à rédiger de nombreuses pétitions réclamant la levée de la tutelle de cet organisme sur le Kamerun, un colon français du nom de Maignan, avait décidé de mettre fin à son activisme qui causait du tort aux intérêts français dans le pays. Profitant de l'absence de son mari qui était en Guinée Espagnole en train de construire une chapelle, il avait pénétré, par effraction, dans son domicile, et lui avait tranché la gorge avec un scalpel. Une fois son forfait commis, il l'avait allongée dans son lit, comme si elle dormait, et s'était enfui. Au petit matin, la femme de ménage de Mrs

Cozzens, l'avait découverte, sans vie, dans cette position, et avait aussitôt donné l'alerte dans le camp des missionnaires américains. La répression qui s'était abattue sur les Noirs d'Ebolenji, avait été sans précédent. La police et la gendarmerie estimaient que le Noir qui avait commis ce crime, pourrait être tenté de quitter, nuitamment, Ebolenji. Mr Cozzens informé de l'assassinat de son épouse, était immédiatement retourné à Ebolenji. Au vu de la dépouille mortelle de celle-ci, il avait demandé que l'on laissât en paix les Noirs. Si le meurtre avait été le fait de l'un d'eux, l'arme du crime aurait été une machette. Son épouse aurait été véritablement amochée, car les Noirs sont violents. La gorge de celle-ci était beaucoup trop « scientifiquement » tranchée, pour que ce puisse être l'acte d'un Noir. Il conseilla plutôt aux policiers de s'intéresser à la communauté française d'Ebolenji, elle seule pouvait attenter à la vie de son épouse, compte tenu de son activisme politique, de son engagement aux côtés des Noirs.

— Qui d'autre sera présent, s'enquit Essono ?

— Tout Etibli Bivindi progressiste est convié à cette réunion de protestation.

— Ce sera donc quelque chose de grandiose, car les Kamerunais qui en veulent aux Blancs sont, actuellement, indénombrables. Même ceux qui bénéficient de leurs prébendes leur en veulent. Mais, *ndié*, dis-moi, disposez-vous des

moyens d'organiser, véritablement, cette protestation à laquelle tu fais allusion ?
— Je le pense, répondit Akamba, sans la moindre hésitation.
— Et qu'êtes-vous en mesure de faire ? Les Blancs contrôlent tout. Ils ont des armes, des policiers, des gendarmes, des miliaires, mais vous, vous n'avez que vos mains toutes nues et si frêles. Je te repose la question : qu'êtes-vous en mesure de faire aux Blancs ?
— *Ndié*, tu me déçois, tu me déçois considérablement. N'as-tu pas juré de venger la mort de ton frère survenue en Indochine ? N'as-tu pas juré de te venger contre les colons français ? Ne me l'as-tu pas répété à plusieurs reprises ? Pourquoi, à présent que l'occasion se présente de tout simplement protester, te mets-tu à reculer ?
— *Ndié*, je ne recule pas, crois-mois, je ne recule pas. Je pose simplement des questions, car je voudrais que tu m'apportes des réponses satisfaisantes, voilà tout. Tu sais, un jour, alors que la volaille se trouvait dans la basse-cour en train de picorer des gains, un coq avait décidé de venger tous les coqs que l'homme avait déjà tués depuis que les coqs et les hommes cohabitent. Pour cela, il avait choisi d'aller piquer, avec son bec, le pied de l'homme. Les autres coqs lui avaient aussitôt posé la question suivante : et si l'homme venait à mourir, as-tu songé à ce qui se produirait ? Réponse du coq : il serait inhumé, et les autres hommes com-

prendront que le coq, malgré sa petite taille, est capable de colère, est en mesure de tuer également l'homme. En conséquence, il faudrait que l'homme cesse de tuer des coqs. Tu ne sais pas de quoi tu parles, ne pique pas le pied de l'homme avec ton bec, tu ne sais pas le cataclysme qui se produirait, lui répondirent les autres coqs. Les jours passèrent. Un matin, le coq recommença à menacer d'aller piquer le pied de l'homme. Pendant qu'il était en train de caqueter, un homme vint justement à passer. Le coq bondit de la basse-cour, et, dans une course effrénée, rattrapa l'homme. Aussitôt, d'un coup de bec, il lui piqua le pied. L'homme en fut mortellement blessé, et, dans la soirée, rendit l'âme. Le coq rentra, triomphant, dans la basse-cour, raconter son exploit aux autres coqs. Ceux-ci posèrent les mains sur la tête et se mirent à pousser des cris d'épouvante. Ils lui répondirent : « *l'homme est mort, tu vas donc voir, de tes propres yeux, à présent, ce qu'il va advenir de nous* ».

La nouvelle de la mort de l'homme se répandit, comme une traînée de poudre, dans toute la contrée. Des dizaines et des dizaines de personnes, éplorées, se mirent à déferler dans le village, pour les funérailles. Qu'allaient-elles manger ? Du poisson, bien sûr, du gibier, bien sûr, mais, aussi, et surtout, du coq. Au fur et à mesure qu'elles arrivaient, les coqs étaient pourchassés partout, impitoyablement, dans le village et massacrés. Lorsque le coq qui

avait piqué mortellement l'homme fut attrapé, ceux qui, pour quelques temps encore, demeuraient encore en vie, se contentèrent de lui dire, dans une voix pleine de reproches : « *ne t'avons-nous pas prévenus ?* » A la tombée de la nuit, il n'existait plus un seul coq en vie dans le village. *Ndié*, ce que vous vous apprêtez à faire, n'est-ce pas semblable à ce que le coq avait fait ?

Chapitre XVI

Le quartier Madagascar avait connu un afflux de personnes inhabituel. On aurait dit qu'une bonne moitié des habitants noirs d'E-tibli s'y était déportée. La mobilisation de la population effectuée par les militants du M.E.K. avait été une réussite. Akamba en éprouvait une grande satisfaction. Dans le même temps, il fut en proie à quelque inquiétude. Tant de gens pouvaient-ils être conviés à la réunion que le parti s'apprêtait à tenir, sans que la police coloniale n'en fût pas au courant ? Il rangea sa bicyclette dans un coin de la concession de Koudjo, le trésorier du parti, en se faufilant entre les gens. Il regarda sa montre-bracelet pour en lire l'heure. Il était 7 heures du soir. Il avait été ponctuel. Les gens devisaient entre eux, en attendant l'ouverture de la réunion. Il chercha Kédi des yeux. Il l'aperçut en pleine discussion avec l'hôte de la rencontre. Il se faufila de nouveau entre les gens pour le rejoindre. Après qu'ils se furent tous les trois salués, Koudjo lui confia que la réunion n'allait pas tarder à commencer. Aussitôt, celui-ci claqua des mains plusieurs fois, en direction de la foule. Le silence s'établit dans celle-ci. Il entama un chant en langue locale.

Oh ! papa, papa
Pourquoi m'as-tu quitté
Oh ! papa, papa
Pourquoi es-tu parti
Je te cherche partout
Mais je ne te vois plus
Oh ! papa, papa
Pourquoi m'as-tu quitté

Une partie de la foule reprit le chant en chœur, et des battements de tambours enchaînèrent. Le tout se mit à produire un véritable vacarme. Koudjo prit Kédi et Akamba par les bras, et les fit pénétrer dans sa maison. Ils en ressortirent, tous les trois, par la porte arrière et pénétrèrent de nouveau dans une autre maison, située un peu plus loin, au fond du quartier. Ils y trouvèrent une trentaine de personnes, hommes et femmes, assises, en train de deviser également. A leur vue, elles se turent. Akamba en reconnut plusieurs. Il y avait Likeng, l'ancien combattant frondeur, Mme Omog, grande militante de *l'Union Démocratique des Femmes du M.E.K.*, Fritz Fosso, président de la *Jeunesse Démocratique du M.E. K.*, Paul Matouké, président *Syndicat des cheminots* d'Etibli Bivindi, Marie Ateba, présidente de *l'Association des vendeuses du Marché central*, Salatou Yaya, président de *l'Association des tailleurs du quartier des briquettes*, Belibi Amougou,

chef du village d'Ekoudou, Hans Essono, son oncle maternel, etc.

— Vous avez mon salut patriotique, leur lança Akamba. Tous acquiescèrent.

Koudjo invita Kedi et Akamba à prendre place, à ses côtés, face à tout ce monde, puis il prit la parole.

— Mes frères et mes sœurs, chers camarades, nous sommes, ici, je le pense, en relative sécurité. J'ai fait venir tout ce monde que vous avez vu dans ma concession, pour faire diversion. Tous ces gens savent que nous avons réunion, et que celle-ci ne va pas tarder à commencer. Alors, en attendant, je les fais chanter, pendant que du « *arki* » leur est servi. Ils s'enivreront rapidement, et oublieront qu'ils étaient venus pour une réunion. Pendant ce temps, nous tiendrons, tranquillement, celle-ci, ici, à l'insu de tout le monde. Les mouchards qui sont nombreux dans la foule, ne soupçonneront jamais que notre concertation est en train de s'effectuer. Ils ne pourront, en conséquence, pas alerter la police afin qu'elle vienne nous empêcher de préparer notre riposte, suite à l'assassinat de ce pauvre Pango. Je passe la parole à Kédi.

— Bonsoir tout le monde, enchaîna Kédi, après s'être éclairci la voix. Nous devrions commencer par le *Chant de ralliement*. Mais, nous devons faire le moins de bruit possible, pour ne pas attirer l'attention des gens, sur ce qui se passe ici, conformément au stratagème

conçu par le camarade Koudjo. Comment est mort le pauvre Pango ? A la suite d'un assassinat. Valudier, le Blanc le plus raciste de tout Etibli, l'a abattu tel un chien. Il est de notre devoir de ne pas laisser impuni ce crime, qui n'est rien d'autre qu'un de plus du colonialisme dans notre pays. Pour ma part, je préconise que nous formions un cortège, demain, pour aller retirer le corps du regretté Pango, là où il a été jeté, à l'Hôpital Central. Ensuite, que nous défilions, avec lui, à travers la ville d'Etibli, afin que les colons ressentent notre mécontentement. Enfin, après avoir effectué le tour de la ville, nous procéderons à son inhumation, au cimetière indigène. Voilà, mes frères et mes sœurs, comment je suggère que nous agissions demain.

Kédi se tut. L'assistance demeura, un long moment, silencieuse. Puis, des doigts commencèrent à se lever.

— Je suis d'accord avec ce programme. Toutefois, j'aimerais y apporter une toute petite modification. Plutôt que de défiler, simplement, à travers la ville d'Etibli, je suggère que nous portions le corps du regretté Pango devant le Haut-commissaire, Roland Pré, la plus haute autorité française dans notre pays.

— Pour ma part, je partage le point de vue du camarade qui vient de s'exprimer. Je voudrais rajouter que nous devrions défiler, à travers la ville, en chantant notre hymne à nous, le *Chant de ralliement*. C'est le moment pour nous de

l'officialiser. Nous devons cesser de nous cacher pour le chanter. Je me lève, à présent, et le chante, malgré les prévenances justifiées de Koudjo.

O Cameroun berceau de nos ancêêêêêtreeee-eeeeeeeeees

(Toute l'assistance se leva et entonna le chant)

O Cameroun berceau de nos ancêtres
Autrefois tu vécus dans la barbarie
Comme un soleil tu commences à paraître
Peu à peu tu sors de ta sauvagerie
Que tous tes enfants du Nord au Sud
De l'Est à l'Ouest soient tout amour
Te servir que ce soit leur seul but
Pour remplir leur devoir à jamais

Refrain

Chère patrie terre chérie
Tu es notre seul et vrai bonheur
Notre joie et notre vie
A toi l'amour et le grand honneur

Tu es la tombe où dorment nos pères,
Le jardin que nos aïeux ont cultivé.
Nous travaillons pour te rendre prospère.
Un beau jour enfin nous serons arrivés
De l'Afrique sois fidèle enfant,
Et progresse toujours en paix,
Espérant que tes jeunes enfants,

T'aimeront sans bornes à jamais.

Refrain

Chère patrie terre chérie
Tu es notre seul et vrai bonheur
Notre joie et notre vie
A toi l'amour et le grand honneur

— Merci, merci mes frères, d'avoir accepté d'entonner le *Chant de ralliement* avec moi.

Il s'assit aussitôt. Toute l'assistance s'assit également de nouveau.

— Chers camarades, mes frères et mes sœurs, nous nous trouvons, actuellement, au mois de mai. Ce n'est qu'au mois d'octobre, c'est-à-dire dans cinq mois, que les Nations Unies dépêcheront, une nouvelle mission dans notre pays. C'est beaucoup trop long. Ainsi que Ruben Um Nyobè nous l'a appris, le leader incontesté de notre lutte pour la liberté, en notre qualité de territoire sous tutelle des Nations Unies, d'adresser au Conseil de Tutelle de cette organisation des pétitions pour nous plaindre des mauvais traitements que nous subissons de la part des colons. La mort de Pango, ce pourquoi nous sommes rassemblés en ce moment dans cette salle, est l'occasion pour nous de rédiger une pétition de plus, et d'adresser celle-ci au Conseil de Tutelle, ainsi que nous le faisons depuis le retour du premier voyage de Ruben Um Nyobè à New York, au mois de décembre 1952. En conséquence, je

suggère qu'il soit constitué, ici, maintenant, un comité de rédaction de cette pétition, que nous devons tous signer. J'en ai terminé.

— Mes chers amis, chers camarades de lutte pour la liberté de notre peuple, après vous avoir écouté parler, permettez-moi de vous rappeler le proverbe suivant : « *l'éléphant avale de grosses touffes d'herbes, parce qu'il est doté d'un immense anus* ». Quant à vous, cette touffe d'herbe que vous vous apprêtez à avaler, en ce moment, comment la ferez-vous ressortir par vos minuscules anus ?

Une autre personne prit la parole.

— Je me permets de vous énoncer cet autre proverbe, en accord avec l'orateur qui vient de me précéder : « *si tu ne disposes pas de fesses pour danser la danse des fesses, ne l'entame point* ».

Une autre encore.

— Toujours dans le même ordre d'idée, mes frères, « *lorsque la machette n'est pas faite pour l'abattage, la sagesse recommande de la ranger prudemment dans la hotte* ».

— « *Le rat se meut aisément sur les mottes de terre, le lièvre dans la clairière, le monstre attrape les abeilles avec ses mains et les mange* », ce que vous venez de décider de faire, en êtes-vous capables ?

– « *L'épervier tournoie, en l'air, étant assuré d'attraper des poussins ; quant à l'hirondelle, dans quel espoir tournoie-t-elle ?* »

– « *Il ne faut point chatouiller l'éléphant qui balance paisiblement sa queue au pied de l'arbre, car sa colère est terrible* ».
— Mes frères, moi aussi je puis vous énoncer ce proverbe, reprit Kédi : « *si tu vois le chimpanzé tenter de grimper sur un baobab, sache qu'il y parviendra* ».
D'autres personnes abondèrent dans son sens.
— J'en dispose également d'un : « *le grain de maïs a beau étouffer le poussin, ce dernier n'en mourra point. Au bout du compte, il l'avalera* ».
— Moi aussi, j'en ai un : « *on ne saurait fuir l'éléphant au seul son terrifiant de son barrissement* ».
Akamba s'éclaircit la voix, et énonça aussi un proverbe.
— « *L'aigle avait tellement pourchassé le pinson que ce dernier avait fini par se cacher dans le feuillage d'un arbre. L'aigle ne le voyant plus, était venu souffler, quelque peu, au pied de cet arbre. Le pinson s'était alors jeté sur lui, avec l'énergie du désespoir, et l'avait tué* ».
Kédi enchaîna de nouveau.
— Goliath était un géant qui terrorisait tout le monde. Mais, le petit David, avec un lance-pierres, l'avait tué.
Likeng se leva.
— Je me placerai en tête du cortège. En ma qualité d'ancien combattant, moi, les Blancs ne me font pas peur. C'est moi qui porterai le cercueil de Pango, demain, avec qui voudra, et

nous ferons le tour d'Etibli, puis nous irons chez cette canaille de Roland Pré, lui présenter ce crime de plus du colonialisme français chez nous. J'ai risqué ma vie, en Afrique du Nord, pour libérer la France, pourquoi ne la risquerai-je pas pour libérer mon propre pays ?

Un tonnerre d'applaudissements accompagna les propos de Likeng. Mme Omog prit la parole.

— Qu'êtes-vous donc, des hommes ou des femmes? Quelle est cette trouille que vous avez des Blancs ? Quel est cet esprit de résignation qui vous habite ? Comment viendrons-nous à bout du colonialisme, si nous fuyons l'affrontement avec les Blancs ? Pensez-vous que leur joug prendra fin par nos simples prières dans les chapelles et les mosquées ? Pour ma part, je serai avec Likeng, à ses côtés, pour montrer aux colons ma détermination à me libérer de la tyrannie.

Des applaudissements nourris se firent de nouveau entendre. Marie Ateba se leva.

— En ma qualité de présidente de *l'Association des vendeuses du marché central*, je ne peux que me placer aux côtés de Likeng. Vous ne savez pas, vous les hommes, vous, nos maris, ce que nous subissons comme vexations, quotidiennement, au marché central, de la part des femmes blanches. Cette marche, peut-être, n'aboutira à rien. Mais, à travers elle, les Blancs comprendront, malgré tout, que nous désapprouvons la manière dont ils nous traitent.

Paul Batouke se leva.

— Si les cheminots ne s'étaient pas mis en grève, au mois de septembre 1945, à Madiba, nous n'aurions pas obtenu une amélioration de nos conditions, à la fois de travail et d'existence. Je comprends la peur qui habite certaines personnes ici présentes dans la salle. En 1945, nous nous étions lancés dans des revendications pacifiques. Mais, les Blancs, pour leur part, ont pris des armes, ont tiré sur nous, et plusieurs de nos camarades sont morts. De même, il n'est pas à exclure que demain, lorsque nous défilerons avec le cercueil de Pango, les Blancs ne fassent de nouveau usage de leurs armes, et tuent de nouveau certains d'entre nous. Je ne suis pas un adepte du sang qui se verse. Mais, en même temps, faut-il rappeler que l'histoire n'avance que par le sang ? Les Blancs, eux-mêmes, pour instaurer leur loi dans notre pays, n'ont-ils pas décimé des contrées entières, pendu d'innombrables personnes, parmi lesquelles, nos chefs de villages ? L'arrivée des Blancs, au Kamerun, s'est-elle faite pacifiquement ? Alors, leur départ se fera aussi par le feu et le sang. Soyons prêts à mourir pour notre liberté. Ce sera demain, après-demain, dans combien de temps, je ne sais pas, mais, c'est le prix que nous devrons payer pour que nous soyons enfin libres.

Belibi Amougou se leva.

— Les propos de Batouké me vont tout droit au cœur, en ma qualité de chef du village

d'Ekoudou. Mon grand-père avait été pendu, haut et court, par les Allemands. Son frère cadet, également. La rencontre entre l'homme blanc et nous s'est produite par les larmes, le sang. Que nul ne vous trompe. La séparation se fera, également, par le sang. De quoi Pango est-il mort ? De son statut de Noir, « d'indigène », qui revendiquait un mieux-être, davantage de considération de la part de son maître, le nommé Valudier. Belibi Amougou se trouvera aux côtés de Likeng, accompagné de tout son village, le village d'Ekoudou, et de tout son peuple, le peuple Mvog Ada. Mes frères et mes sœurs, ce n'est pas parce que la nourriture est succulente, que l'on devrait s'éterniser à table. J'en ai terminé.

Hans Essono se leva à son tour. Il parcoura l'assistance du regard.

— Que les gens, à gauche, à droite, m'écoutent !

— Nous t'écoutons ! répondit l'assistance.

— Que les gens, du Nord au Sud, m'écoutent !

— Nous t'écoutons ! répondit de nouveau l'assistance.

— Que les gens, de l'Est à l'Ouest, m'écoutent !

— Nous t'écoutons !

— Que les gens, de haut en bas, m'écoutent !

— Nous t'écoutons !

Hans Essono arbora un immense sourire de satisfaction. Il fit plusieurs pas en tournant en rond et en survolant de nouveau du regard

l'assistance. Puis, au bout d'un moment, il s'arrêta de marcher, et adopta un air grave.

— Je me nomme Hans Essono. Je suis un notable du village de Mvog Atangana Mballa. Lorsque mon fils, ici présent, j'ai nommé Akamba, est venu me parler de cette réunion, en m'invitant à y assister, mon cœur a été traversé par une grande inquiétude. Quelle était-elle ? Serons-nous en mesure d'égratigner l'homme blanc ? Et, si oui, que nous fera-t-il, en retour ? Qu'est-ce que cela nous coûtera-t-il ? Il y aura-t-il encore âme qui vive parmi nous ? Ne serons-nous pas totalement décimés ? Toutes ces questions m'ont traversé l'esprit et, mes frères et mes sœurs, j'en ai pris peur. L'homme blanc est redoutable. Mais, ainsi que l'a rappelé, fort opportunément, l'un des orateurs m'ayant précédé, faudrait-il pour autant fuir l'éléphant au seul son terrifiant de son barrissement ? Faudrait-il fuir les fantômes simplement parce que la nuit est d'encre ? Un jeune homme et une grand-mère, en voulant rejoindre le village, s'étaient égarés dans la forêt. Ils avaient aussitôt construit une hutte pour la nuit, afin de reprendre la recherche du chemin qui conduit au village, le lendemain. La nuit tombée, ils s'étaient couchés, et s'étaient endormis. Au bout d'un certain temps, le jeune homme s'était réveillé, convaincu que le jour n'allait plus tarder à se lever. Puis, il s'était mis à attendre, longuement, sans que le moindre rayon de soleil ne pointât à l'horizon.

Il en fut fort intrigué. Il tenta de se rendormir. En vain. Son corps avait épuisé toute la fatigue qu'il y avait en lui, et n'avait plus besoin de repos. Il recommença à attendre, à attendre, à attendre, toujours pas le moindre rayon de soleil à l'horizon. Il s'en inquiéta, et s'en ouvrit à sa grand-mère qui était déjà, égale-ment, réveillée. Celle-ci se contenta de sourire, et lui répondit : « *fiston, c'est toi qui détient le lever du jour* ». Le jeune homme recommença à attendre, à attendre, à attendre. En vain. « *Grand-mère, quand le jour se lèvera-t-il ? En temps normal, il devrait déjà être midi* ». La grand-mère sourit de nouveau, et lui redit : « *fiston, c'est toi qui détient le lever du jour* ». Alors le jeune homme dit à la grand-mère : « *j'ai peine à croire que c'est moi qui détient le lever du jour, et si tel est le cas, que me faudrait-il faire pour que le jour se lève enfin ? Je suis fatigué de la nuit* ». Alors, la grand-mère lui répondit : « *prends-moi dans tes bras, et le jour se lèvera* ». Aussitôt dit, aussitôt fait. Les rayons de soleil, peu de temps après, inondèrent la forêt. Celle-ci se mit à briller comme si mille soleils y étaient descendus, étaient venus s'y promener. Mes frères et mes sœurs, il ne dépend que de nous, pour que mille soleils brillent, également, sur le Kamerun, pour que nous devenions des hommes libres. Après avoir autant parlé, ne devrais-je pas me retirer ?

— C'est bien cela, répondit en chœur l'assistance.

Salatou Yaya se leva.
— A salamalekum ! dit-il.
— Malekumsala ! répondit l'assistance.
— Les tailleurs du quartier des briquettes ne peuvent faire autrement que de se trouver, demain, aux côtés de Likeng. Nous n'avons pas connu Pango. Mais, qu'importe. Nous sommes tous des Pango. Il a été tué parce qu'il portait la même couleur de peau que la nôtre, la couleur noire. Allah, le très miséricordieux, sera avec nous, et tout se passera très bien.

Un des premiers orateurs se leva de nouveau.
— Mes frères et mes sœurs, je vous ai suggéré de désigner un groupe de personnes pour rédiger une pétition à adresser au Secrétaire général des Nations Unies à New York. Il faudrait que nous le fassions à présent.

Kédi prit la parole.
— Tout le monde a entendu ce que vient de dire le camarade. Que des doigts se lèvent. (*Aussitôt après, cinq doigts se levèrent successivement*). Très bien. Tous les cinq, plus le camarade qui en a fait la proposition, retirez-vous dans un coin de la salle, pour rédiger la pétition. Lorsque vous aurez fini de le faire, vous nous la lirez, et, si son contenu nous semble satisfaisant, nous allons tous la signer, et celle-ci sera adressée au Secrétaire général des Nations Unies, M. Dag Hammarskjöld, ainsi que Ruben Um Nyobè nous appris à le faire.

Chapitre XVII

Les gens, dans la concession de Koudjo, chantaient en buvant du « *arki* ». Des personnes entonnaient des chants, ainsi que l'avait fait Koudjo, et la foule enchaînait gaiement. Certaines, selon les chansons, se levaient et partaient danser au milieu d'une piste de danse improvisée, puis retournaient s'asseoir, une fois achevée la mélodie qui les avait fait se lever. D'autres demeuraient sur place et battaient la mesure avec leurs mains. L'ambiance était bon enfant, et la soirée se déroulait sans encombre. Une brise souffrait paisiblement, et venait rafraîchir l'atmosphère en caressant les visages des gens. La lune, dans le ciel, coquine, disparaissait de temps en temps derrière les nuages. Elle réapparaissait, aussitôt, toute souriante, et donnait l'impression de jouer à cache-cache avec les ténèbres. Ce spectacle était féerique.

Soudain, un autocar bleu-nuit de la police surgit, on aurait dit de nulle part, et vint se garer devant la concession de Koudjo. « *Le sans-payer !* », cria une voix forte. Aussitôt, plusieurs personnes, immédiatement, décampèrent, en se faufilant subrepticement entre les cases voisines de celles de Koudjo. D'autres se

mirent à ramper quasiment au sol, en profitant de l'obscurité, pour s'éloigner de cet endroit devenu tout d'un coup dangereux, puis, une fois à bonne distance, se levaient et détalaient. On ne voyait plus que leurs dos s'évanouissant progressivement dans la nuit. En un laps de temps, la foule fut diminuée de moitié, et un silence de cimetière s'y installa. Une dizaine de policiers descendirent, au pas de course, de l'autocar, matraques à la main. Le sauve-qui-peut fut alors général. Les gens partaient dans toutes les directions, les jambes à leurs cous, dans un tohu-bohu indescriptible. Seuls quelques téméraires demeurèrent sur place. Les policiers s'avançaient vers ceux-ci. « *Que se passe-t-il ici ?* », demande celui qui semblait être leur chef. « *Rien* », répondirent les gens. « *Comment rien ? Un tel attroupement en pleine nuit, et vous dites qu'il ne se passe rien ? Tout d'abord, vos cartes d'identités !* » Pendant que quelques policiers s'activaient à contrôler les pièces d'identités exigées, d'autres s'engouffrèrent dans la maison de Koudjo. Ils se mirent à en ouvrir rageusement les portes des chambres à coucher, et à les refermer, visiblement à la recherche de quelque personne. Pour leur malheur, la maison était désespérément vide. Ils revinrent sur leurs pas.

— Où est-il ? demanda leur chef.

— ...

— Où est-il ? C'est à vous que je pose la question.

— Qui ? s'enquit, avec courage, une des personnes à qui ils s'adressaient.
— Celui qui a organisé cette réunion clandestine ?
— Quelle réunion ? redemanda la personne.
— Quelle réunion ? Tu crois que nous ne sommes pas au courant de ce que vous faites ? Toi, toi, toi, et toi (*il désigna quatre personnes*), au poste de police. Bande d'abrutis !

Aussitôt, ses agents, avec empressement, passèrent des menottes aux quatre malheureuses personnes désignées, les poussèrent, sans ménagement, dans l'autocar et démarrèrent aussitôt en les emportant.

*

* *

Koudjo fit signe à l'assistance de se taire. Le vacarme que produisaient les gens dans sa concession, en chantant et en dansant tout en s'abreuvant de « *arki* », ayant, tout d'un coup, cessé.
— Eteignez les lampes tempêtes ! dit-il. Aussitôt, la salle où se tenait la réunion fut plongée dans le noir. Un silence de cimetière s'y installa. On aurait pu entendre les battements de cœurs des personnes qui s'y trouvaient.
— Il se passe quelque chose chez moi, dit à voix basse Koudjo, presque en chuchotant.

Tout le monde présent dans la salle se mit à tendre les oreilles pour tenter de capter le moindre bruit, la moindre parole, en provenance de l'extérieur. L'atmosphère était pesante. A l'évidence, la police avait été informée, par quelque indicateur, de la tenue de leur réunion, et était venue procéder à des arrestations. D'où le silence qui régnait subitement dans la concession de Koudjo. Le problème à présent était simplement de savoir si la police allait parvenir à découvrir le lieu exact de la tenue de cette réunion, autrement dit, là où Koudjo et ses amis se trouvaient en ce moment. Les minutes se mirent à s'égrener, lentement, péniblement, en prenant tout leur temps. Une personne, dans le noir, étouffa un éternuement. Tout le monde faillit lui tomber dessus. Il reçut néanmoins des reproches à voix-basse. Des pas d'homme se rapprochant de la maison plongée dans le noir jetèrent encore plus d'effroi sur les gens. Le bruit de ceux-ci résonna devant la porte. Bien qu'elle fut close, quelques personnes frôlèrent l'arrêt cardiaque. Par bonheur, les pas se mirent à s'éloigner, tout comme ils étaient venus, et la tension retomba dans la salle.

Une nouvelle alerte se reproduisit quelques instants plus tard. Des pas et des voix, cette fois-ci, recommencèrent à se rapprocher, ostensiblement, de la maison où se trouvaient les invités de Koudjo. La panique s'installa de nouveau parmi eux. Puis, ces voix et ces pas se

mirent à s'éloigner progressivement jusqu'à s'évanouir au loin. La tension baissa de nouveau dans la salle. Le silence complet y régna encore pendant un long moment. Puis, Kédi prit la parole.

— Camarades, dit-il à voix basse et dans le noir, inutile de continuer à nous terrer indéfiniment dans ce salon, ainsi que nous le faisons en ce moment. Je me propose de sortir pour m'enquérir de ce qui se passe dans la concession de Koudjo.

Quelques voix acquiescèrent, presque en murmurant. Likeng se proposa de l'accompagner. Il s'y opposa, en arguant que pour des impératifs de sécurité, il fut préférable qu'il s'y rendit tout seul. Hans Essono lui conseilla néanmoins de faire preuve de prudence. Koudjo en fit de même.

*

* *

Le « *sans payer* » avait laissé une dizaine de personnes dans la concession de Koudjo. Après qu'il se fut évanoui dans la nuit, d'autres se mirent à y revenir. Elles sortaient, prudemment et progressivement, mais toujours prêtes à détaler à la première alerte, des lieux où elles s'étaient réfugiées, et d'où elles avaient observé tout ce qui s'était déroulé chez Koudjo. Kédi, après s'être blotti un long moment contre un mur attenant à la concession de

Koudjo à les écouter et à les observer, finit par les rejoindre. Elles commentaient avec emphase les arrestations qui venaient de se produire, et se réjouissaient du fait que Koudjo eut échappé au filet de la police.

*

*   *

— Vous pouvez rallumer les lampes tempêtes, mes frère et mes sœurs, l'alerte est passée, déclara Kédi en retournant dans la salle de réunion. Aussitôt, celle-ci sortit du noir. Tout le monde poussa un immense ouf de soulagement. On pouvait lire sur les visages des uns et des autres, une réelle satisfaction.

Kédi raconta dans le détail à l'assistance, ce qu'il avait retenu de la descente de la police. Après quoi, il proposa que l'on poursuive la réunion, sans plus attendre. Un doigt se le-va.

— Oui, répondit-il.

— Euh... ce que tu viens de nous relater, camarade Kédi, est on ne peut plus révélateur de ce qui se produira demain, à l'occasion de la marche que nous projetons d'organiser. Les gens, au premier képi d'agent de police aperçu à l'horizon, se disperseront, tout comme ils viennent de le faire, il y a quelques temps.

— Je suis d'avis avec le camarade qui vient de s'exprimer, enchaîna une autre personne. Ces gens nous lâcheront à la première alerte. Nous ne pouvons compter sur eux.

— Ce n'est pas tout, regardez comment nous-mêmes nous avons paniqué, à l'idée que la police aurait pu découvrir notre cachette, poursuivit une troisième personne. Combien, parmi nous, ici présents dans la salle, auront-ils le courage de marcher devant le palais du Haut-commissaire demain ? Cinq personnes ? Dix ? Mes frères, à l'évidence, nous ne sommes pas prêts à affronter les Blancs. Probablement, un autre jour. Mais, pour demain, j'en doute profondément. Il faudrait pour cela que nous nous retrouvions à cent, deux cents, cinq cents, que dis-je, mille personnes. Cela sera-t-il possible, puisque tout le monde se sauvera, dès que le « *sans payer* » apparaîtra à l'horizon ?

— De mon point de vue, il faudrait laisser tomber cette manifestation. Devrais-je vous rappeler ce que dit à juste titre un proverbe de chez nous, à savoir, « *le jeu préfigure la réalité* » ? Ce qui vient de se produire, c'est le jeu. Demain, ce sera la réalité. Tout le monde se sauvera demain, tout comme tout le monde s'est sauvé aujourd'hui.

Likeng se leva.

— Assez bavardé ! dit-il, avec un brin d'agacement. L'heure est grave. Nous sommes traqués par la police. Mais, en même temps, nous devons cracher, à la face des Blancs, notre colère pour le meurtre de Pango, car nous sommes tous, ici présents, des Pango. Pour ma part, je maintiens ce que j'ai dit tout à l'heure.

Je marcherai seul, s'il le faut, à travers les rues d'Etibli Bivindi. Je porterai sur ma tête le cadavre de Pango, comme j'ai eu à porter, à Colomb-béchar, plusieurs cadavres de Blancs. J'irai le porter au Haut-commissaire Roland Pré. Il me tuera, s'il le voudra, alors j'irai dans l'au-delà, avec Pango. (*Martelant sa poitrine avec son poing*). Moi, Likeng, fils de Makanda et de Ngo Matip, je n'ai pas peur de la mort, je n'ai pas peur de mourir. Nous avons assez bavardé. Que ceux qui ne seront pas à mes côtés, demain, sortent, à l'instant, de la salle. (*Il jeta un regard circulaire dans l'assistance. Celle-ci était comme tétanisée. Il répéta, d'une voix plus forte, son injonction*). Que ceux qui ne seront pas à mes côtés, demain, sortent, à l'instant, de la salle. (*Il jeta de nouveau un regard circulaire dans l'assistance. Personne ne bougeait et ne donnait l'impression de devoir le faire*). Kédi !
— Oui !
— Clôture la réunion. Ça suffit comme ça.

Chapitre XVIII

Akamba ouvrit la porte de son domicile. Justine l'attendait impatiemment, assise au salon, en train d'écouter la radio. Il fit entrer son vélo et le rangea, comme à l'accoutumée, dans un coin de la salle. Pendant qu'il le faisait, la radio diffusait de la musique de variétés française.

Ma petite est comme l'eau
Elle est comme l'eau vive
Elle court comme un ruisseau
Que les enfants poursuivent
Courez
Courez
Vite si vous le pouvez
Jamais
Jamais
Vous ne la rattraperez

— Tu rentres bien tard, dit son épouse.
— Oui, j'aurais même pu rentrer encore plus tard, si Likeng n'avait pas coupé court à la parlote des gens.
— Ah bon !
— Eh oui ! Lorsque la *négraille*, ainsi que nous appellent les Blancs, se met à pinailler sur des

choses d'une limpidité évidente, vous pouvez y passer la nuit.

— De quoi discutaient les gens ?

— Il faut marcher demain, à travers la ville, non, il ne faut pas, oui, il faut, non, il ne faut pas. Et patati, et patata.

Justine pouffa de rire.

— La peur, dit-elle, ils ont peur.

— Oui, je te crois. Les Nègres ont peur, ils ont peur de tout, ils ont peur même de leur ombre. J'ai un enfant en bas âge ; ma femme est enceinte ; ma mère est à ma charge ; je n'ai pas encore offert un toit à ma famille ; je n'ai encore rien fait de ma vie ; les Blancs sont trop forts ; ils vont nous massacrer, et patati, et patata.

Justine pouffa, une fois de plus, de rire.

— Ils ont peur, mon chéri, ils ont peur, mais n'osent pas le dire.

— Alors, la servitude ne cessera jamais dans ce pays. Les Blancs nous brimeront à jamais, jusqu'au jour où eux-mêmes décideront d'y mettre fin. L'indépendance, un bien joli mot, un bien joli concept, une bien jolie idée, un bien joli rêve. Mais, en ce milieu d'année 1955, au Kamerun, combien de gens y croient-ils ? Ne prennent-ils pas Ruben Um Nyobè, Ernest Ouandié, félix Moumié, Abel Kingué, les pères de cette idée, comme de grands rêveurs, des individus qui vivent dans les nuages, qui se sont construit un monde imaginaire ? La population, dans son immense ma-

jorité, ne croit pas à cette chose que l'on appelle indépendante. C'est de l'utopie pour elle, cette histoire. Elle ne croit pas que les Noirs puissent un jour s'administrer, eux-mêmes. C'est une chimère pour eux. L'hégémonie des Blancs, leur domination paraît éternelle et inébranlable pour la population. Les Blancs sont là. Point. Ils sont assis sur nos têtes à jamais. Point. C'est Dieu qui l'a voulu. Point. Voilà ce que pense la population de ce pays. Alors, lorsque nous invitons les gens à organiser une marche de protestation contre l'arbitraire colonial, le joug colonial, la servitude coloniale, ils traînent des pieds, ils sont réticents, ils hésitent. En fait, ils ne désirent pas s'affranchir de la servitude des Blancs. Ils ont peur de la liberté, car ils ont en perdu la jouissance, le goût, depuis longtemps. C'est bien dommage pour mon peuple.

La radio continuait à diffuser de la musique de variété.

Ta mère t'a donné comme prénom
Oh ! quel joli nom ! salade de fruit
Et moi je vais le dire au carillon
Pour que tout le monde l'entende jour
et nuit

Salade de fruit
Joli joli joli
Tu plais à ton père
Tu plais à ta mère

Salade de fruit
Joli joli joli
Un jour ou l'autre
Il faudra bien
Qu'on nous marie

— Je rêve du jour où les Noirs d'Afrique se dresseront contre le colonialisme, ainsi que viennent de le faire, avec succès, les Indochinois, ou comme viennent de commencer à le faire, avec courage, les Algériens. Je rêve du jour où, dans les bureaux d'Etibli, les Noirs auront remplacé les Blancs et décideront du sort de ce pays, décideront de leur propre sort, décideront de notre destin. Je rêve du jour où les Noirs cesseront de n'être que des boys, des cuisiniers, des blanchisseurs, des jardiniers, dans les maisons des Blancs, au Kamerun, au Moyen Congo, en Oubangui-Chari, au Soudan français, en Gold Coast, partout où ma race plie l'échine depuis des décennies et des décennies. Je rêve du jour où les médecins, à l'Hôpital central, ne seront que des Noirs, les professeurs, au Lycée Leclerc, ne seront que des Noirs, les élèves, à l'Ecole urbaine, ne seront que des Noirs.
— Ils nous écraseront probablement autant que le font les Blancs, actuellement, intervint, brutalement, Justine. Regarde les Noirs qui sont des agents de police, comment ils écrasent leurs congénères, les autres Noirs. Regarde

comment ceux qui sont gendarmes maltraitent les autres Noirs. Akamba, mon Akamba, indépendance, oui, mais, je te le dis, les fesses des Noirs assis sur les têtes de leurs semblables, risquent d'être plus lourdes que ne le sont celles des Blancs, actuellement.

— Traduction, vive le colonialisme, s'emporta Akamba, vive la servitude blanche, car la servitude noire sera pire, vive l'enfer des Blancs, car le paradis des Noirs sera pire. C'est bien ce que tu veux dire, n'est-ce pas ?

— Je dis simplement que les quelques Noirs qui trônent déjà actuellement aux côtés des Blancs dans les bureaux, sont souvent plus cruels, envers leurs semblables, que ne le sont les Blancs.

— Tu m'énerves ! tonna Akamba.

— Ok, je me tais. Je ne dis plus rien, se résigna Justine.

*

*   *

Akamba s'enfonça dans ses draps. Il se mit à se remémorer la journée qu'il venait de passer, et plus particulièrement, la réunion chez Koudjo, ainsi que la dispute avec son épouse. Il se mit à se demander comment des personnes faisant preuve de bon sens pouvaient-elles, d'une part, hésiter à s'insurger contre la servitude, d'autre part, douter du bien-fondé de l'indépendance et du bonheur infini que celle-

ci apportera à la population. Il songea, pour se consoler, à l'attitude des chèvres qui, parfois, après que l'on eut coupé la corde qui les retient à un poteau, ne parviennent pas, pendant de longs moments, à s'éloigner de celui-ci. Les Noirs sont en train d'en faire autant. Même indépendants, ils continueront à se comporter en colonisés. Ils passeront le clair de leur temps, à singer les Blancs, à chercher à s'identifier à eux. Maudite race, au destin sombre comme sa peau, une race qui n'a rien découvert, une race qui n'a rien inventé, une race qui n'en a envahi aucune autre. Pouah !

Chapitre XIX

Akamba fut réveillé à six heures par le clairon d'Atangana. Celui-ci sonnait l'heure, le matin, à six heures, pour que les gens se réveillent, à huit heures, pour que le travail commence, à douze heures, pour que les gens prennent la pause de midi, à quatorze heures-trente, pour que les gens reprennent le travail, à dix-sept heures-trente, pour que les gens cessent le travail, et rentrent chez eux. Chaque heure avait sa mélodie particulière. Celle qu'adorait le plus la population, était celle de dix-sept heures-trente. Les gens l'avaient traduite ainsi :

Tatata-tari-tari
Le travail fini fini
Tatata-tari-tara
Le travail fini fini
Tatata-tari-tari
Le travail fini fini
Tatatata-tari
Le travail est fini

Akamba sortit aussitôt du lit, et fit sa prière. Puis, il se débarbouilla à la hâte, avala son

petit déjeuner, et enfourcha sa bicyclette, après avoir dit au revoir à Justine. En s'éloignant de sa maison, il eut, une fois de plus, un pincement au cœur. Ce fut comme s'il n'allait plus revoir se bien-aimée. Il se retourna tout en pédalant. Il vit celle-ci debout, sur le pas de la porte, en train de le regarder s'éloigner. Il dénota beaucoup de mélancolie dans son regard, et même un brin de tristesse. Il lui fit un geste de la main. Elle lui répondit par un geste de la main également. Il vint passer devant *l'Ecole Régionale*. Celle-ci était close, suite à la frayeur qui s'était emparée des élèves la veille. Il entama la pente qui conduisait au lac municipal. Peu de temps après, il longea le mur de la gendarmerie. Il lança un juron en passant devant le porche de celle-ci. Enfin, il se retrouva à « *cartons ville* ». Le quartier était encore quelque peu désert, étant donné l'heure matinale. Quelques personnes seulement s'affairaient à balayer leurs échoppes, et les espaces les séparant du trottoir. Il se dirigea vers le lieu de rassemblement convenu la veille en clôturant la réunion chez Koudjo. Kédi était déjà là. Il descendit de son vélo, et s'avança vers lui.

— J'ai le cœur qui bat, lui confia Kédi, en le saluant.

— Moi non plus, mais, il n'est pas question de reculer, répondit-il.

— Non, non, il ne s'agit pas de cela. J'ai le cœur qui bat parce que je me demande si nous

aurons suffisamment de monde pour notre marche.

— Oui, c'est vrai. Il a été convenu hier soir en nous quittant, que quelques uns d'entre nous allaient passer la nuit à communiquer à nos militants le lieu de rassemblement. Ont-ils pu le faire ?

Sur ces mots, arriva Koudjo.

— Je vous salue, mes frères, dit-il.

— Salut à toi, lui répondirent Akamba et Kédi.

— Il s'en est fallu de peu, et vous ne m'auriez pas vu ce matin.

— Pourquoi donc ? s'enquirent Kédi et Akamba.

— La police.

— Encore !

— Oui, elle est revenue en pleine nuit. Il devait être deux heures du matin. J'étais sorti pour me soulager derrière ma masure. Pendant que je m'y trouvais, j'ai entendu une automobile garer dans la rue, devant mon domicile. Mon sang n'a fait qu'un tour. Qui aurait bien pu me rendre visite à une heure si avancée de la nuit, en dehors de la police ? Pour en avoir le cœur net, je me suis blotti contre un tronc de bananier, et me suis mis à attendre, en silence, dans le noir. Des agents de police ont aussitôt encerclé ma maison. Puis, j'ai entendu l'un d'eux frapper sur la porte qui donne sur la rue. Il l'a fait si brutalement que mon épouse s'est éveillée. Elle a demandé qu'est-ce qui se passait ?

— Police ! a crié une voix forte. Peu de temps après, j'ai en-tendu la clé tourner dans la serrure de la porte, puis celle-ci a produit un grincement qui m'était coutumier.

— Nous avons ordre d'amener avec nous le nommé Koudjo. Où est-il ?

— Il n'est pas là, a spontanément répondu mon épouse.

— Nous allons fouiller la maison. Gare à toi si tu nous as menti.

Puis, j'ai entendu les portes de ma maison s'ouvrir et se refermer. J'étais transi de peur, derrière mon bananier. A un moment donné, un des agents de police resté dehors, s'est avancé en ma direction, dans le noir. J'ai failli détaler. Par bonheur, il s'est arrêté à quelques mètres de moi, et s'est mis à uriner. Après qu'il eut fini, il est retourné se tenir dans la cour de la maison, à l'endroit d'où il était parti. J'ai poussé un ouf de soulagement.

— Bon ! Il n'est pas là, a redit la voix. Tu as eu de la chance, car si nous l'avions trouvé, tu aurais su de quel bois se chauffe le commissaire Boujean. Allez ! Allons-nous en les gars. Ce couillon n'est pas là. Il l'a échappé belle.

Voilà comment ils sont partis sans moi. Je suis encore demeuré, un bon moment, blotti contre mon palmier. Puis, j'ai fini par regagner ma maison, et me suis couché. Par prudence, à cinq heures du matin, j'en suis ressorti. A peine en avais-je fermé la porte, que j'ai entendu un ronflement de moteur. Mon sang de

nouveau, n'a fait qu'un tour. J'ai couru de toute la force de mes jambes, dans le noir, en sens opposé au bruit de l'automobile, et me suis blotti contre le mur d'une case voisine à la mienne, pour voir qui s'était. Dieu du ciel ! C'était, de nouveau, le « sans payer ». Même scène, ils sont de nouveau retournés bredouilles, au commissariat.

— Le commissaire Boujean est un homme tenace. Quiconque n'est pas encore tombé entre ses mains, ne peut savoir qui il est. Il ne fait pas de doute qu'il soit au courant de nos intentions. Je suis sûr que nous n'avons pas cessé d'entendre parler de lui, enchaîna Kédi.

Sur ces entrefaites, arriva Likeng, en compagnie d'une dizaine de personnes.

— Soyez les bienvenus parmi nous, leur déclara Kédi, en leur serrant les mains.

— Je vois que nous sommes parmi les premiers. Mais, il n'y a pas lieu de s'en faire, il n'est que sept heures du matin. A n'en pas douter, d'ici neuf heures, toutes les personnes que nous avons conviées à cette manifestation seront là, dit Likeng. A peine eut-il fini de parler, qu'arriva Fritz Fosso, accompagné d'une cinquantaine de personnes.

— La *Jeunesse Démocratique du Kamerun*, en sa qualité d'organisation patriotique, est fidèle au rendez-vous, déclara-t-il tout fièrement.

Kédi était ravi de voir arriver tout ce monde. Il en esquissa quelques pas de danse. Paul Batouké, le syndicaliste, arriva également. Il

traînait aussi derrière lui, une dizaine de personnes. Tout ce monde se mit à deviser chaleureusement, en attendant d'autres manifestants. Tout autour d'eux, des curieux commençaient à s'approcher et à les interroger sur les raisons de ce rassemblement. Aussitôt informés, certains décidaient de se joindre à eux, d'autres les encourageaient dans leur démarche et poursuivaient leur route. Avant huit heures, il y avait déjà plus de trois cents personnes, hommes, femmes et enfants regroupés sur le lieu de rassemblement. Marie Ateba, la présidente de l'Association des vendeuses du marché central, arriva à la tête d'un nombre impressionnant de femmes. C'était à croire que la totalité des vendeuses des marchés d'Etibli s'étaient jointes à elle. Mme Omog arriva, suivie de Salatou Yaya, accompagné de plusieurs personnes. Peu de temps après, Belibi Amougou fit son apparition, un chasse-mouche à la main, un pagne autour des reins. Il avait également amené plusieurs personnes. Puis ce fut au tour de Hans Essono, à la tête d'un groupe de notables du village de Mvog Atangana Mballa, de rejoindre le groupe déjà très important des manifestants. Les arrivées se poursuivirent ainsi pendant un long moment. Aux environs de neuf heures, il y avait déjà, au bas mot, cinq cents personnes rassemblées autour de Kédi. La joie de ce dernier était à son comble. Au bout d'un moment, il monta sur une table apportée par un des

manifestants. Il claqua plusieurs fois des mains. Le silence se fit parmi les manifestants.

— Mes frères et mes sœurs, mes chers camarades, je vous remercie d'être venus si nombreux vous joindre à nous, pour manifester notre mécontentement, suite à l'assassinat de notre frère à nous tous, Pango. Je vais commencer par vous lire la pétition que certains d'entre nous ont rédigée, cette nuit, à l'attention du Secrétaire général des Nations Unies. Après quoi, nous entamerons notre marche pacifique en direction de l'Hôpital central, afin d'y récupérer le corps de Pango. Nous nous y rendrons avec ce cercueil que des militants du M.E.K. se sont cotisés pour acheter (*il désigna, du doigt, le cercueil, ce dernier étai posé au pied de la table*). C'est dans celui-ci que nous déposerons le corps de Pango. Ensuite, nous emprunterons la direction du centre-ville, passerons devant la gare, le monument Leclerc, l'Ecole urbaine, et atterrirons devant le palais du Haut-commissaire de la République française, Roland Pré. Nous y lirons, sous les fenêtres de son bureau, un discours. Après cela, nous prendrons la route du cimetière indigène, où nous procéderons à l'inhumation du regretté Pango. (*La foule l'écoutait religieusement*). Mes frères et mes sœurs, chers camarades, commençons par lire la pétition. (*Il s'éclaircit la voix*).

« Pétition à l'attention de M. Dag Hammarskjöld, Secrétaire général des Nations Unies, New York, Etats Unis d'Amérique.

Nous, populations indigènes de la ville d'Etibli Bivindi, réunis le lundi 24 mai 1955, au quartier Modilo, autrement appelé « *cartons-ville* », condamnons avec la dernière énergie, l'assassinat odieux de notre compatriote Eugène Pango, par le colon nommé Albert Valudier. Cet assassinat est la conséquence de l'animosité, envers nous les Kamerunais, qui prévaut au sein de la communauté blanche, à travers tout le pays, depuis que nous avons intensifié nos deux revendications de toujours, à savoir, la réunification du Kamerun, d'abord, ensuite, l'indépendance, conformément à l'esprit des accords de tutelle signés, à New York, le 13 décembre 1946, entre les Nations Unies, la France et la Grande Bretagne. Une fois de plus, le peuple kamerunais, à travers cette pétition, demande, instamment, à l'Organisation des Nations Unies, d'arrêter une date pour ces deux échéances citées ci-dessus, condition unique pour que le sang de notre peuple cesse de couler dans le berceau de nos ancêtres. »

Si vous approuvez le contenu de cette pétition, je vous demande d'applaudir, après quoi, nous la ferons circuler parmi vous, afin que ceux qui le désirent, y apposent, sur les feuilles qui y sont jointes, leurs signatures.

Un tonnerre d'applaudissements s'en suivit. Lorsque celui-ci prit fin, une personne entonna le *Chant de ralliement*. Toute la foule se mit à le chanter en chœur.

O Kamerun berceau de nos ancêtres
Autrefois tu vécus dans la barbarie
Comme un soleil tu commences à paraître
Peu à peu tu sors de ta sauvagerie
Que tous tes enfants du Nord au Sud
De l'Est à l'Ouest soient tout amour
Te servir que ce soit leur seul but
Pour remplir leur devoir à jamais

Refrain
Chère patrie terre chérie
Tu es notre seul et vrai bonheur
Notre joie et notre vie
A toi l'amour et le grand honneur

Tu es la tombe où dorment nos pères,
Le jardin que nos aïeux ont cultivé.
Nous travaillons pour te rendre prospère.
Un beau jour enfin nous serons arrivés
De l'Afrique sois fidèle enfant,
Et progresse toujours en paix,
Espérant que tes jeunes enfants,
T'aimeront sans bornes à jamais.

Refrain
Chère patrie terre chérie
Tu es notre seul et vrai bonheur

Notre joie et notre vie
A toi l'amour et le grand honneur

Akamba en fut fort ému, car c'était la première fois qu'il entendait tant de personnes entonner ce chant interdit par l'administration coloniale. Il fut par ailleurs surpris de découvrir que, d'une part, un si grand nombre de Kamerunais le connaissait, d'autre part, en savait les paroles. Quand le chant prit fin, Kédi reprit la parole.
— A présent, mes frères et mes sœurs, nous allons entamer notre marche. (*A ces mots, un frisson traversa le corps d'Akamba. C'était comme si cette marche l'effrayait*) Le camarade Likeng sera en tête du cortège, et portera le drapeau du M.E.K. Les camarades Koudjo, Akamba et moi-même, nous nous placerons en seconde position. Les camarades Fritz Fosso, Omog, Belibi Amougou et Paul Batouké, porteront, sur leurs têtes, le cercueil dans lequel sera déposé le corps d'Eugène Pango. Tous les autres camarades suivront.

Chapitre XX

Le soleil était au rendez-vous, en cette matinée du mercredi 25 mai 1955. Depuis qu'il était apparu à l'horizon, il semblait s'élancer majestueusement à l'assaut du zénith, comme s'il était en quête de l'endroit idéal où se percher pour acclamer les marcheurs de la liberté, à destination de l'Hôpital central. Ses rayons étaient chauds, et s'abattaient, affectueusement, sur les gens. Ils leur provoquaient beaucoup de transpiration, au point où tous leurs vêtements en étaient mouillés. Mais, ils ne s'en plaignaient guère. Ils étaient joyeux et mus par un désir irrépressible de défier les Blancs d'Etibli. Leurs propos, à ce sujet, étaient sans équivoque. « *Today na today* !», les entendait-on s'exclamer en pidgin, ce qui signifiait, en Français, « *aujourd'hui ou jamais !* ».

Le cortège avançait, en chantant, en ricanant, en chahutant, et provoquait un brouhaha indescriptible qui faisait sortir de leurs maisons, des bars et des échoppes, d'innombrables badauds qui, aussitôt, le rejoignaient. Il gonflait ainsi au fur et à masure qu'il progressait en direction de l'Hôpital central. Likeng marchait en tête tel un gladiateur, la

tête haute, la poitrine bombée, le regard rivé sur l'horizon, le drapeau du M.E.K. en main, flottant gaiement au vent. Il avançait d'un pas martial, et donnait l'impression d'être en mesure de défenestrer le Haut-commissaire en personne, Roland Pré, « cette canaille », ainsi qu'il ne se privait pas de le qualifier. Sa seule présence en tête du cortège, était un stimulant extraordinaire pour le reste de la foule. Il le savait. Il avançait de ce fait tel un robot, que rien n'aurait pu arrêter.

Soudain, à un croisement, un « *sans payer* » vint à passer. Il ralentit, stoppa un moment, puis repartit en trombe, sous un flot d'injures de la foule. Il réapparut au croisement suivant. Cette fois-ci, des agents de police en descendirent, matraques à la main. Ils vinrent se poster sur la route de Likeng. Ce dernier était imperturbable et continuait d'avancer telle une locomotive en furie. Lorsqu'il ne resta plus que moins de dix mètres entre les agents de police et lui, ces derniers, effrayés par l'immensité de la foule derrière Likeng, détalèrent et partirent monter, en toute hâte, dans le « *sans payer* ». Celui-ci démarra aussitôt et repartit en trombe. Likeng exultait. Pour la première fois, depuis que la marche avait commencé, il sourit. La joie de la foule, de son côté, était au paroxysme. « *Today na today ! Today na today ! Today na today* », hurlait-elle, à tue-tête, de plus belle. De nombreux badauds, qui avaient vu la police battre en

retraite, la rejoignirent aussitôt. Derrière Likeng se retrouvaient ainsi au bas mot, deux à trois mille personnes. C'était inédit dans les annales d'Etibli.

La longue colonne que conduisait Likeng avança encore pendant un moment en direction de l'Hôpital central. A la hauteur de l'Ecole de filles de Messa, alors que la chapelle protestante qui se trouvait non loin de là fut en vue, cinq camions militaires firent irruption sur la chaussée. Aussitôt, une centaine de soldats en descendirent et, sans tarder, se mirent à fixer au sol, au milieu de la chaussée, leurs fusils. Le corps d'Akamba fut secoué par un énorme frisson. Son cœur se mit à battre on aurait dit qu'il allait s'arracher de sa poitrine. Likeng, imperturbable, se retourna, sans s'arrêter de marcher, et cria, en pidgin, à la foule derrière lui : « if dem want shot, fall fo ground ! » (*S'ils s'avisent à ouvrir le feu, jetez-vous au sol*). Puis il continua à avancer, comme si de rien n'était. La colonne, derrière lui, hésita un moment. Mais, au vu de sa détermination, elle reprit elle aussi sa marche, et se mit à déverser un flot d'injures sur les soldats. Trois de ceux-ci, des Blancs, se détachèrent du groupe. L'un d'eux tenait en main un mégaphone. Il le mit en marche.

— Allo ! Allo ! Je vous demande de stopper, immédiatement, votre marche et de retourner chez vous. Allo ! Allo ! Je répète. Je vous demande de stopper, immédiatement, votre mar-

che, et de retourner chez vous. Si vous obéissez, il ne vous sera rien fait.

Likeng, une fois de plus, imperturbable, et sans s'arrêter de marcher, se retourna et entonna le *Chant de ralliement*.

O Kamerun berceau de nos ancêêêêtreeeees

La foule enchaîna.

Autrefois tu vécus dans la barbarie
Comme un soleil tu commences à paraître
Peu à peu tu sors de ta sauvagerie
Que tous tes enfants du Nord au Sud
De l'Est à l'Ouest soient tout amour
Te servir que ce soit leur seul but
Pour remplir leur devoir à jamais

Refrain
Chère patrie terre chérie
Tu es notre seul et vrai bonheur
Notre joie et notre vie
A toi l'amour et le grand honneur

Tu es la tombe où dorment nos pères,
Le jardin que nos aïeux ont cultivé.
Nous travaillons pour te rendre prospère.
Un beau jour enfin nous serons arrivés
De l'Afrique sois fidèle enfant,
Et progresse toujours en paix,
Espérant que tes jeunes enfants,
T'aimeront sans bornes à jamais.

Refrain

Chère patrie terre chérie
Tu es notre seul et vrai bonheur
Notre joie et notre vie
A toi l'amour et le grand honneur

— Allo ! Allo ! Cessez de faire l'andouille. Je vous demande de stopper, immédiatement, votre marche, et de retourner chez vous. Allo ! Allo ! Si vous obéissez, il ne vous sera rien fait. Allo ! Allo ! Je répète, je vous demande de stopper, immédiatement, votre marche, et de retourner chez vous. Si vous obéissez, il ne vous sera rien fait.

Après qu'il eut parlé, et pendant que les soldats achevaient de fixer au sol leurs mitraillettes, il sortit son sabre fixé à sa hanche, et traça un trait, de part et d'autre de la chaussée. La foule, de son côté, continuait à avancer, tout en chantant le *Chant de ralliement*. Le Blanc reprit la parole.

— Allo ! Allo ! Je vous demande de ne pas franchir cette ligne que je viens de tracer au sol. Si vous le faîte, je donnerai l'ordre à la troupe d'ouvrir le feu, et vous mourrez tous.

Peine perdue, Likeng accéléra le pas et franchit, allègrement, la fameuse ligne. La colonne, sans hésitation aucune, la franchit avec le même aplomb. Le soldat blanc en fut désemparé, et effectua plusieurs pas en arrière.

— Allo ! Allo ! Je vais tracer un second trait sur le sol. Je vous mets en garde. Si vous le franchissez de nouveau, tant pis pour vous.

A ces mots, la colonne stoppa. Likeng également. Un silence de cimetière se mit à régner sur la foule. Celle-ci attendait de voir ce que Likeng allait lui demander de faire. Le soldat blanc en profita pour s'éponger le visage. Le soleil était haut dans le ciel, et ses rayons ne réchauffaient plus affectueusement les corps des marcheurs, mais, les calcinait carrément. Likeng se mit à agiter le drapeau du M.E.K. et entonna, de nouveau, le *Chant de ralliement*.

O Kamerun berceau de nos ancêêêêtreeeees

La foule, timidement, enchaîna.

Autrefois tu vécus dans la barbarie
Comme un soleil tu commences à paraître
Peu à peu tu sors de ta sauvagerie
Que tous tes enfants du Nord au Sud
De l'Est à l'Ouest soient tout amour
Te servir que ce soit leur seul but
Pour remplir leur devoir à jamais

En cet instant fatidique, le *Chant de ralliement* résonnait d'une façon particulière dans les oreilles de la foule. On aurait dit qu'il provenait de l'au-delà. Son écho gambadait, de maisons en maisons, tout autour de ce lieu où se déroulait ce face à face inédit, entre l'armée

coloniale française, et des Kamerunais aux mains nues.

Chère patrie terre chérie
Tu es notre seul et vrai bonheur
Notre joie et notre vie
A toi l'amour et le grand honneur

Akamba ressentit une irrésistible envie de s'élancer vers Likeng, pour le supplier de faire demi-tour. Mais, son corps était comme tétanisé. Le soldat blanc, se courba, et à l'aide de son sabre, traça un nouveau trait au sol. Au moment où il se redressa, Likeng, d'une voix forte, l'apostropha. La foule cessa de chanter.

— Blanc de malheur ! Si tu es un homme, viens te battre en duel contre moi.

Le soldat blanc lui répondit du tic au tac, en vociférant.

— Tu n'es qu'un pauvre con, un négrillon de rien du tout. Je n'ai pas à me battre avec un chimpanzé, une guenon. Macaque. Je demande à ta meute de chiens affamés de retourner chez elle, et toi avec. Sinon, je vous bousille.

Likeng ne se laissa pas conter.

— Ouais ! C'est ça ! J'aurais bien voulu te voir, salopard, bousiller les Allemands, hier, lorsque ceux-ci te piétinaient dans ton pays, et que moi je suis venu te libérer. Sans moi, tu ne serais, actuellement, qu'un misérable esclave en Allemagne. Sale vaurien.

Kédi intervint, conciliateur.

— Nous ne voulons pas la guerre. Nous ne voulons que retirer de la morgue le corps d'Eugène Pango que M. Valudier a assassiné. Nous ne voulons rien d'autre.
— Ta gueule ! lui répondit, sèchement, le soldat blanc. J'ai ordre de vous faire retourner chez vous. Je me moque de là où vous allez, et vous allez y retourner, de gré ou de force. Les ordres son les ordres.

Likeng se retourna. Il avait, à présent, les yeux injectés de sang. Il survola du regard la foule derrière lui, demeura un moment immobile. Il donna l'impression d'être, en cet instant, dans un état second. Puis, il fit de nouveau face au soldat blanc. Il entonna, une ultime fois, et avec une force inégalée, on aurait dit qu'il eut voulu s'arracher les cordes vocales, le *Chant de ralliement*.

O Kamerun berceau de nos ancêêêêtreeeeees

La foule enchaîna.

Autrefois tu vécus dans la barbarie
Comme un soleil tu commences à paraître
Peu à peu tu sors de ta sauvagerie
Que tous tes enfants du Nord au Sud
De l'Est à l'Ouest soient tout amour
Te servir que ce soit leur seul but
Pour remplir leur devoir à jamais

Il leva le drapeau du M.E.K. très haut dans le ciel.

Chère patrie terre chérie
Tu es notre seul et vrai bonheur
Notre joie et notre vie
A toi l'amour et le grand honneur

Il le fit tournoyer, plusieurs fois, puis recommença à avancer, mais, cette fois-ci, à pas mesurés, en direction du soldat blanc et de la ligne tracée au sol par ce dernier.

Tu es la tombe où dorment nos pères,
Le jardin que nos aïeux ont cultivé.
Nous travaillons pour te rendre prospère.
Un beau jour enfin nous serons arrivés
De l'Afrique sois fidèle enfant,
Et progresse toujours en paix,
Espérant que tes jeunes enfants,
T'aimeront sans bornes à jamais.

Celui-ci fit plusieurs pas en arrière. La foule, au vu de se reculade, emboîta gaillardement le pas à Likeng. En un rien, celle-ci, à sa suite, franchit de nouveau, allègrement, la fameuse ligne. Le soldat blanc recula, une fois de plus.
— Arrêtez-vous, connards ! hurla-t-il, hystérique. Je trace un ultime trait. Si vous vous avisez encore à le franchir, je vous préviens,

tant pis pour vous. C'est le der des der. (*La dernière des dernières*).

Aussitôt dit, il se courba et traça, rageusement, un troisième trait, de part et d'autre de la chaussée. Likeng, pour sa part, avançait désormais tel un robot. Il levait les pieds et les rabaissait, machinalement. Il franchit l'ultime ligne tracée au sol. La foule, également. Le soldat blanc ne demanda plus son reste. « *Vous ne l'aurez pas volé !* », se contenta-t-il de déplorer, plus que courroucé. Il leva son sabre au ciel, le maintint, un moment, en cette position...

Chère patrie terre chérie
Tu es notre seul et vrai bonheur
Notre joie et notre vie
A toi l'amour et le grand honneur

...sans doute dans l'espoir de voir la foule stopper sa marche. Mais, rien n'y fit. Il le rabaissa, en un geste viril et brusque. La troupe tira, pendant une vingtaine de secondes. Akamba vit la moitié de la tête de Likeng arrachée par une balle. Lui-même se jeta au sol et ressentit en tombant, une immense douleur à l'épaule gauche. Les gens, derrière lui, se jetèrent au sol pour certains, d'autres se mirent à courir dans tous les sens en poussant des hurlements de mort. Il y en avait qui s'aplatissaient contre le mur de l'Ecole de filles, qui brisaient les portes des boutiques et des mai-

sons, qui se frayaient, désespérément, un chemin pour repartir, en sens inverse, dans la rue, qui s'engouffraient, de force, dans les salles de classes de l'Ecole de filles aux portes et fenêtres closes, qui rampaient, dans la rigole, tels des reptiles, qui grimpaient aux arbres et sur les toits des maisons, qui tombaient dans les trous des w-c, etc.

Quelques secondes après cette brève fusillade, la rue était totalement déserte. Ne s'y trouvaient plus que les morts et les blessés, ces derniers gémissaient en se tordant de douleur. Au nombre de ceux-ci, Akamba. Likeng était mort. Kédi, Koudjo, Fitz Fosso, Omog, Belibi Amougou, Paul Batouké, et d'innombrables autres personnes avaient également été tuées. La désolation la plus totale régnait dans la rue, cette rue qui, quelques instants auparavant, était bruyante plus que ne peut l'être un marché « indigène ».

Le soldat blanc partit s'affaler sur le trottoir, à même le sol, les pieds dans la rigole. Il se prit la tête entre les mains, resta ainsi un moment. Puis, après avoir lancé un juron, se leva. Il contempla, d'un air plus que désolé, le spectacle macabre des corps des marcheurs gisant, ça et là, au sol, et d'où s'écoulait, lentement, du sang. Il alluma une cigarette, se mit à marcher en tournant en rond, tête baissée. Au bout d'un moment, il se débarrassa de la cigarette qu'il venait d'allumer, en la jetant,

nerveusement, au sol, puis, releva le visage et s'adressa à la troupe.
– Allez ! On rentre…

Chapitre XXI

L'épaule d'Akamba lui faisait horriblement mal. Une balle l'avait transpercée. La douleur qui en émanait lui paralysait tout le torse, et le faisait gémir, aplati sur la chaussée, incapable de se relever. Une à une, les personnes qui avaient pris la fuite, lors de la fusillade, recommencèrent à revenir, après que la troupe fut partie. Au bout d'un moment, d'énormes pleurs éclatèrent. Plus elles affluaient, plus on aurait dit que c'était tout « *cartons ville* » qui était en lamentations. Des femmes, à la vue d'un parent, d'un ami ou d'un proche quelconque, se roulaient par terre, se déchiraient les vêtements, s'arrachaient les cheveux, s'élançaient en l'air et se laissaient retomber lourdement au sol, comme si elles désiraient se détruire le corps. Certaines devenaient carrément hystériques, d'autres aphones, à force de hurler leur chagrin de toute la puissance de leurs poumons et de leurs gorges. Les cadavres et les blessés étaient étalés au sol, certains totalement déchiquetés.

Le soleil était haut dans le ciel, et cuisait le tout. Akamba avait ainsi énormément soif. Au bout d'un moment, sa tête fut prise de vertiges. Il en prit profondément peur. Il se demanda

s'il n'était pas en train de mourir. Il parvint, en dépit de l'immense douleur qu'il ressentait à l'épaule, à relever malgré tout la tête, pour scruter son épaule. Celle-ci était toute rouge du sang qui s'en échappait. Celui-ci avait même mouillé la moitié de sa chemise et il s'en dégageait une odeur âcre. Il comprit que les vertiges dont il était en proie, étaient dus au sang qu'il était en train de perdre abondamment. Il s'en affola. Il dit rapidement une prière, demanda au Tout Puissant de lui pardonner ses péchés sur terre, et d'accepter de l'accueillir dans son royaume. Il pensa à son épouse, à ses enfants, et son regard fut, aussitôt, brouillé par des larmes. Sa poitrine se souleva plusieurs fois. En cet instant, il se sentit l'être le plus malheureux de la terre entière. Plus le temps passait, plus les vertiges qu'il ressentait devenaient de plus en plus insupportables. Il pensa, instinctivement, à la mort. « Mon Dieu, aie pitié de moi, je viens à toi », supplia-t-il, machinalement.

*

* *

La nouvelle de la fusillade avait parcouru la ville entière, et sa banlieue, en un temps record. Les gens, aussitôt informés du drame, s'étaient mis à accourir, affolés, sur le lieu de son déroulement. Ils venaient se rassurer de

n'y avoir pas perdu un parent ou une connaissance quelconque. Les blessés et les morts s'étaient ainsi rapidement retrouvés au centre d'une foule immense, horrifiée par le spectacle macabre qu'elle découvrait. Des personnes de bonne volonté s'étaient rapidement manifestées. Celles-ci avaient aussitôt décidé de porter secours aux blessés, sans tarder, qui pouvaient encore être sauvés. Des gens s'étaient mis à les transporter sur leurs dos, sur les épaules, ou sur des brancards de fortune, pour les conduire à différents endroits où ils pouvaient être soignés. Nombreux avaient été ceux qui avaient rendu l'âme en chemin.

Les cadavres étaient demeurés sur le lieu du massacre pendant toute l'après-midi. A l'évidence, les Blancs de la ville étaient désemparés par la tournure des événements. Ils désiraient, sans nul doute, depuis longtemps, mâter le mouvement nationaliste, en découdre avec celui-ci. Mais, la façon dont cela venait de se produire était totalement inattendue. La situation était d'autant plus embarrassante, pour eux, qu'il leur était difficile de taxer les victimes d'extrémisme, ainsi qu'ils avaient coutume de le faire envers toutes les personnes qui revendiquaient l'indépendance. En effet, face à un si grand nombre de morts, estimé à plus de cent-cinquante, et un nombre plus élevé encore de blessés, comment ne pas se demander si ce n'était pas l'administration coloniale qui était plutôt extrémiste ? Pour quelle raison ouvrir le

feu sur des manifestants aux mains nues ? Pour quelle raison, également, empêcher, ceux-ci, de retirer le corps d'un des leurs tué, froidement, par un Blanc ? Ne se trouvaient-ils pas sur le trajet de l'Hôpital central ? Ne jouissaient-ils pas de la citoyenneté française et à la faveur de laquelle ils avaient le droit de manifester, pacifiquement, dans la rue ? Une marche dont les participants ne disposaient d'aucune arme, n'était-elle pas une marche pacifique ?

Le Haut-commissaire de la République française convoqua une réunion de crise, à son palais, à 15 heures. Il fut, au cours de celle-ci, débattu de long en large des événements de la matinée. La réunion dura deux heures d'horloge. Il fut décidé, par crainte d'une réaction probable des Noirs, sous forme de représailles à la suite du massacre, l'instauration du couvre-feu, de 6 heures du soir à 6 heures du matin, l'interdiction de tout attroupement de plus de trois personnes, dans les rues d'Etibli, l'interdiction de toute réunion dans les domiciles des « indigènes », fût-elle familiale. Il y fut également décidé de creuser une fosse commune derrière l'Hôpital central, face au quartier des briquettes, et d'y procéder, de nuit, à l'inhumation des corps que les « indigènes » n'auraient pas récupérés. Enfin, étant donné le très fort sentiment de peur qui allait s'emparer de ceux-ci et qui n'allait pas manquer de se traduire par leur désertion des marchés, à

commencer par le marché central où se ravitaillaient en vivres les Blancs, il fut décidé d'approvisionner les fonctionnaires blancs et noirs en boites de sardines, en sacs de riz, en pains, en sucre, en tomate, en huile de cuisine, etc. Le couvre-feu, quant à lui, devait être annoncé, aux « indigènes », par une automobile munie d'un mégaphone qui sillonnerait tous les quartiers d'Etibli, ainsi que les villages avoisinants.

*

* *

Akamba écarquilla les yeux. Il faisait déjà nuit. Il était couché, sur le dos, sur un lit en bambou, dans une pièce éclairée par les flammes d'un foyer. La douleur de son épaule avait quelque peu baissé, tout comme les vertiges qu'il ressentait. Il éprouva une immense joie en découvrant qu'il ne se trouvait, ni au paradis, ni en enfer, mais bel et bien sur terre. « Il a ouvert les yeux », entendit-il dire. Il reconnut la voix de Justine. Il releva la tête pour regarder dans la direction où provenait la voix. Ce geste lui provoqua une immense douleur à l'épaule. Il en étouffa un hurlement. Justine et un inconnu étaient assis dans un coin de la pièce. Tous les deux se levèrent.

— Ne bouge pas, lui dit l'inconnu, en le plaquant sur le lit avec ses mains. Je suis Messamelou'ou, le grand guérisseur de Nkolmeyang.

Tu as l'omoplate fracturée. Une balle l'a déchirée. Par bonheur, elle ne s'y est pas logée. Je vais te soigner par des massages, à raison de trois par jour, le matin, à midi, et le soir. Quant à la blessure, je l'ai recouverte d'un pansement que je renouvellerai tous les deux jours. Tu resteras ici pendant au moins un mois. N'aie aucune crainte. Les Blancs ne viendront pas te chercher ici. Ils te savent mort.

A ces mots, le cœur d'Akamba se mit à battre violemment. Le crépitement des fusils de la troupe se mit à retentir de nouveau à ses oreilles. Il faillit pousser un cri, se lever pour se sauver. Messamelou'ou le plaqua de nouveau sur le lit.

— Ne bouge pas, je t'en prie, répéta Messamelou'ou.

Justine vint à la rescousse.

— Fais ce qu'il te demande, Akamba, Messamelou'ou est un guérisseur réputé.

— Likeng ! Likeng ! Kédi ! Kédi ! Koudjo ! Koudjo !...

— Oui, ils sont tous morts. Tu es un miraculé. De toutes les personnes qui conduisaient la colonne, toi seul est demeuré en vie, lui révéla son épouse.

Le cœur d'Akamba se déchaîna dans sa poitrine. Des larmes envahirent ses yeux. Il sentit un grand découragement le gagner. Il se demanda pourquoi lui non plus n'était pas mort. Il ressentit une immense tristesse à l'idée

que ses compagnons de lutte avaient quitté ce monde, qu'il n'allait plus jamais les revoir. Il se mit à gémir, longuement, puis à pleurer à voix basse. Justine entreprit de le consoler comme elle pouvait. Messamelou'ou lui conseilla de ne pas pleurer, car il était extrêmement fatigué à cause du sang qu'il avait perdu en abondance, et le faire allait l'épuiser d'avantage. Mais, il était inconsolable, tellement son chagrin était sans bornes. Il pleura pendant toute la nuit, et ne cessa qu'au petit matin, lorsque le sommeil prit possession de son corps.

*

*   *

Autour de 17 h 30, une automobile de marque *Simca,* modèle *Aronde*, dotée d'un mégaphone s'était mise à sillonner les rues d'Etibli, et, plus particulièrement, de « *cartons-ville* », ainsi que du quartier des Briquettes. Elle annonçait l'instauration d'un couvre-feu.

> « Allo ! Allo ! Allo ! Allo! Suite aux événements malheureux survenus ce jour entre l'Ecole de filles de Messa et l'Eglise protestante, et qui se sont soldés par la mort de quelques personnes, le Haut-commissaire, Roland Pré, dans le souci de maintenir l'ordre public à Etibli, a signé un décret instaurant un couvre-feu, tous les jours, de 6 heures du soir à 6 heures du matin, pendant une période de huit

jours. A cet effet, toute personne qui sera surprise dans la rue, passé 6 heures du soir, sera, immédiatement, arrêtée et conduite à la prison centrale. Je répète, toute personne qui sera surprise, dans la rue, passé 6 heures du soir, sera immédiatement arrêtée et conduite à la prison centrale. Par ailleurs, est interdit, jusqu'à nouvel avis, tout attroupement de plus de trois personnes dans la rue, toute manifestation familiale dans les domiciles. Sont toutefois autorisés, les rassemblements à caractère religieux, à savoir, les regroupements pour les prières musulmanes quotidiennes, les messes et cultes dans les églises catholiques et protestantes le dimanche, uniquement ».

Echaudés qu'ils l'étaient par la fusillade qui s'était produite dans la matinée, les Noirs d'Etibli, dès qu'ils avaient entendu cette mise en garde, s'étaient barricadés, à la hâte, dans leurs masures. A 6 heures du soir précises, il n'y avait plus, ainsi, un chat en circulation dans les rues de « *cartons-ville* ». Seuls ne s'y trouvaient plus que les policiers, les gendarmes et les soldats qui y avaient été déployés, à la faveur du couvre-feu. Il y en avait tous les cinquante mètres, par groupe de trois.

Aux environs de 19 heures, lorsque la nuit était tombée, un camion de l'armée était arrivé sur le lieu de la fusillade. Quelques soldats en étaient descendus. Après s'être assuré que la rue était déserte, ils avaient entrepris de ramasser les cadavres que personne n'avait

récupérés et les avaient chargés dans leur camion. Dès qu'ils avaient fini leur macabre besogne, ils avaient démarré, aussitôt, et s'étaient dirigés derrière l'Hôpital central, où une grande fosse avait été creusée, à la hâte, en fin de journée, par une pèle-chargeuse. Les cadavres y avaient été jetés, pêle-mêle, sous l'éclairage des phares du camion, et avaient, aussitôt, été ensevelis sous la terre que s'était mis à transporter la pèle-chargeuse.

Peu de temps après la fusillade, Akamba avait été retiré, inconscient, du tas de cadavres, par des militants du M.E.K. Ceux-ci l'avaient d'abord conduit au domicile de l'un d'eux, qui était infirmier. Ce dernier lui avait placé un premier pansement sur sa blessure. Puis, après concertation, les militants du M.E.K. qui s'étaient chargés de lui, avaient jugé qu'il était préférable de le conduire, plutôt, chez Messamelou'ou. Ils avaient aussitôt loué un taxi qui les y avait déposés. Après quoi, ils étaient partis à la recherche de Justine, son épouse, afin de la rassurer sur son sort. Ils l'avaient croisée, alors qu'elle se rendait déjà, affolée, à « *cartons-ville* », les cheveux au vent, l'air hystérique, convaincue qu'elle était, qu'Akamba avait été tué au cours de la fusillade.

Chapitre XXII

Messamelou'ou était allé faire des emplettes à Etibli. A son retour, il avait raconté à Akamba, que tous les marchés de la ville étaient déserts. Il en était de même des rues. Aucun Noir, à l'exception de ceux travaillant dans l'administration coloniale, n'avait plus osé mettre le nez dehors. La peur des Noirs était renforcée par le fait que les rues du centre-ville, comme celles de « *cartons-ville* », étaient toutes quadrillées par des soldats. L'atmosphère était ainsi des plus pesantes à Etibli. Les Noirs et les Blancs se regardaient, véritablement, en chiens de faïence. Malgré le fait que tous les Noirs n'adhéraient pas aux thèses du M.E.K., qu'un nombre d'entre eux, parce qu'ils n'y comprenaient rien du tout, n'écoutaient que d'une oreille distraite la rengaine sur le caractère inéluctable de l'indépendance du Kamerun, le massacre de la veille avait été l'objet d'une réprobation générale de leur part. Après tout, c'étaient des Noirs qui avaient été tués. Bien que ceux-ci fussent mains nues, les Blancs n'avaient pas hésité à les massacrer. Cela, les Noirs ne pouvaient l'accepter, et les Blancs d'Etibli le savaient. IL y avait, ainsi, de l'électricité dans l'air. Le journal colonial « *L'Eveil du Kamerun* », avait titré, en cette

journée du 26 mai 1955 : « *Etibli : les extrémistes du M.E.K. sèment la mort* ». Autrement dit, les colons rendaient les Noirs responsables des massacres de la veille. A en croire ce journal, les Noirs voulaient tenter un coup de force. Lequel ? Le journal n'était aucunement disert sur ce point. Un autre journal colonial prétendait que les Noirs, intoxiqués par les extrémistes du M.E.K., avaient décidé de procéder au massacre de la totalité des Blancs d'Etibli.

Justine, au lever du jour, s'était également rendue à Etibli Bivindi, pour s'occuper des gosses restés à domicile. Elle avait été de retour en début d'après-midi. Elle avait rapporté à Akamba que la police avait organisé une rafle monumentale dans la nuit, et avait procédé à plusieurs centaines d'arrestations de militants réels ou supposés du M.E.K. Celle-ci s'était mise, dès trois heurs du matin, à éventrer les portes des maisons des Noirs identifiés comme tels et à sortir de leurs lits ceux qu'elle avait trouvés. Pour les autres, elle avait estimé qu'ils avaient été probablement tués lors de la fusillade. Le domicile d'Akamba avait été au nombre de ceux qui avaient connu la visite de la police. Les voisins avaient été réveillés et interrogés sur le lieu où pouvait se trouver Akamba. Ceux-ci avaient répondu, spontanément, qu'en qualité de grand militant du M.E.K., il ne pouvait pas manquer de figurer parmi les morts de Messa. Alors, la police était repartie ravie, et avait continué son travail de

ratissage nocturne, à la recherche des Kamerunais qui manifestaient quelque sympathie pour le discours sur la réunification et l'indépendance du territoire que développait le M.E.K.

Dans l'après-midi, les militants du M.E.K. qui avaient conduit Akamba auprès de Messamelou'ou, étaient venus lui rendre visite. Après s'être rassurés de son état de santé, ceux-ci lui avaient confirmé ce que son épouse lui avait rapporté. Bien mieux, ils avaient révélé à Akamba que le massacre de la veille n'avait pas été le fruit du hasard. Roland Pré, le Haut-commissaire de la République française, était un expert qui, pour ce qui était de briser les mouvements nationalistes, avait fait ses preuves ailleurs. Il avait été muté, au Kamerun, à cette fin. A preuve, en moins d'une année de présence dans le pays, car il était arrivé au mois de décembre 1954, il venait de faire étalage de son talent macabre. Un tueur, voilà ce qu'était Roland Pré. Il aura été, de ce fait, probablement le Haut-commissaire le plus vilain de tous ceux qu'aura connus le Kamerun.

Akamba et ses visiteurs s'étaient longuement interrogés sur le devenir du parti. La plupart des cadres de celui-ci, dans la ville d'Etibli, avaient été massacrés à Messa. Dans la nuit, un grand nombre de ceux qui avaient miraculeusement échappé au massacre, avaient été arrêtés, et se trouvaient désormais

à la prison centrale. Il n'en restait plus en liberté ou en vie, qu'une poignée. Comment celui-ci allait-il pouvoir se reconstituer à Etibli? Une seule solution pour les militants du M.E.K., passer dans la clandestinité. Roland Pré était venu rendre impossible la lutte dans la légalité. Ruben Um Nyobè était déjà, depuis le mois de mars 1955, dans la clandestinité, à cause de Roland Pré. Ce dernier voulait absolument l'arrêter et le jeter en prison, afin qu'il cesse de répandre ses idées sur la réunification du Kamerun et l'indépendance. Abel Kingué, également, depuis son retour des Nations Unies au mois de janvier, où il avait été plaider la cause de l'indépendance du Kamerun, était également dans le collimateur de Roland Pré. Il en était de même pour Félix Moumié, tout comme d'Ernest Ouandié. Ce tueur cherchait à tout prix à les assassiner. Pour l'administration coloniale, et plus particulièrement Roland Pré, le seul moyen d'extirper l'idée de réunification et d'indépendance du Kamerun de la tête des Noirs, était de procéder à l'assassinat, pur et simple, de tous ceux qui la propageaient. Ainsi, plus personne n'oserait plus évoquer cette question. Alors le colonialisme, les brimades des Noirs, par les Blancs, leur chosification, pourraient se poursuivre indéfiniment.

Aux environs de 17 heures, les visiteurs d'Akamba l'avaient quitté. Ils étaient retournés chez eux, de peur que 18 heures, l'heure du démarrage du couvre-feu, ne les surprenne

hors de leurs domiciles. Ils étaient revenus le lendemain, dans l'après midi. Ils avaient rapporté d'autres nouvelles inquiétantes. Ils avaient révélé à Akamba que des massacres s'étaient produits dans d'autres villes du Kamerun, et que d'innombrables patriotes, militants du M.E.K. y avaient également perdu leurs vies. Ceci était la preuve éclatante que la fusillade du quartier Messa n'était nullement fortuite. Elle s'inscrivait, à l'évidence, dans la mission de Roland Pré, le briseur de mouvements nationalistes, au Kamerun. Le couvre-feu avait, du reste, également, été décrété dans ces villes, et une chasse sans précédant aux militants du M.E.K., propagateurs de l'idée de la réunification et de l'indépendance du pays, était en train d'y être menée. Tout comme à Etibli, des arrestations monstres étaient en train de se produire. Tout cela prouvait une chose, l'administration coloniale avait décidé d'éradiquer, par la force, la contestation nationaliste et indépendantiste dans le pays. Cela n'augurait pas d'un avenir radieux pour le parti, avaient conclu les visiteurs d'Akamba. Qu'allait devenir celui-ci, à présent qu'il se retrouvait contraint de se manifester dans la clandestinité ? Il y aurait tout lieu de s'en inquiéter.

*

*   *

Justine avait été de nouveau à Etibli pour s'occuper des gosses. A son retour, elle avait déclaré à Akamba que ses collègues, les moniteurs indigènes et blancs de *l'Ecole Régionale*, y compris le directeur de l'école, M. Griffon, avaient été fort attristés par son décès. Elle s'était bien gardée de leur révéler le contraire. Ils avaient regretté de ne pouvoir identifier une tombe spécifique où Akamba avait été inhumé. Ils étaient au courant, comme du reste la totalité des habitants de la ville, que les cadavres de la fusillade, avaient été enterrés dans une fosse commune derrière l'Hôpital central ([1]). Le corps d'Akamba, selon eux, s'y trouvait également.

L'idée de son décès plongea Akamba dans un embarras considérable. Révéler le contraire, allait se traduire par son arrestation immédiate, au même titre que toutes les autres personnes qui prônaient la réunification et l'indépendance du Kamerun, et qui avaient échappé au massacre de Messa. Mais, dans le même temps, passer pour mort ne lui garantissait pas non plus la liberté et la sécurité. Tôt ou tard, l'administration coloniale allait finir par découvrir qu'il n'était pas mort, qu'il était bel et bien en vie et allait également l'arrêter et le jeter en prison. Fallait-il qu'il se déclarât officiellement en vie, et que, dans le même temps, il renonçât à exiger la réunification et l'indé-

---

[1] - Là où est situé le bâtiment de l'OCEAC aujourd'hui.

pendance du Kamerun, afin de connaître la paix et la tranquillité ? Il repoussa, immédiatement, et dédaigneusement, cette idée. Elle lui paraissait veule. Elle signifiait, approuver les brimades innombrables des Blancs, fermer les yeux sur les innombrables tueries auxquelles ils s'étaient livrés, à l'instar de la toute dernière, celle de Messa, pour prendre possession du pays. Comment effacer de sa mémoire les pendaisons dont lui-même avait été plusieurs fois le témoin, et qui avaient été organisées par l'administration coloniale désireuse d'imposer sa loi ? Akamba était bel et bien fans l'embarras. Une chose était, au moins, déjà effective : il avait perdu son emploi. M. Griffon était bien gentil, mais, il n'était nullement en mesure de s'opposer à son arrestation. Après tout, il était d'abord un Français, et c'était contre la France que Akamba se battait, c'était des mains de la France qu'il cherchait à reconstituer son pays, le Kamerun, divisé en deux par les Britanniques et eux en 1916, et à arracher l'indépendance, la liberté, la dignité. Mais, alors, de quoi allait-il, désormais, pouvoir vivre ? D'où allait-il tirer ses revenus, à présent, pour nourrir sa famille, élever ses gosses ?

Chapitre XXIII

Messamelou'ou partit en ville pour ses emplettes, ainsi qu'il le faisait quotidiennement. Mais, ce jour, il rentra plus tôt que d'habitude. Il avait l'air affolé.

— Akamba, j'ai à te parler, déclara-t-il tout de go, en pénétrant dans la case où était alité Akamba.

Au timbre de sa voix, ce dernier comprit que quelque chose de grave s'était produit. Il en prit peur, d'avance et se redressa sur son lit.

Messamelou'ou s'éclaircit la voix.

– Vois-tu, Akmaba, les Blancs sont déchaînés contre vous, les membres du M.E.K. Et dans la furie qui les habite actuellement, ils ont décidé de s'en prendre à quiconque vous viendrait en aide. (*Il sort de la poche de son pantalon, une feuille de papier pliée en quatre et la tendit à Akamba*). Lis, toi-même.

Akamba, le cœur battant, et les mains quelque peu tremblotantes, déplia la feuille de papier après s'en être saisie. Il se mit à la lire à voix basse.

Le Haut-commissaire de la République française au Kamerun.

Note à tous les chefs de régions, à tous les chefs de subdivisions, à tous les chefs supérieurs, à tous les chefs de groupements, à tous les chefs de villages et à tous les chefs de quartiers.

Je porte à la connaissance de toute la population, le fait qu'à la suite des troubles graves provoqués par le M.E.K., tout récemment, notamment à Etibli et à Madiba, les principaux dirigeants de ce parti ont pris la fuite et sont recherchés, intensément, par la justice.

Toute personne qui recevrait, dans sa case, ou aiderait d'une manière quelconque l'un de ces malfaiteurs en fuite, sera immédiatement arrêtée pour complicité de recel de malfaiteur et présentée à la justice.

Tous les chefs qui auraient omis de signaler le passage de l'un de ces bandits en fuite ou une réunion clandestine de ceux-ci, dans les 24 heures, seront également arrêtés et poursuivis. Je rappelle que toute réunion publique ou privée du M.E.K. est formellement interdite pour des raisons d'ordre public.

Tout étranger suspect doit être, immédiatement, conduit à la subdivision ou au poste administratif, ou gardé dans une case, le chef de subdivision étant, immédiatement, prévenu.

Signé : Roland Pré

Akamba, après avoir achevé la lecture du document, sentit sa tête prise de vertiges. Son cœur se mit à battre à tout rompre. Ses mains devinrent moites. Une boule douloureuse vint se loger en travers de sa gorge. Il avalait avec difficulté la salive. « Un malheur ne survient jamais seul », déclara-t-il, désespéré, à haute voix, tout en poussant un soupir, et en se laissant retomber péniblement et en grimaçant, dans le lit. Il se mit à dévisager Messamelou'ou. Celui-ci semblait pris de panique.

— Ok ! conclut-il, après un moment. Il n'est nullement dans mes intentions, bien-aimé Messamelou'ou, de te créer des ennuis. Sous peu de temps, mes camarades du parti seront là. Permets-moi de débattre de la question avec ceux-ci. Après quoi, je te dirai ce qui aura été décidé.

Messamelou'ou ne sembla pas satisfait de la réponse d'Akamba. Ce dernier s'en aperçut.

— Ne t'inquiète pas, Messamelou'ou, ne t'inquiète pas, je vais m'en aller, renchérit-il. Permets-moi tout juste d'étudier la question avec mes camarades. Je partirai le plus rapidement possible, afin que rien de fâcheux ne t'arrive.

Cette fois-là, Messamelou'ou sembla davantage satisfait de la réponse d'Akamba. Il se leva après quelque hésitation, et, finalement, sortit de la case. Lorsque les camarades du parti d'Akamba arrivèrent, celui-ci leur fit part de la situation nouvelle. Cela provoqua, en

eux, un très grand désarroi. Akamba était souffrant. Voilà qu'il allait falloir le déplacer, pour l'emmener à un autre endroit. Mais où ? A cette question, il n'y avait pas de réponse. Au terme d'une longue réflexion, au cours de laquelle plusieurs hypothèses furent émises, il fut décidé le transfert d'Akamba vers Madiba. Cette ville, porte d'entrée du Kamerun, et port maritime, disposait d'un nombre infiniment plus élevé de militants du M.E.K. que toute autre ville du pays. Par ailleurs, étant donné son étendue, elle offrait de meilleures possibilités de planques que nulle part ailleurs, y compris Etibli. Toutefois, compte tenu du couvre-feu et des contrôles de police qui devaient être nombreux, en ce moment, il était particulièrement difficile de s'y rendre. A n'en pas douter, la police devait avoir établi une liste de militants du M.E.K. à arrêter pour être jetés en prison. Le nom d'Akamba, quoique déclaré décédé, ne pouvait manquer d'y figurer. Ses camarades de parti décidèrent de retourner à Etibli Bivindi pour étudier, sur place, les possibilités de sortie de la ville à destination de Madiba. Lorsqu'ils furent de retour, ils révélèrent à Akamba que Roland Pré avait, au lendemain de la fusillade de Messa, institué un « laissez-passer » à obtenir, auprès du commissariat spécial d'Etibli et de Madida, pour se déplacer entre les deux villes, ou pour en sortir à destination de toute autre ville. Ils s'étaient, en conséquence, rendus en ces lieux pour

obtenir le fameux document, au nom de l'un d'entre eux, afin que Akamba se déplaçât sous l'identité de ce dernier. Sur l'un des murs du commissariat spécial, une liste de « malfaiteurs », c'est-à-dire les militants pour la réunification et l'indépendance, était affichée, de manière ostentatoire, afin que le maximum de monde en prenne connaissance. Au nombre des noms qui y figuraient, se trouvait celui d'Akamba. Parmi les autres noms, ils en reconnurent plusieurs : Moumié Félix, Kohn Emile, Mme Ngapeth, Sendé Jean-Paul, Bindop Gabriel, Emelie Pierre, Goueth Michel, Kingue Abel, Eboule Etienne, Monthé Roland, Mbong Joseph, Mekou Samuel, Kamai, Yacoubou, Ouandié Ernest, Fozo'o Ekabé, Mahop Pierre, Yetna Pierre.

Ils dirent à Akamba qu'ils remplirent malgré tout un formulaire de demande de « laissez-passer ». Il leur fut demandé de revenir deux jours plus tard, pour en obtenir la réponse, étant entendu que celle-ci pouvait être négative. Ils se rendirent alors à la gare, pour étudier la possibilité de faire embarquer Akamba dans le train, soit l'autorail, soit le train couchette. Le premier train partait tous les jours à 7 heures du matin, pour arriver à Madiba à 12 heures, tandis que le second partait à 20 heures, pour arriver le lendemain matin autour de 8 heures. Toutefois, à cause du couvre-feu, emprunter le train couchette était, à l'évidence, périlleux, car Akamba

tomberait, immanquablement, sur un contrôle de police, en traversant la ville pour se rendre à la gare. Il serait rapidement reconnu et arrêté. Il ne pouvait, en conséquence, voyager que par l'autorail.

Après avoir écouté, attentivement, ce compte-rendu, Akamba ressentit un peu de réconfort le gagner. L'idée de se rendre à Madiba l'enchantait considérablement. Quoique souffrant, dans cette ville il avait la ferme conviction qu'il allait pouvoir poursuivre la lutte, et, pourquoi pas, venger ses camarades tombés sous les balles des colonialistes il y avait quelques jours.

— Le sang d'un patriote répandu au sol, est une semence de patriotisme, dit-il à ses camarades. Vous faites honneur à la lutte que nous menons. A vous voir à l'œuvre, il va de soi que les colonialistes ne réussiront que très difficilement à briser le désir de réunification et d'indépendance qui habite actuellement les Kamerunais. Notre pays a été arbitrairement divisé par les colonialistes franco-britanniques, laissant au fond de nos cœurs une immense plaie béante. Celle-ci ne sera guérie que le jour où le Kamerun sera rétabli dans ses frontières héritées du protectorat allemand. De même, notre peuple plie sous le joug des colonialistes. Il gémit sous la férule de ces gens qui sont arrivés dans nos forêts et nos savanes, la bible à la main gauche le fusil à la main droite. Sa souffrance ne prendra fin que le jour où les

Nations Unies auront levé leur tutelle sur notre pays. Ce jour merveilleux, ce jour qui ne sera pas semblable aux autres, j'en rêve tous les jours, l'appelle de tous mes vœux, et le souhaite dans un avenir très proche. Demain, camarades, je partirai pour Madiba, ainsi que vous me l'avez suggéré. Toutefois, au regard de la furie de Roland Pré envers nous qui réclamons la réunification et l'indépendance de notre pays, j'ai songé qu'il était préférable que je fus déguisé en femme. La police, j'ai eu maintes fois l'occasion de le vérifier, n'est pas très regardante envers les femmes. Mon épouse me prêtera des vêtements, et demain matin, à l'aube, aussitôt que le couvre-feu aura été levé, vous viendrez me chercher, et me conduirez à la gare pour emprunter l'autorail.

Mercredi 25 mai 1955 à Yaoundé, l'armée coloniale tire sur des manifestants aux mains nues, en provenance du quartier Mokolo, qui se rendent à l'Hôpital Central pour retirer le corps d'un boy assassiné par un colon trois jours auparavant. Il y a des morts. La ville est bouclée. Le couvre-feu est instauré, de 6 heures du soir à 6 heures du matin. Roland Pré, le Haut-commissaire de la République française au Cameroun, est enfin parvenu à noyer dans le sang la contestation du colonialisme dans ce territoire sous tutelle des Nations Unies, à l'administration confiée à la France.

Ce roman revient sur cet événement douloureux, qui s'est déroulé au quartier Messa à Yaoundé.

